



Bilan de mandat 2024-2025

1^{ère} année du groupe
parlementaire
LFI-NFP





INTRODUCTION DE MATHILDE PANOT	04	LES VICTOIRES DES DÉPUTÉ-ES INSOUMIS-ES	28
TROMBINOSCOPE DES DÉPUTÉ-ES	06	LES INSOUMIS-ES AUX POSTES CLÉS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE	30
DÉPLACEMENTS INTERNATIONAUX	10	LE PARLEMENT MUSELÉ	32
DÉPLACEMENTS EN OUTRE-MER	12	NOTRE COMBAT CONTRE L'AUSTÉRITÉ BUDGÉTAIRE	34
SOUTIEN AUX LUTTES PARTOUT EN FRANCE	13	LA CENSURE POUR RIPOSTER AU COUP DE FORCE ANTI-DÉMOCRATIQUE	36
LES PRODUCTIONS DU GROUPE PARLEMENTAIRE	14	DESTITUER MACRON : LE COMBAT DES INSOUMIS-ES, LA COMPLICITÉ DU RN	38
LES COLLOQUES DES INSOUMIS-ES	15	POUR LA PAIX ET CONTRE LE GÉNOCIDE À GAZA	40
NOS RAPPORTS D'INFORMATION	16	CONTRE L'ÉCONOMIE DE GUERRE, POUR UNE FRANCE SOUVERAINE AU SERVICE DE LA PAIX	42
NICHE PARLEMENTAIRE 2024	19	LE VRAI VISAGE DE L'EXTRÊME DROITE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE	44
COMMISSION D'ENQUÊTE CONCERNANT L'ORGANISATION DES ÉLECTIONS EN FRANCE	24		
DU SCANDALE DE BÉTHARRAM À LA COMMISSION D'ENQUÊTE PARLEMENTAIRE	26		

BILANS THÉMATIQUES : LES INSOUMIS-ES DANS TOUTES LES BATAILLES

Droit à mourir dans la dignité	46	Santé	68
Outre-mer	48	Travail et emploi	69
Ukraine	50	Logement	70
International	51	Grand âge et petite enfance	71
Agriculture	52	Droits des enfants	72
Industrie	54	Education	74
Écologie	56	Jeunesse et vie étudiante	76
Forêt et biodiversité	57	Enseignement supérieur et recherche	77
Eau	58	Handicap	78
Violences sexistes et sexuelles	60	Culture	79
Droits des personnes LGBTI	61	Sport	80
Egalité entre les femmes et les hommes	62	Justice	81
Transports	64	Recul des libertés	82
Énergie	65	Violences policières	84
Condition animale	66	Asile et immigration	85
Collectivités	67	Numérique	86



INTRODUCTION

DE MATHILDE PANOT

PRÉSIDENTE DU GROUPE LFI-NFP

Un groupe déterminé à renverser Emmanuel Macron et à battre l'extrême droite. 71 voix et visages de l'insoumission. Le groupe le plus jeune et le plus représentatif socialement de la société, **qui fait entrer le peuple à l'Assemblée nationale.** Voilà ce qu'incarne le groupe insoumis après la dissolution décidée par le président de la République sur demande du Rassemblement National.

Contre 27 sondages sur 27 qui donnaient — tous sans exception !—, l'extrême-droite en tête, le Nouveau Front Populaire que nous avons constitué sur un programme de rupture l'a emporté. Nous avons gagné cette élection et ce sont les habitant-es des quartiers populaires, des territoires dits d'Outre-Mer, la jeunesse et les militant-es politiques, syndicaux et associatifs qui ont sauvé la République de l'extrême droite.

Le monarque est allé à l'affrontement contre le peuple : il a refusé de reconnaître le résultat des urnes et a nommé un Premier ministre illégitime issu du parti ayant rassemblé 5,4 % des voix. Jamais les insoumis-es ne laisseront passer une telle rupture avec le régime républicain. **C'est pourquoi nous avons mobilisé tous les moyens à notre disposition pour respecter notre engagement à l'opposition avec Emmanuel Macron, ses projets et son monde.** D'abord, nous avons engagé la première procédure pour destitution de l'histoire de la V^e République. Les député-es insoumis-es se sont rendu-es partout dans le pays autour de la campagne coordonnée par Pierre-Yves Cadalen pour la VI^e République. Et nous avons, chaque fois que cela était possible, demandé **la censure du gouvernement : 10 fois nous l'avons votée, donnant lieu à la première censure d'un gouvernement depuis 1962.** Aujourd'hui, seul le Rassemblement national permet encore au pouvoir macroniste de continuer sa politique rejetée massivement dans les urnes. Il a refusé de voter à huit reprises la censure du gouvernement Bayrou-Retailleau et a empêché la destitution du président d'être discutée et votée dans l'hémicycle.

Le groupe insoumis est aujourd'hui la première opposition à Emmanuel Macron. Fidèle à nos engagements devant les électeur-rices, nous nous sommes battus contre le malheur qu'il promettait au pays. **Budget le plus austéritaire depuis 25 ans, lois écocidaire sur l'A69, les pesticides ou contre la bifurcation énergétique, offensives racistes du ministre Retailleau :** à chaque fois, les insoumis-es étaient uni-es et mobilisé-es comme aucun autre groupe de l'Assemblée. Nous avons porté haut et fort l'exigence de l'abrogation de la retraite à 64 ans, jamais votée et imposée de force au pays par 49.3, contre l'ensemble des syndicats, contre l'immense majorité du peuple et contre l'Assemblée nationale. Malgré l'obstruction des macronistes dans notre niche parlementaire, rien ne nous empêchera de tenir notre promesse de supprimer ces deux ans de vie volés au peuple français et de reconquérir la retraite à 60 ans.

Le groupe insoumis s'est placé à un très haut niveau de travail et d'exigence, avec **deux vices-présidences de l'Assemblée nationale - Clémence Guetté et Nadège Abomangoli —, deux présidences de commissions — Éric Coquerel pour la commission des Finances et Aurélie Trouvé pour la commission des Affaires économiques -** et une majorité au Bureau de l'Assemblée nationale pour les groupes à gauche de l'hémicycle.

Il a aussi eu une action remarquée dans son contrôle de l'action du Gouvernement, **notamment par l'organisation de commissions d'enquêtes destinées à faire toute la lumière sur les agissements des puissants.** Commission d'enquête sur les **défaillances de la prévention et du contrôle par l'État des violences contre les enfants à l'école après le scandale Betharram menée par Paul Vannier,** commission d'enquête sur **l'organisation des élections en France menée par Antoine Léaument :** c'est notre honneur d'en avoir été à l'initiative en tant que représentant-es du peuple **sur des sujets d'intérêt général de première préoccupation.**

Mais cette année a aussi été marquée **par la poursuite d'un crime mettant l'humanité toute entière face à son devoir moral : l'accélération du génocide à Gaza.** Nous sommes fier-es d'avoir défendu notre humanité commune **en demandant à la France de passer des paroles aux actes,** à l'Assemblée lors des Questions au Gouvernement chaque semaine comme dans la rue tous les samedis à l'appel des associations de solidarité avec la Palestine. **À Gaza, en Ukraine, au Proche-Orient face à la guerre déclenchée contre l'Iran par Trump et Netanyahu, mais aussi en République Démocratique du Congo ou en Asie-Pacifique, nous avons défendu des principes clairs et intangibles : respect du droit international et combat pour la paix.**

C'est pourquoi le groupe insoumis **s'est organisé méticuleusement pour se déployer à l'international dans des proportions nouvelles.** En 10 mois, les député-es insoumis-es se sont rendu-es **dans plus de 22 pays sur 6 continents** au cours d'une cinquantaine de déplacements, de la Chine à l'Antarctique en passant par le Sénégal, l'Espagne, le Canada ou la Bolivie. **Sur tous les grands théâtres géopolitiques du monde, des insoumis-es sont venu-es porter l'autre voix de la France.**

Forts de la présence de députés ultramarins à nos côtés, nous avons été profondément impliqués en Outre-mer. **Après le cyclone Chido,** alors que nous avons alerté à des multiples reprises sur la nécessité de prévenir les risques climatiques dans les territoires insulaires et éloignés, **nous avons participé à la réponse solidaire à Mayotte en envoyant plusieurs délégations insoumises sur place.** En Martinique, le député **Jean-Philippe Nilor a organisé des Assises Populaires de la Vie Chère** contre le scandale de la vie chère et de la profitation en Outre-Mer. Fidèle aux accords de décolonisation de Nouméa, **une délégation menée par le député Bastien Lachaud et moi-même s'est rendue en Kanaky-Nouvelle-Calédonie pour rencontrer les porte-paroles et représentant-es politiques et coutumiers** sur l'avenir institutionnel et la situation économique de l'archipel tandis que nos député-es se déployaient dans les prisons pour exiger la libération des leaders kanak emprisonnés à 17 000 km de chez eux.

Enfin, nous n'avons cessé d'opposer **un rempart contre le racisme** aux tentatives de division orchestrées par la droite et l'extrême droite, avec le soutien de la Macronie. **Face aux remises en cause de l'État de droit, aux propos islamophobes au sommet du gouvernement, dans les médias comme après les meurtres racistes d'Aboubacar Cissé**

ou de Hichem Miraoui, face à un Ministre de l'Intérieur qui organise des traques aux personnes étrangères, institutionnalise le contrôle au faciès et crie « à bas le voile » devant des milliers de personnes, les député-es insoumis-es ont fait la démonstration de **l'unité du peuple. Signalements au procureur, marches, prises de paroles, plans d'action contre le racisme** ont été l'occasion de rappeler notre intransigeance face à la haine.

Parce que nous sommes engagé-es dans le combat humaniste, **nous partageons également la fierté que cette année de mandat ait été marquée par une victoire politique, symbolique et idéologique majeure.** Un an après l'inscription du droit à l'avortement dans la Constitution, **le groupe de la France insoumise a arraché la conquête d'un droit nouveau : celui de mourir dans la dignité** avec le vote de la loi fin de vie **dont une des rapporteur-es, Élise Leboucher, est insoumise.** C'est pour nous un honneur car nous croyons que de la liberté de la personne humaine vient la possibilité d'une société d'émancipation.

Aucune tentative pour nous salir et nous flétrir n'arrêtera jamais le groupe parlementaire insoumis dans son travail de premier opposant. Les puissants l'ont appris à leur dépens lors des dernières élections législatives : nous sommes plus nombreux qu'eux. Le peuple de France a la force de tourner la page de la Macronie et de battre l'extrême-droite. Et notre action à l'Assemblée est la démonstration quotidienne qu'un autre monde est toujours possible.

Fidèle à notre stratégie, **celle de l'union populaire du peuple autour de ses besoins, et à notre méthode, celle d'avoir toujours un pied dedans et un pied dehors,** j'ai l'honneur de vous présenter ce bilan de la 9^e année de mandat des député-es insoumis-es.

TROMBINOSCOPE DES DÉPUTÉ·ES



Mme Mathilde Panot
Val-de-Marne (10^e circonscription)
Présidente du groupe LFI-NFP
Commission des affaires étrangères



Mme Nadège Abomangoli
Vice-présidente
de l'Assemblée nationale
Seine-Saint-Denis (10^e circonscription)
Commission des affaires étrangères
Présidente du groupe d'amitié
France-République du Congo



M. Laurent Alexandre
Aveyron (2^e circonscription)
Commission des affaires économiques
Délégation aux collectivités
territoriales et à la décentralisation
Président du groupe d'amitié
France-République centrafricaine



M. Gabriel Amard
Secrétaire de l'Assemblée nationale
Rhône (6^e circonscription)
Commission du développement durable
et de l'aménagement du territoire
Commission des affaires européennes
Délégation aux collectivités
territoriales et à la décentralisation



M. Aymeric Caron
Paris (18^e circonscription)
Commission des affaires culturelles
et de l'éducation



M. Sylvain Carrière
Hérault (8^e circonscription)
Commission du développement
durable et de l'aménagement
du territoire



Mme Gabrielle Cathala
Val-d'Oise (6^e circonscription)
Commission des lois
Délégation aux droits des femmes
et à l'égalité des chances entre les
hommes et les femmes
Présidente du groupe d'amitié
France-Haïti



M. Béranger Cernon
Essonne (8^e circonscription)
Commission du développement
durable et de l'aménagement
du territoire
Délégation aux collectivités
territoriales et à la décentralisation



Mme Ségolène Amiot
Loire-Atlantique (3^e circonscription)
Commission des affaires sociales



Mme Farida Amrani
Secrétaire de l'Assemblée nationale
Essonne (1^{re} circonscription)
Commission des affaires culturelles
et de l'éducation
Présidente du groupe d'amitié
France-Macédoine du Nord



M. Rodrigo Arenas
Paris (10^e circonscription)
Commission des affaires culturelles
et de l'éducation
Délégation aux droits des enfants
Président du groupe d'amitié
France-Belgique



M. Raphaël Arnault
Vaucluse (1^{re} circonscription)
Commission des affaires culturelles
et de l'éducation



Mme Sophia Chikirou
Paris (6^e circonscription)
Commission des affaires étrangères
Commission des affaires européennes
Présidente du groupe d'amitié
France-Mexique



M. Hadrien Clouet
Haute-Garonne (1^{re} circonscription)
Commission des affaires sociales
Président du groupe d'amitié
France-Colombie



M. Éric Coquerel
Seine-Saint-Denis (1^{re} circonscription)
Commission des finances, de l'économie
générale et du contrôle budgétaire
(Président)



M. Jean-François Coulomme
Savoie (4^e circonscription)
Commission des lois
Président du groupe d'amitié
France-Lettonie
Président du groupe d'étude prisons
et conditions carcérales



Mme Anaïs Belouassa-Cherifi
Rhône (1^{re} circonscription)
Présidente du groupe d'étude
pauvreté, précarité, non-recours
aux droits et sans abri



M. Ugo Bernalicis
Nord (2^e circonscription)
Commission des lois



M. Christophe Bex
Haute-Garonne (7^e circonscription)
Commission de la défense nationale
et des forces armées



M. Carlos Martens Bilongo
Val-d'Oise (8^e circonscription)
Commission des finances, de l'économie
générale et du contrôle budgétaire
Président du groupe d'amitié France-
République démocratique du Congo



M. Sébastien Delogu
Bouches-du-Rhône (7^e circonscription)
Commission des finances, de l'économie
générale et du contrôle budgétaire



M. Aly Diouara
Seine-Saint-Denis (5^e circonscription)
Commission des affaires culturelles
et de l'éducation
Président du groupe d'amitié
France-Gambie



Mme Alma Dufour
Seine-Maritime (4^e circonscription)
Commission de la défense nationale
et des forces armées



Mme Karen Erodi
Tarn (2^e circonscription)
Commission des affaires sociales
Présidente du groupe d'amitié
France-Timor-Est



M. Manuel Bompard
Bouches-du-Rhône (4^e circonscription)
Commission de la défense nationale
et des forces armées



M. Idir Boumertit
Rhône (14^e circonscription)
Commission des affaires culturelles
et de l'éducation



M. Louis Boyard
Val-de-Marne (3^e circonscription)
Commission des affaires sociales
Délégation aux droits des femmes
et à l'égalité des chances entre
les hommes et les femmes
Président du groupe d'étude Amiante



M. Pierre-Yves Cadalen
Finistère (2^e circonscription)
Commission des affaires étrangères



Mme Mathilde Feld
Gironde (12^e circonscription)
Commission des finances, de l'économie
générale et du contrôle budgétaire
Délégation aux collectivités territoriales
et à la décentralisation



M. Emmanuel Fernandes
Bas-Rhin (2^e circonscription)
Commission de la défense nationale
et des forces armées



Mme Sylvie Ferrer
Hautes-Pyrénées (1^{re} circonscription)
Commission du développement
durable et de l'aménagement
du territoire



M. Perceval Gaillard
Réunion (7^e circonscription)
Commission des affaires étrangères
Délégation aux outre-mer
Président du groupe d'amitié
France-Madagascar



Mme Clémence Guetté
Vice-présidente
de l'Assemblée nationale
Val-de-Marne (2^e circonscription)
Commission de la défense nationale
et des forces armées
Co-présidente du groupe d'étude
Arctique, Antarctique, Terres
Australes et Antarctiques Françaises
et grands fonds océaniques



M. David Guiraud
Nord (8^e circonscription)
Commission des finances, de l'économie
générale et du contrôle budgétaire



Mme Zahia Hamdane
Somme (2^e circonscription)
Commission du développement
durable et de l'aménagement
du territoire
Délégation aux droits des enfants



Mme Mathilde Hignet
Ille-et-Vilaine (4^e circonscription)
Commission des affaires économiques
Commission des affaires européennes



Mme Manon Meunier
Haute-Vienne (3^e circonscription)
Commission des affaires économiques



M. Jean-Philippe Nilor
Martinique (4^e circonscription)
Commission des affaires sociales,
membre de droit de la Délégation
aux outre-mer



Mme Sandrine Nosbé
Isère (9^e circonscription)
Commission Du développement
durable et de l'aménagement
du territoire, Délégation
aux outre-mer



Mme Danièle Obono
Paris (17^e circonscription)
Commission des lois
Commission des affaires européennes
Présidente du groupe d'étude racisme
et discriminations raciales et religieuses



M. Andy Kerbrat
Loire-Atlantique (2^e circonscription)
Commission des lois



M. Bastien Lachaud
Seine-Saint-Denis (6^e circonscription)
Commission de la défense nationale
et des forces armées / Délégation
aux outre-mer / Président du groupe
d'amitié France-Indonésie



M. Abdelkader Lahmar
Rhône (7^e circonscription)
Commission de la défense nationale
et des forces armées



M. Maxime Laisney
Seine-et-Marne (10^e circonscription)
Commission des affaires économiques



Mme Nathalie Oziol
Hérault (2^e circonscription)
Commission des affaires étrangères
Commission des affaires européennes



M. René Pilato
Charente (1^{re} circonscription)
Commission des affaires
économiques



M. François Piquemal
Haute-Garonne (4^e circonscription)
Commission des affaires
économiques



M. Thomas Portes
Seine-Saint-Denis (3^e circonscription)
Commission des lois
Président du groupe d'amitié
France-Guinée
Président du groupe d'étude Kurdes



M. Aurélien Le Coq
Nord (1^{re} circonscription)
Commission des finances,
de l'économie générale
et du contrôle budgétaire



M. Arnaud Le Gall
Val-d'Oise (9^e circonscription)
Commission des affaires étrangères
Président du groupe d'amitié
France-Liban



M. Antoine Léaument
Essonne (10^e circonscription)
Commission des lois
Président du groupe d'étude réseaux
sociaux



Mme Élise Leboucher
Sarthe (4^e circonscription)
Commission des affaires sociales
Délégation aux droits des femmes
et à l'égalité des chances entre
les hommes et les femmes
Co-présidente du groupe d'étude Autisme



M. Loïc Prud'homme
Gironde (3^e circonscription)
Commission du développement
durable et de l'aménagement
du territoire



M. Jean-Hugues Ratenon
Réunion (5^e circonscription)
Commission des affaires sociales
Délégation aux outre-mer
Président du groupe d'amitié
France-Seychelles



M. Arnaud Saint-Martin
Seine-et-Marne (1^{re} circonscription)
Commission de la défense nationale
et des forces armées



M. Aurélien Saintoul
Hauts-de-Seine (11^e circonscription)
Commission de la défense nationale
et des forces armées
Président du groupe d'amitié
France-Singapour



M. Jérôme Legavre
Seine-Saint-Denis (12^e circonscription)
Commission des finances,
de l'économie générale
et du contrôle budgétaire



Mme Sarah Legrain
Paris (16^e circonscription)
Commission des affaires culturelles
et de l'éducation
Délégation aux droits des femmes
et à l'égalité des chances entre
les hommes et les femmes



Mme Claire Lejeune
Essonne (7^e circonscription)
Commission du développement
durable et de l'aménagement
du territoire
Présidente du groupe d'amitié
France-Islande



Mme Murielle Lepvraud
Côtes-d'Armor (4^e circonscription)
Commission de la défense nationale
et des forces armées / Présidente
du groupe d'amitié France-Namibie
Présidente du groupe d'étude impact
du changement climatique



Mme Ersilia Soudais
Seine-et-Marne (7^e circonscription)
Commission du développement
durable et de l'aménagement
du territoire / Présidente du groupe
d'étude gens du voyage



Mme Anne Stambach-Terreoir
Haute-Garonne (2^e circonscription)
Commission du développement
durable et de l'aménagement
du territoire
Délégation aux droits des enfants



M. Aurélien Tache
Val-d'Oise (10^e circonscription)
Commission des affaires étrangères
Président du groupe d'amitié
France-Sénégal
Délégation aux outre-mer



Mme Andrée Taurinya
Loire (2^e circonscription)
Commission des lois
Délégation aux droits des femmes
et à l'égalité des chances entre
les hommes et les femmes



Mme Élisabeth Martin
Isère (3^e circonscription)
Commission des lois
Délégation aux collectivités
territoriales et à la décentralisation



M. Damien Maudet
Haute-Vienne (1^{re} circonscription)
Commission des finances, de l'économie
générale et du contrôle budgétaire



Mme Marianne Maximi
Puy-de-Dôme (1^{re} circonscription)
Commission des finances, de l'économie
générale et du contrôle budgétaire
Délégation aux droits des enfants



Mme Marie Mesmeur
Ille-et-Vilaine (1^{re} circonscription)
Commission des affaires culturelles
et de l'éducation
Délégation aux droits des enfants



M. Matthias Tavel
Loire-Atlantique (8^e circonscription)
Commission des affaires économiques



Mme Aurélie Trouvé
Seine-Saint-Denis (9^e circonscription)
Commission des affaires économiques
(Présidente)



M. Paul Vannier
Val-d'Oise (5^e circonscription)
Commission des affaires culturelles
et de l'éducation

DÉPLACEMENTS À L'INTERNATIONAL



DU 2 AU 4/10/2024 : DUBLIN, IRLANDE

→ Réunion de l'Assemblée
Parlementaire de l'OSCE
Thomas Portes



**DU 11 AU 13/04/2025 :
MADRID, ESPAGNE**
→ Congrès de Podemos
Clémence Guetté



**DU 23 AU 26/10/2024 :
BARCELONE, ESPAGNE**
→ Voyage d'étude parlementaire
sur le logement, la transition
écologique et les discriminations
**François Piquemal,
Sébastien Delogu
et Sophia Chikirou**



DU 27/11 AU 5/12/2024 : DAKAR, SÉNÉGAL
→ Commémoration du 80^e anniversaire
du massacre de Thiaroye
Aly Diouara et Aurélien Taché



**DU 26 AU 30/09/2024 :
NEW-YORK, ÉTATS-UNIS**
→ Rencontres avec des dirigeants
de l'Organisation des Nations Unies
Clémence Guetté

**DU 8 AU 12/12/2024 :
WASHINGTON ET NORFOLK, ÉTATS-UNIS**
→ Assemblée parlementaire de l'OTAN
Aurélien Saintoul

DU 11 AU 18/04/2025 : ÉQUATEUR
→ Observation des élections présidentielles
Alma Dufour

DU 17 AU 21/03/2025 : BOLIVIE
→ Mission du Fonds des Nations
Unies pour l'Enfance
Nadège Abomangoli



**14/09/2024 :
LONDRES, ROYAUME-UNI**
→ Conférence Peace & Justice project
Danièle Obono



**26/10/2024 :
LONDRES, ROYAUME-UNI**
→ Manifestation antifasciste
Raphaël Arnault

DU 25 AU 26/10/2024 : OSLO, NORVÈGE
→ Conférence des socialistes norvégiens
Danièle Obono



**DU 22 AU 25/04/2025 :
STOCKHOLM, SUÈDE**
→ Mission du Conseil de l'Europe
Anne Stambach-Terre noir



**DU 4 AU 7/04/2025 :
ALLEMAGNE**
→ 80 ans de la libération
du camp de Buchenwald
François Piquemal



**DU 06 AU 07/02/2025 :
ISTANBUL, TURQUIE**
→ Procès de Pinar Selek
**Emmanuel Fernandes
et Arnaud Saint-Martin**



31/10/2024 : SAN MARINO
→ Rencontre aux bureaux
de l'Assemblée Parlementaire
de Méditerranée
Gabriel Amard



DU 28 AU 30/10/2024 : ROME, ITALIE
→ Rencontres avec associations et parlementaires
pour la défense du droit à l'IVG
Mathilde Panot

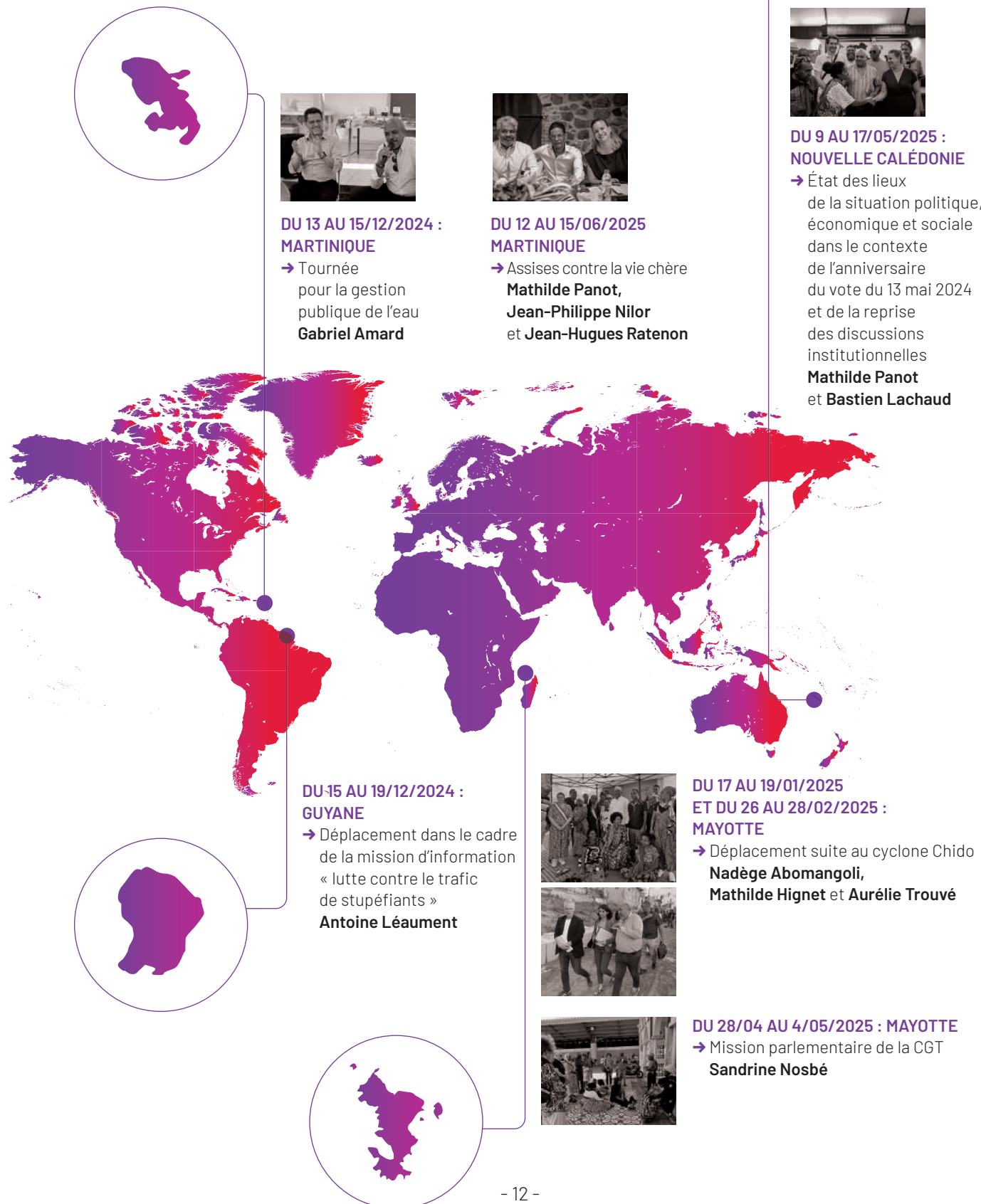


DU 22 AU 28/01/2025 : ROJAVA, SYRIE
→ Cérémonies du 10^e anniversaire
de la libération de Kobané
Thomas Portes



**DU 2 AU 4/06/2025 :
BEYROUTH, LIBAN**
→ Rencontres avec les autorités
Arnaud Le Gall

DÉPLACEMENTS EN OUTRE-MER



SOUTIEN AUX LUTTES PARTOUT EN FRANCE



PRODUCTIONS DU GROUPE

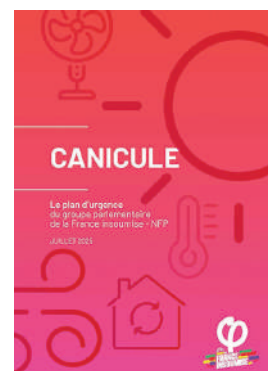


Réunion de groupe des député-es LFI-NFP.

NOS COLLOQUES



Colloque Francophonie à l'initiative d'Aurélien Taché.



3/10/2024 **Abolir le Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour retrouver notre sécurité sociale**
Hadrien Clouet

21/10/2024 **Financement du système de retraite**
Éric Coquerel

4/11/2024 **Le massacre de Thiaroye du 1^{er} décembre 1944**
Aurélien Taché

27/11/2024 **Autoritarisme en France et dans le monde**
Pierre-Yves Cadalen et Mathilde Panot

11/12/2024 **Vers une cohabitation pacifique avec les animaux liminaires**
Anne Stambach-Terrenoir et François Piquemal

16/01/2025 **La discipline en prison**
Andrée Taurinya et Ugo Bernalicis

24/01/2025 **Identifier et combattre l'antitsiganisme**
Ersilia Soudais et Danièle Obono

12/02/2025 **Lutte contre la surpopulation carcérale, du constat aux actes**
Ugo Bernalicis et Elsa Faucillon

20/02/2025 **Colloque pour la justice sociale**
Anaïs Belouassa-Cherifi

1/03/2025 **Mobilisations féministes contre l'extrême droite**
Mathilde Panot

04/03/2025 **Le Groupe de La Haye : une initiative historique pour la justice en Palestine**
Sophia Chikirou

11/03/2025 **Biens communs et institutions : faire vivre les communs**
Pierre-Yves Cadalen et Claire Lejeune

12/03/2025 **Amnistie générale en Russie et en Ukraine pour les prisonniers politiques, prisonniers de guerre et civils détenus en lien avec le conflit**
Sophia Chikirou

14/03/2025 **La guerre hors de contrôle**
Bastien Lachaud et Aurélien Saintoul

20/03/2025 **Enseignement supérieur privé lucratif : la fin de la récré !**
Arnaud Saint Martin

21/03/2025 **Lutter contre le racisme et les discriminations**
Danièle Obono

22/03/2025 **Le droit à l'eau et la reconnaissance des communs du vivant**
Gabriel Amard

24/03/2025 **Surveillance généralisée : quels enjeux pour nos droits et libertés ?**
Élisa Martin

31/03/2025 **Le mal logement**
Sandrine Nosbé, François Piquemal, Anaïs Belouassa-Cherifi et Marie Mesmeur

10/04/2025 **Haïti, 200 ans après la dette**
Gabrielle Cathala

30/04/2025 **Morts suspectes en prison : faire la lumière, rendre justice**
Clémence Guetté

14/05/2025 **Les animaux à la montagne : mieux connaître pour mieux protéger**
Jean-François Coulomme

22/05/2025 **Culture en danger**
Sarah Legrain

11/06/2025 **Cartographies des résistances LGBTI**
Ségolène Amiot

11/06/2025 **L'invisibilisation du COVID long**
Nadège Abomangoli

18/06/2025 **L'avenir de la francophonie**
Aurélien Taché

18/06/2025 **La psychiatrie d'aujourd'hui et de demain : répondre à l'urgence, répondre aux besoins**
Élise Leboucher



Colloque Psychiatrie à l'initiative d'Élise Leboucher.

NOS RAPPORTS D'INFORMATION

ARNAUD SAINT-MARTIN **LES SATELLITES : APPLICATIONS MILITAIRES ET STRATÉGIES INDUSTRIELLES**

Cette mission d'information a permis d'enquêter sur les satellites de défense et l'industrie du spatial pour nourrir la future stratégie spatiale nationale. Arnaud Saint-Martin a alerté sur la nécessité de dépolluer les orbites des débris, et l'urgence de la régulation du trafic. Il a insisté sur la souveraineté en recommandant la nationalisation d'ArianeGroup, la réaffirmation du rôle du CNES, la sécurisation du programme IRIS², l'arrêt des suppressions de postes chez Airbus et TAS, ainsi que la fin du projet BROMO. Il a mis en avant le rôle de l'ONU pour coordonner les affaires spatiales internationales et réaffirmer l'usage pacifique de l'espace et l'interdiction des armes de destruction massive.

HADRIEN CLOUET **LA GESTION DE LA DETTE SOCIALE**

La dette de la Sécurité sociale résulte d'une politique délibérée : sous-financement, charges indues, interdiction d'emprunt public... Mais son traitement est tout à fait extraordinaire, puisqu'elle a été transférée à une « Caisse d'amortissement de la dette sociale », prolongée depuis près de 30 ans. En effet, cette caisse justifie un impôt injuste, la CRDS. Et à un prix insoutenable, puisque le cantonnement de la dette a coûté 75 milliards € d'intérêts et de commissions. Soit 7 années de déficit de la Sécu. Cette financiarisation est donc un enjeu de classe, imposant aux enfants de contribuables de payer des intérêts aux enfants de rentiers.

SYLVAIN CARRIÈRE **LES STRATÉGIES DE MARCHÉ DE LA FILIÈRE VITIVINICOLE**

Changement des habitudes de consommation, concurrence accrue sur le marché international, hausse des droits de douane, surproduction, crise climatique et hausse des prix des matières premières sont autant de facteurs qui impactent la viticulture française et les plus de 400 000 personnes qui en vivent. Pour y répondre, plusieurs recommandations comme la mise en place d'une stratégie nationale à l'export limitant la concurrence entre bassins viticoles, le développement massif de l'œnotourisme, un meilleur calibrage de l'assurance récolte, la mise en place d'indicateurs de prix de production pour sécuriser les producteurs-récolteurs, mais aussi le développement de la consigne sur les bouteilles.

SOPHIA CHIKIROU **LES RELATIONS ENTRE L'UNION EUROPÉENNE ET LA CHINE**

En 2025, l'Union européenne célèbre 50 ans de relations diplomatiques avec la Chine, dans un contexte géopolitique instable. Ce rapport critique la position européenne irréaliste, idéologique et contre-productive. Minée par des intérêts divergents entre États-membres, alignée sur la stratégie de confrontation des États-Unis, l'UE subit ses dépendances et son dogme du libre-échange sans protéger. Ce rapport appelle à un changement de stratégie autour des sujets du futur : la paix et l'ordre international, la bifurcation écologique et l'indépendance. La France a tous les atouts pour être le moteur d'un changement de cap pour une relation de coopération profitable aux peuples.

AURÉLIEN TACHÉ **AVENIR DE LA FRANCOPHONIE**

La francophonie est plus qu'une langue partagée : c'est un espace géopolitique pensé comme un levier d'émancipation. Pour relever les défis du XXI^e siècle, elle doit investir dans l'éducation en Afrique, faciliter les mobilités avec un visa francophone et reconnaître le français comme un bien commun. Une Académie francophone, réunissant des voix issues de tous les pays francophones, incarnerait cette vision. La francophonie doit aussi assumer une diplomatie décoloniale et juste. À cette condition, elle pourra devenir une force d'action internationale, capable de coopérer sur les grands enjeux globaux : la paix, la mer, l'espace, le numérique et les biens communs.

SARAH LEGRAIN **LES POLITIQUES D'ACCOMPAGNEMENT À LA PARENTALITÉ**

Plus de 50 auditions et un déplacement en Espagne ont permis d'aboutir à 44 recommandations communes en faveur d'une parentalité égalitaire. Parmi elles, une proposition clé, qui figure dans le programme de la France insoumise : le congé paternité (ou d'accueil de l'enfant) égal au congé maternité, comme c'est le cas en Espagne. Mais aussi des mesures socio-fiscales en faveur des mères isolées, la revalorisation des métiers de la petite enfance, et une réflexion sur l'articulation entre l'organisation du temps de travail et la parentalité (horaires décalés, horaires de réunion, autorisations d'absences).

ELISE LEBOUCHER

**LA PRISE EN CHARGE DES TROUBLES PSYCHIQUES
CHEZ LES PERSONNES PLACÉES SOUS MAIN
DE JUSTICE**

Au terme de 6 mois d’auditions et de visites d’établissements, un constat s’impose : la surenchère pénale couplée à la crise de la psychiatrie provoque une situation indigne. Les personnes placées sous main de justice peinent à accéder aux soins en milieu ouvert et en détention, où les conditions peuvent générer ou aggraver des troubles psychiques pour les personnes dont la santé mentale est déjà dégradée. Il est urgent de réinvestir dans la prévention, la prise en charge psycho-sociale et la réinsertion en sortant de la stigmatisation qui freine les parcours, voire enferme dans un cycle de précarité et de récidive.

ANNE STAMBACH-TERRENOIR

LA SANTÉ MENTALE DES MINEURS

Anxiété face à l’avenir, à un système scolaire toujours plus compétitif, aux inégalités sociales... La santé mentale de nos enfants inquiète, et la demande de soins augmente. Face à l’urgence, un système de soins saturé, fragilisé par un sous-financement organisé et un manque de soignants, bien souvent en perte de sens. Résultat : tendance à la médicalisation de difficultés sociales et recours accru aux psychotropes, au détriment d’un accompagnement basé sur le lien humain, le temps long. Les mineur-es sont des êtres en plein développement : agir vite est crucial. Investir pour la pédopsychiatrie publique et la prévention est une urgence pour toute la société.

CARLOS-MARTENS BILONGO

**L’AIDE PUBLIQUE AU FINANCEMENT
DE LA DÉCARBONATION DU SITE ARCELORMITTAL
DE DUNKERQUE**

Nous avons alerté sur l’absence de pilotage stratégique de ces investissements et préconisé la mise en place d’une véritable conditionnalité sociale et écologique des aides publiques. En particulier, il est nécessaire que les entreprises qui bénéficient de ces aides s’engagent au minimum à maintenir l’emploi. ArcelorMittal entretient le flou sur ses décisions d’investissement, une reprise en main par l’État est nécessaire. Nous proposons une nationalisation temporaire d’ArcelorMittal France pour garantir les emplois.

DAVID GUIRAUD

**RAPPORT D’INFORMATION SUR LE FUTUR DE LA
POLITIQUE DE LA VILLE ET SON FINANCEMENT**

100 millions d’euros en moins en 2024 pour les crédits budgétaire de la politique de la ville alors que les habitant-es de quartiers populaires subissent une précarité grandissante et la dégradation continue du logement et de l’accès aux services publics de droit commun : face à ce constat, nous appelons l’État à tenir ses engagements et mettre le cap sur une politique de la ville financée à la hauteur de son importance et fondée sur l’initiative locale et la participation populaire.

MATHILDE HIGNET

**L’ÉVALUATION DE LA LOI DU 18 OCTOBRE 2021
VISANT À PROTÉGER LA RÉMUNÉRATION
DES AGRICULTEURS**

La loi dite « Égalim 2 » visait à protéger la rémunération des agriculteur-rices, en encadrant les relations commerciales entre producteurs, industriels et distributeurs. Cette évaluation a mis en lumière le fait que cette loi n’avait eu aucun impact sur la rémunération des agriculteur-rices, et qu’elle n’avait pas permis de stabiliser les prix alimentaires en forte période d’inflation. Les seuls gagnants sont les industriels et la grande distribution, qui ont largement augmenté leurs marges. Il est urgent de mettre en place des prix rémunérateurs garantis pour les producteurs, et d’encadrer les marges de l’agro-industrie et de la grande distribution.

MATHILDE FELD

**L’ÉVOLUTION ET LA JUSTIFICATION
DES RÈGLEMENTS D’ENSEMBLE**

Notre lutte contre l’évasion fiscale nous a conduit à étudier les règlements d’ensemble. Ces négociations opaques, menées entre l’administration fiscale et de riches contribuables, ont pour finalité de réduire leurs impôts. Le manque à gagner pour les recettes de l’État est en moyenne d’un milliard d’euros chaque année depuis 2019. Cette pratique se développe alors même qu’elle ne profite qu’aux plus grosses entreprises et grandes fortunes et qu’elle ne repose sur aucune base légale. Il est impératif de rétablir l’égalité des contribuables face à l’impôt en contraignant l’accès à ce dispositif, en le contrôlant, et en le rendant transparent.

NATHALIE OZIOL

**DÉPLACEMENT D’UNE DÉLÉGATION
DE LA COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
À WASHINGTON DC**

Ce rapport conclut les travaux d’un déplacement à Washington du 23 au 26 mars 2025 avec une délégation de la commission des Affaires étrangères. Les député-es ont rencontré sur place l’ambassadeur de France aux États-Unis, ainsi que des personnes occupant des fonctions importantes au sein de l’administration Trump : quatre élu-es au Congrès des États-Unis, des représentant-es de l’administration fédérale et une secrétaire d’État. Le rapport analyse les enjeux de la nouvelle politique extérieure nord-américaine pour la France et l’Europe, et formule des recommandations. Nous y défendons les propositions de la France insoumise : une diplomatie indépendante, non-alignée, autour d’un projet altermondialiste et tourné vers la protection des biens communs.



Les rapporteur-es et chef-fes de file des propositions de notre niche parlementaire.

NOTRE NICHE PARLEMENTAIRE 2024

Lors de chaque session, une fois par an, les groupes parlementaires bénéficient d’une « niche » : ils décident des textes qui seront examinés à l’Assemblée nationale pendant une journée, de 9h à minuit. Notre niche s’est déroulée le 28 novembre 2024 et, en raison de l’obstruction des alliés d’Emmanuel Macron, seule notre proposition de loi pour abroger la réforme des retraites à 64 ans a été débattue en hémicycle. Mais nos autres textes ont auparavant été discutés en commission. Ils déclinent en propositions de loi le programme l’Avenir en Commun, et ont tous fait l’objet d’auditions d’acteurs et d’actrices directement concernés par les thèmes abordés.



Les député-es LFI-NFP brandissent des pancartes lors du passage en force de la réforme des retraites.

PROPOSITION DE LOI D'ABROGATION DE LA RETRAITE À 64 ANS DE LA RUE À NOTRE NICHE PARLEMENTAIRE

RAPPORTEUR : UGO BERNALICIS / CHEFFE DE FILE : ANAÏS BELOUASSA CHERIFI

Les Insoumis-es ont placé l'abrogation de la retraite à 64 ans en première place de leur niche parlementaire. Cette proposition de loi est soutenue par 71 % des Français-es. En donnant la priorité à ce texte, les député-es insoumis-es ont démontré qu'ils n'avaient jamais abandonné l'objectif d'abroger la réforme Borne-Macron et d'instaurer la retraite à 60 ans. En ce sens, ils et elles sont resté-es fidèles au plus large mouvement social qu'a connu le pays depuis des décennies.

UNE RÉFORME INIQUE

Il y a deux ans, contre la volonté populaire, par l'entêtement d'un homme seul, retranché à l'Élysée, deux ans de vie ont été volés aux travailleur-ses du pays par le report de l'âge légal de départ à la retraite de 62 à 64 ans. Cette loi a été imposée contre les travailleur-ses pauvres. Celles et ceux qui, après 50 ans, discriminé-es et abîmé-es par le travail, subissent le plus le chômage et l'invalidité. Il s'agit d'une réforme contre les droits de femmes, qui représentent les deux-tiers des personnes forcées à reculer leur âge de départ en retraite. Cette année, ce sont 100 000 personnes qui ne peuvent pas partir à la retraite en raison de la réforme Macron-Borne. L'espérance de vie à la retraite diminue dès aujourd'hui de 4 mois pour les premier-es concerné-es par le report de l'âge légal.

LA SUPERCHERIE DE L'EXTRÊME DROITE

Les Insoumis-es ont dénoncé et combattu les mensonges du RN quand ce dernier a prétendu vouloir abroger la réforme Macron-Borne lors de sa niche parlementaire. La proposition de loi du RN qui prétendait abroger la réforme de 2023, discutée à l'Assemblée le 31 octobre 2024, était un leurre. Elle refusait toute hausse des cotisations sociales pour financer le système de retraites. Le rapport rédigé sur ce texte proposait comme solutions de financement une relance de la natalité, comme si l'utérus des femmes devait être la variable d'ajustement du système de retraites ! Ajoutant à la farce, l'extrême-droite a fini par vendre la mèche en défendant la retraite par capitalisation. Le rapporteur du RN en a parlé comme d'un « sujet qui intéresse les Français » et dont il « faut débattre » pour « préserver le niveau de pension de retraite et le niveau de vie des Français » avant de conclure « le sujet de la capitalisation collective peut être ouvert ». Le RN a donc rallié la position de son allié Eric Ciotti. C'est cette même capitalisation qui fait qu'un-e sénior sur quatre doit travailler pour survivre en Allemagne, provoque une hausse des inégalités et fabrique du « déficit » en détournant les recettes issues des cotisations. Cette hypocrisie de l'extrême droite sur les retraites est à l'image de son leader, Jordan Bardella, qui n'a eu de cesse de rétropédaler lors de la dernière campagne législative en 2024, expliquant que l'abrogation de la réforme Macron-Borne n'était pas « la priorité ».

OBJECTIF : 60 ANS ET 40 ANNUITÉS

L'abrogation de la réforme Macron-Borne n'est qu'une première étape et le retour à 60 ans et 40 annuités est à portée de main, à la condition de faire contribuer les hauts revenus et de supprimer des niches sociales. Car ce dont souffre notre système de retraites, c'est d'être privé de ressources, c'est-à-dire d'un sabotage organisé ! La part de la valeur produite au niveau national allant aux retraites baisse et les gains de productivité sont détournés au profit du capital. Les exonérations de cotisations sociales sur les bas salaires, qui profitent au patronat, privent le système de retraites de 20,4 milliards d'euros chaque année.

Nous disposons de solutions concrètes pour financer l'abrogation de la retraite à 64 ans. Nous devons retrouver 11,6 milliards d'euros de recettes d'ici 10 ans. Or, la sortie des politiques massives d'exonération de cotisations sociales, qui sert à gonfler les marges et profite au patronat, permettrait d'en dégager 13,2 milliards pour le régime général. Pour revenir à la retraite à 60 ans, nous devons reconquérir 27 milliards d'euros de recettes supplémentaires. Pour ce faire, des masses colossales de richesses sont disponibles dans le pays. Nous pourrions obtenir 10 milliards en mettant à contribution les revenus financiers (dividendes, plus values sur cessions d'actions), 8 milliards d'euros en réalisant l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, 6,4 milliards par l'alignement de la fiscalité des produits d'épargne retraite sur celle des salaires, 6 milliards par la création d'1 million d'emplois en cohérence avec notre programme de planification écologique ou encore 3,1 milliards par une hausse de 0,5 point de cotisation patronale déplaçonnée (mettant à contribution les hauts salaires). Nous trouverions déjà 33,5 milliards, c'est plus que ce dont nous avons besoin.

LE MACRONIE EMPÊCHE ENCORE ET TOUJOURS LE VOTE DE L'ASSEMBLÉE

Lors de leur niche parlementaire, les Insoumis-es ont mené la bataille pied à pied face à l'indigne obstruction des macronistes et de LR. La droite coalisée a déposé près de 1 000 amendements pour empêcher que la représentation nationale puisse enfin voter sur cette réforme inique. Rappelons qu'en 2023, l'Assemblée nationale avait été privé de vote par un 49.3. Lors de la niche insoumise, le Gouvernement a déployé tous les stratagèmes parlementaires, que la décence la plus élémentaire proscriit d'utiliser dans une journée – une seule par an ! – réservée à un groupe d'opposition : interruptions de séance, rappels au règlement, multiplication des prises de parole hors sujet... jusqu'à la violence d'un membre de la macronie s'en prenant physiquement à un autre député. Pour autant, les Insoumis-es ont su garder leurs nerfs et n'ont rien lâché : empêché-es lors de leur niche, ils et elles sont passé-es par la fenêtre. Lors des débats sur le budget de la sécurité sociale, les député-es membres de la commission des Affaires sociales ont voté pour l'objectif d'abroger la réforme en adoptant un amendement insoumis que le Gouvernement a jugé bon de balayer en recourant au 49.3.

CENSURER POUR ABROGER

Enfin, contrairement aux député-es socialistes, nous n'avons pas passé d'accord de « non censure » avec le Gouvernement, permettant de facto le maintien de la retraite à 64 ans. Le prétendu « conclave » sur les retraites obtenu par les socialistes a accouché d'une souris : le Medef a exercé son droit de veto et l'abrogation n'est pas à l'ordre du jour. Pire, Bayrou et ses relais, notamment le président du Conseil d'orientation des retraites (COR), poussent au contraire à un nouveau recul de l'âge de départ. Une raison de plus pour s'opposer sans concessions à ce gouvernement ennemi n°1 des travailleur-ses.

Mathilde Panot lors d'un point presse dans la salle des 4 colonnes à l'Assemblée nationale.



Ugo Bernalicis, rapporteur de notre texte d'abrogation de la retraite à 64 ans.



LES PROPOSITIONS DE LOI DE NOTRE NICHE PARLEMENTAIRE

PROPOSITION DE LOI VISANT À INTÉGRER LA NOTION DE CONSENTEMENT DANS LA DÉFINITION PÉNALE DES INFRACTIONS D'AGRESSION SEXUELLE ET DE VIOL
RAPPORTEURE : SARAH LEGRAIN / CHEFFE DE FILE : DANIELÉ OBONO

Chaque année, en France, 217 000 femmes sont victimes de viol, tentative de viol ou agression sexuelle. Pourtant, seul 1 % des poursuites pour viol débouchent sur une condamnation. La définition pénale des infractions sexuelles, limitée aux critères de « violence, contrainte, menace ou surprise » est lacunaire, et constitue l'une des causes de ce système d'impunité inhérent à la culture du viol. Elle exclut les cas de sidération des victimes, mais aussi d'emprise psychologique, économique, et autres rapports de domination omniprésents dans nos sociétés patriarcales. Ainsi, aujourd'hui, être non consentant-e à un acte sexuel ne suffit pas à caractériser ces infractions sexuelles. Nous avons donc proposé d'inscrire pour la première fois l'absence de consentement dans leur définition pénale.

PROPOSITION DE LOI VISANT AU BLOCAGE DES PRIX DE L'ÉNERGIE DANS L'HEXAGONE ET LES OUTRE-MER
RAPPORTEURE : ALMA DUFOUR / CHEF DE FILE : JEAN-HUGUES RATENON

Elle vise à lutter contre la précarité énergétique, la précarité de mobilité et à alléger la facture d'énergie et de carburant des Français-es, en mettant à contribution les marges des énergéticiens plutôt que les finances publiques. 12 millions de personnes souffrent de précarité énergétique en France. Cette proposition de loi répond à l'urgence sociale en bloquant les prix de l'ensemble des produits énergétiques pendant une durée d'un an, avec des prix différenciés dans l'Hexagone et dans les Outre-mer. Ensuite, elle encadre et modère les prix de l'électricité et du gaz en rétablissant les tarifs réglementés de vente de gaz et en révisant le mode de calcul des tarifs réglementés de vente d'électricité afin qu'ils reflètent les coûts de production et non plus les prix de marché. Enfin, elle encadre les marges de raffinage afin de modérer les prix du carburant.

PROPOSITION DE LOI VISANT À INSTAURER UN MORATOIRE SUR LES PROJETS ROUTIERS ET AUTOROUTIERS
RAPPORTEURE : ANNE STAMBACH-TERRENOIR / CHEF DE FILE : SYLVAIN CARRIÈRE

Elle vise à instaurer un moratoire sur les projets de création d'autoroutes et de voies rapides à 2 x 2 voies, et notamment l'A69. Le projet d'autoroute A69 prévoit la bétonisation de près de 400 hectares de terres agricoles et d'espaces naturels, 13 hectares de bois et 22,5 hectares de zones humides, pour un gain maximal de 20 minutes et un prix de 19,50 euros aller-retour ! Ce moratoire permettra par ailleurs d'avoir une réflexion globale sur la politique des transports et mettra en lumière les limites écologiques (artificialisation, destructions des écosystèmes et d'espèces protégées, hausse des pollutions et des émissions de gaz à effet de serre), sociales et économiques de ces projets. Ils sont anachroniques au vu de l'urgence écologique et des alternatives plus vertueuses sont possibles !

PROPOSITION DE LOI VISANT À RÉGULARISER LES SOIGNANT-ES À DIPLÔME EXTRA-EUROPÉEN (PADHUE)
RAPPORTEUR : DAMIEN MAUDET / CHEF DE FILE : HADRIEN CLOUET

Nous avons défendu la régularisation de 5000 médecins étrangers PADHUE qui travaillent dans nos hôpitaux mais sont maintenus dans une grande précarité administrative et financière. L'État refuse de pérenniser leurs contrats de travail et les rémunère au rabais, alors qu'ils font tourner les services, particulièrement en psychiatrie, pédiatrie et gynécologie. Ces médecins hautement qualifiés travaillent avec le risque permanent de ne plus pouvoir exercer et la menace d'être expulsés du territoire ! Notre proposition de loi vise à leur accorder des autorisations pérennes d'exercice et à réformer les examens de titularisation : ce sont des concours déguisés pour limiter le nombre de postes ouverts alors que les besoins sont immenses.

PROPOSITION DE LOI VISANT À RECONNAÎTRE LA PÉNIBILITÉ DES MÉTIERS « FÉMINISÉS »
RAPPORTEURE : GABRIELLE CATHALA / CHEFFE DE FILE : MATHILDE HIGNET

Une dizaine de familles professionnelles concentre la moitié de l'emploi féminin et certains métiers ne sont occupés quasiment que par des femmes, comme les aides à domicile (97 %), les aides-soignantes (91 %) ou les caissières (76 %). Or, ces métiers « féminisés » sont dévalorisés et mal rémunérés, alors même qu'ils font partie des « emplois de première ligne » nécessaires au bon fonctionnement de notre société. La suppression de quatre critères de pénibilité par les macronistes a renforcé l'invisibilisation des risques spécifiques auxquels les femmes sont exposées, comme la posture pénible pour les caissières ou le port de charges lourdes pour les aides-soignantes. Notre proposition de loi les rétablit et crée un nouveau facteur de risque lié aux contraintes émotionnelles fortes auxquelles les travailleuses sont exposées dans les métiers du lien, du handicap, de l'éducation et du soin.

PROPOSITION DE LOI VISANT À INSTAURER UNE RÉMUNÉRATION MAXIMALE DANS LES ENTREPRISES
RAPPORTEUR : MATTHIAS TAVEL / CHEFFE DE FILE : ELISE LEBOUCHER

Elle vise à renforcer la justice sociale et à augmenter les plus bas salaires en encadrant les écarts de salaire dans les entreprises. Qu'est-ce qui peut justifier, comme chez Stellantis, qu'un PDG gagne plus de 500 fois le salaire moyen de son entreprise ? Rien. La répartition inégale des richesses nuit à l'activité économique en contractant la demande de biens et de services. C'est pourquoi nous souhaitons que l'écart maximal entre le salaire le plus bas et la rémunération la plus haute dans une même entreprise ne puisse dépasser un facteur 20, s'inspirant ainsi des normes proposées par la Confédération européenne des syndicats. Grâce à ce mécanisme, une entreprise qui souhaiterait augmenter ses plus hautes rémunérations devra également augmenter ses plus basses rémunérations en proportion, pour que cet écart maximum soit respecté – contribuant ainsi à la hausse de l'ensemble des rémunérations.

PROPOSITION DE LOI VISANT À LA REFONDATION DU MODÈLE DE FINANCEMENT PUBLIC DES ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS SOUS CONTRAT AFIN DE GARANTIR LA MIXITÉ SOCIALE EN LEUR SEIN
RAPPORTEUR : PAUL VANNIER / CHEF DE FILE : RODRIGO ARENAS

En France, les établissements privés sous contrat avec l'État bénéficient d'un niveau de financement public très important (76,2 % du budget des établissements du 1^{er} degré et 74,7 % de ceux du 2nd degré). Néanmoins, le modèle français – qui se caractérise par un niveau de financement public très fort – se distingue également par la faiblesse des obligations imposées aux établissements privés. Résultat : on assiste à une explosion des inégalités sociales public/privé. Par conséquent, cette proposition de loi vise à lutter contre cette véritable ségrégation socio-scolaire financée par l'État en imposant un mécanisme de modulation du financement public (malus) dirigé vers les établissements privés qui y participent le plus, sur la base des résultats d'un « indicateur de mixité sociale ».

NOTRE COMMISSION D'ENQUÊTE CONCERNANT L'ORGANISATION DES ÉLECTIONS EN FRANCE



Le 6 juin 2024, notre groupe a présenté les conclusions de notre commission d'enquête parlementaire sur l'organisation des élections dans notre pays dont Antoine Léaument était rapporteur. Cette initiative est née d'un constat préoccupant : l'abstention gangrène notre démocratie. Lors des élections législatives anticipées de 2024, 33,29 % des citoyen·nes inscrit·es sur les listes électorales ne se sont pas rendus aux urnes au premier tour, soit 16,4 millions de personnes. L'abstention est donc le premier « parti » de France. Or, elle touche en particulier les plus jeunes et les plus précaires. Nous avons voulu comprendre et combattre cette nouvelle forme de suffrage censitaire.

Dans le cadre de cette commission d'enquête inédite, nous avons mené 39 auditions entre janvier et juin, auditionné 119 personnes et réalisé quatre déplacements pour contrôles sur pièces et sur place. **Pour la première fois, plusieurs ressorts de l'abstention et de l'exclusion du vote ont été mis au jour de manière claire :** mal-inscriptions, radiations abusives, dysfonctionnements dans l'organisation matérielle du scrutin, auxquels s'ajoutent des défaillances majeures dans l'information des électeur·rices. Ces dernières sont aggravées par la diffusion de sondages biaisés, largement relayés par les médias, à grand renfort d'ingérences financières. Dans tous ces déséquilibres, la gauche — et tout particulièrement la gauche de rupture que nous représen-

tons — est systématiquement défavorisée. Nous avons ainsi formulé 115 recommandations pour remédier à ces dérèglements structurels, qui minent la sincérité du vote et la légitimité de nos représentant·es et de leurs décisions.

Nous avons notamment mis en lumière de fortes difficultés d'inscription sur les listes électorales, générant un phénomène massif de non- et de mal-inscription. Plus de 10 millions de personnes sont concernées : 2,9 millions ne sont pas inscrites, et 7,7 millions sont mal inscrites. En cause : une procédure d'inscription lourde, qui exerce un puissant effet d'auto-exclusion, particulièrement marqué chez les jeunes et les classes populaires — qui votent tendanciellement davantage pour la gauche de rupture. L'abstention devient ainsi involontaire : en 2022, 16,5 % des citoyen·ne·s étaient empêché·es de voter. C'est davantage que le score d'Emmanuel Macron, en tête au premier tour de la présidentielle ! **Nous préconisons donc l'inscription automatique sur les listes électorales, y compris après 18 ans.**

À cela s'ajoutent de **nombreuses radiations abusives** opérées dans les bureaux de vote, souvent pour « perte d'attache communale » — c'est-à-dire lorsque les personnes ne peuvent justifier de leur domicile dans leur commune d'inscription. Entre 2023 et 2024, 13 667 communes ont procédé à des radiations pour ce motif, soit plus d'un tiers des communes françaises, et près de 500 000 radiations ! Pourtant, comme l'illustre le cas d'Évry-Courcouronnes (Essonne), qui a vu 14,6 % de son corps électoral radié pour cette raison, ces radiations ont parfois lieu alors même que les personnes concernées résident toujours dans la commune. Les victimes de ces radiations ont peu de recours, d'autant plus qu'un maire peut radier un·e électeur·rice dans les six semaines qui précèdent un scrutin, rendant toute réinscription par les voies traditionnelles impossible. Il ne reste alors que le recours au tribunal administratif. Enfin, nous avons révélé que ces radiations abusives concernent le plus les bureaux de vote populaires, où la gauche de rupture incarnée par Jean-Luc Mélenchon et La France insoumise est en tête, comme à Évry-Courcouronnes. À l'inverse, les bureaux où Emmanuel Macron obtenait les meilleurs scores sont ceux où l'on constate le moins de radiations. Nous préconisons donc un moratoire sur les radiations pour perte d'attache communale, ainsi qu'une interdiction de toute radiation — sauf en cas de décès — entre la date limite d'inscription et la tenue du scrutin.

Par ailleurs, notre commission a révélé, à partir d'enquêtes de terrain et de données jusqu'alors inaccessibles, **des biais systématiques dans les sondages. Ces derniers n'ont rien de scientifique et sous-estiment structurellement la gauche de rupture.** Les panels utilisés sont sociologiquement et politiquement peu représentatifs, notamment en raison de la difficulté à atteindre certain·es électeur·rice·s. Pour les sondages d'opinion, le biais est assumé : auditionné, le directeur de l'IFOP, Frédéric Dabi, a reconnu qu'ils sont orientés dès leur commande. L'écart entre les estimations et les résultats réels est parfois abyssal : en 2022, un sondage Elabe donnait Valérie Pécresse à 19,4 %, contre 4,78 % en réalité, et Jean-Luc Mélenchon à 8,3 %, alors qu'il a recueilli 21,95 % ! Ces chiffres mensongers influencent les intentions de vote : un·e candidat·e sous-estimé·e peut décourager son électorat à se rendre aux urnes. **Nous demandons l'interdiction des sondages d'intention de vote avant l'officialisation des candidatures, ainsi qu'une interdiction des sondages de second tour tant que les résultats du premier ne sont pas connus.** En outre, et en dépit de ces écarts aberrants, une seule personne travaille à la commission des sondages pour les contrôler, et les notes adressées aux instituts ne sont pas publiques. Nous demandons davantage de transparence avec la publication des données anonymisées pour chaque sondage, et l'augmentation des moyens alloués à cette commission.

Enfin, au-delà des sondages qui distordent la réalité et minent la participation électorale, **notre commission d'enquête a pour la première fois mis en lumière les manipulations de l'opinion orchestrées par des médias d'extrême droite et certaines personnalités milliardaires, ces dernières étant bien volontiers au service des premiers.** Ces sondages d'opinion, commandés par des médias réactionnaires, sont présentés comme scientifiques, mais construits sur des questions biaisées, alimentant les paniques xénophobes, en particulier islamophobes. Les sondages commandés par le Service d'information du Gouvernement (SIG) n'échappent pas à ce cadrage : certains abordent l'islam ou la fable du « racisme anti-blancs ». Coût total pour l'État des 18 sondages « questions d'actualité » réalisés par l'IFOP en 2025 : 133 050 euros ! **Nous recommandons donc la mise en place d'un cadre renforcé de prévention des conflits d'intérêts entre instituts de sondage et médias.**

Notre commission d'enquête a également révélé le rôle de structures hybrides d'extrême droite, comme le think-tank « Hexagone » financé par le milliardaire ultraconserva-

teur Pierre-Édouard Stérin via la structure Périclès, qui commande régulièrement des sondages à l'IFOP. Auditionné, son directeur Arnaud Rérolle a reconnu vouloir établir un baromètre associant « islam et insécurité ». Or, la commande de sondages fallacieux fait partie d'une stratégie plus large : le projet Périclès vise explicitement à influencer l'opinion — et les élections — par les sondages. Une enquête du journal L'Humanité a mis au jour ce projet, qui représente un investissement de 150 millions d'euros sur dix ans pour faire progresser l'extrême droite dans l'opinion publique et la porter au pouvoir. Une telle somme équivaut à une campagne présidentielle par an. Ces manœuvres relèvent d'une véritable ingérence dans la vie démocratique. Malgré la gravité des faits, Pierre-Édouard Stérin ne s'est pas présenté aux différentes convocations, pourtant obligatoires. C'est pourquoi nous demandons la création d'une nouvelle commission d'enquête parlementaire sur le projet Périclès, afin de faire toute la lumière sur le rôle de certains milliardaires dans le déroulement des élections.

“ Nous avons notamment mis en lumière de fortes difficultés d'inscription sur les listes électorales, générant un phénomène massif de non- et de mal-inscription.[...] En 2022, 16,5 % des citoyen·ne·s étaient empêché·es de voter. ”

Antoine Léaument en conférence de presse à l'Assemblée nationale.



DU SCANDALE DE BÉTHARRAM À LA COMMISSION D'ENQUÊTE PARLEMENTAIRE



Paul Vannier lors de la commission d'enquête Bétharram.

LES VIOLENCES SUR LES ENFANTS : UN PHÉNOMÈNE SYSTÉMIQUE

Les violences physiques et sexuelles, notamment à l'encontre des mineur-es, sont omniprésentes dans notre société. Chaque année, 160 000 enfants sont victimes de violences sexuelles, et on estime qu'au total, près de 5,5 millions de personnes majeures ont été agressées sexuellement pendant leur minorité. Les conséquences sont dramatiques pour les victimes : troubles de santé mentale (dépression, tentatives de suicide...), difficultés scolaires, isolement social, etc. **L'école n'est malheureusement pas épargnée, c'est un lieu privilégié pour l'apparition de ces violences.** Selon certaines estimations, environ 108 000 agressions sexuelles auraient eu lieu dans l'enseignement privé, soit 2 % du total des cas recensés. Dans l'enseignement public, on en dénombrerait environ 141 000 dans les externats et 50 000 dans les internats, soit 191 000 au total, représentant 3,4 % des victimes. Toutefois, comme l'enseignement public scolarise environ 80 % des élèves d'une classe d'âge contre 20 % pour le privé, ces chiffres indiquent une prévalence proportionnellement plus élevée des agressions dans les établissements privés.

L'OMERTA ET L'INACTION DES POUVOIRS PUBLICS SYMBOLISÉES PAR LES MENSONGES DE FRANÇOIS BAYROU

Malgré cette violence systémique, le déni et l'omerta prédominent dans la majorité des établissements scolaires, au bénéfice des auteurs, qui jouissent encore aujourd'hui trop souvent d'une impunité quasi totale.

Dans ce contexte, les pouvoirs publics ont une responsabilité particulière en matière de prévention et de contrôle. Or, face à la succession des révélations par la presse de cas de violences subis par des élèves ou ancien-nés élèves dans des établissements scolaires partout sur le territoire – **ce que l'on qualifie désormais de véritable « MeToo scolaire »** – ils ont failli à leur mission.

Cette faillite est incarnée par le comportement du Premier ministre François Bayrou lui-même. En effet, la presse a révélé qu'il était informé depuis de nombreuses années d'un système de violences physiques, psychologiques et sexuelles perpétrées dans l'institution privée Notre-Dame-de-Bétharram (Pyrénées-Atlantiques), alors même qu'il a été président du conseil départemental, ministre de l'Éducation nationale et parent d'élèves dans cet établissement.

Alors que plus de 200 plaintes ont été déposées à ce stade par d'ancien-nés élèves, et que de nombreux témoignages démontrent que François Bayrou ne pouvait ignorer les faits – allant même jusqu'à violer le secret de l'instruction pour obtenir des informations sur l'enquête en cours – il a multiplié les mensonges devant la représentation nationale.

UNE COMMISSION D'ENQUÊTE INITIÉE PAR LE DÉPUTÉ PAUL VANNIER SUR « LES MODALITÉS DU CONTRÔLE PAR L'ÉTAT ET DE LA PRÉVENTION DES VIOLENCES DANS LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES »

Face à la gravité des faits, et à l'initiative du député Paul Vannier, la commission des affaires culturelles et de l'éducation a voté à l'unanimité la création d'une commission d'enquête portant sur « *les modalités du contrôle par l'État et de la prévention des violences dans les établissements scolaires* » afin de faire toute la lumière sur les dysfonctionnements et les responsabilités de chacun des acteur-rices impliqués dans la lutte contre les violences à l'École (audition des collectifs de victimes, services administratifs et judiciaires, responsables politiques en charge du ministère de l'Éducation nationale...).

Auditionné dans ce cadre, le Premier ministre a confirmé avoir eu connaissance de certains faits exposés par la presse – contredisant ainsi ses propres déclarations quelques semaines plus tôt dans l'Hémicycle (cf. QAG du 11 février 2025). Il a tenté de décrédibiliser le travail de la commission, attaquant personnellement Paul Vannier, remettant en cause la fiabilité des comptes rendus d'audition réalisés par les services de l'Assemblée nationale et le témoignage de la lanceuse d'alerte Françoise Gullung – qui l'avait alerté personnellement dès 1996 – ainsi que celui de l'ex-gendarme Alain Hontangs. Il a également mis en cause le travail de la presse et banalisé les violences éducatives.

Ces comportements sont inadmissibles. Ils témoignent une fois de plus du mépris du Gouvernement envers la représentation nationale, et constituent une insulte à l'encontre de toutes les victimes de violences en milieu scolaire. Ces auditions ont été déterminantes car elles ont permis de libérer la parole des victimes pour la première fois, et de mettre la pression sur le Gouvernement pour le contraindre enfin à réagir.

Fruit d'un travail transpartisan, le rapport publié le 2 juillet dernier a permis d'identifier avec précision les responsabilités et les manquements des différents acteur-rices, et de formuler **50 recommandations afin d'en finir avec ces violences systémiques qui n'ont pas leur place dans notre société.** L'adoption de ce rapport constitue une étape essentielle. Désormais, notre objectif est de traduire ces préconisations en mesures concrètes : une proposition de loi transpartisane sera déposée à cet effet.

LE RAPPORT PLAIDE NOTAMMENT POUR :

- Reconnaître la responsabilité de l'État dans les carences ayant permis des violences en milieu scolaire, et de créer un fonds national d'indemnisation et d'accompagnement pour les victimes, en réponse à l'absence actuelle de dispositif de reconnaissance et de réparation.
- Inscrire explicitement l'interdiction des châtiments corporels et traitements humiliants dans les codes de l'éducation et de l'action sociale, afin de combler un vide juridique et de permettre des sanctions contre ces pratiques.
- Créer une plateforme, Signal Éduc, au sein du ministère de l'Éducation nationale, pour recueillir et suivre les signalements de violences commises par des adultes dans les établissements scolaires
- Contrôler davantage les établissements privés sous contrat en confiant cette mission à la direction générale de l'enseignement scolaire (DGESCO) comme c'est le cas pour les établissements publics.
- Rétablir un dialogue de gestion entre les établissements privés sous contrat et les rectorats/DSDEN, dans l'esprit de la loi Debré de 1959.
- Revaloriser le corps des inspecteur-rices académiques – inspecteur-rices pédagogiques régionaux (IA-IPR) en facilitant les conditions d'accès au concours et en créant davantage de passerelles depuis les corps enseignants et de direction, pour ainsi renforcer leur rôle dans la détection des situations de maltraitance ou de mal fonctionnement au sein des établissements.

“ Chaque année, 160 000 enfants sont victimes de violences sexuelles, et on estime qu'au total, près de 5,5 millions de personnes majeures ont été agressées sexuellement pendant leur minorité. ”

LES VICTOIRES DES DÉPUTÉ·ES INSOUMIS·ES



Les député-es LFI-NFP à la manifestation féministe du 8 mars.

Première force politique de la gauche de l'hémicycle, le groupe LFI-NFP, fort de ses 71 député-es, a obtenu des victoires concrètes au cours de la première année de cette 17^e législature.

LES CENSURES OBTENUES AUPRÈS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

La Constitution permet à 60 député-es de saisir le Conseil constitutionnel à l'encontre d'une loi après son adoption par le Parlement et avant sa promulgation. Nous n'avons pas manqué de faire usage de ce droit, parfois en étant le seul groupe parlementaire à s'en saisir. **Le groupe LFI-NFP a déposé 13 recours depuis le début de la législature** et a ainsi obtenu la censure de certains des articles les plus dangereux de lois macronistes.

En janvier, nous sommes parvenu-es à censurer deux articles du projet de loi de financement de la sécurité sociale. D'abord la « taxe lapin », qui subordonnait la prise d'un rendez-vous médical à une autorisation bancaire et à une pénalité financière en cas d'annulation, restreignant ainsi l'accès aux soins des plus fragiles. Ensuite la suppression du service du contrôle médical de l'assurance-maladie, qui mettait fin à un contrôle indépendant et impartial des arrêts maladie.

En mars, nous avons obtenu la censure d'un tiers de la loi d'orientation agricole, notamment des dispositions les plus nocives pour la biodiversité. Une belle victoire dans notre combat pour protéger les agriculteur·rices du modèle d'agriculture intensif mondialisé qui les précarise et qui détruit le vivant.

En juin, six articles de la loi sur la justice des mineur-es, un texte de Gabriel Attal, ont été censurés grâce à notre recours, limitant la portée d'un texte bafouant gravement les principes de l'ordonnance de 1945.

FAIRE AVANCER NOS COMBATS AVEC LES LOIS TRANSPARTISANES

La Constitution prévoit que l'Assemblée nationale décide de son ordre du jour une semaine sur quatre, permettant l'examen de textes « transpartisans ». Nous y avons fait voter des propositions de loi allant dans le sens du programme du NFP, y compris lorsque le Gouvernement s'y opposait.

Nous avons obtenu des victoires pour l'accès à la santé. D'une part, nous avons fait adopter par l'Assemblée le principe de régulation de l'installation des médecins, disposition issue de notre texte transpartisan visant à lutter contre les déserts médicaux, et ce contre l'avis du Gouvernement et de l'extrême-droite. Nous avons également obtenu la suppression de la majoration forfaitaire pour les patients sans médecin traitant, ainsi que le rétablissement de l'obligation de participer aux gardes pour tous les médecins.

La proposition de loi transpartisane instaurant un moratoire sur la fermeture de petites maternités dont nous étions cosignataires a été adoptée par l'Assemblée avec notre soutien. Depuis 2020, la mortalité infantile est en hausse constante dans notre pays, atteignant 4,1 décès pour 1 000 naissances. Or, 75 % des petites maternités ont fermé depuis 50 ans. La députée insoumise Murielle Lepvraud a interpellé le Premier Ministre sur ce sujet lors des questions au Gouvernement du 25 mars.

En novembre, nous avons fait adopter par l'Assemblée la proposition de loi transpartisane portée par le député insoumis Idir Boumertit visant à interdire la vente aux mineur-es et à renforcer les actions de prévention concernant le protoxyde d'azote. Ce gaz à usage culinaire détourné pour un usage récréatif est particulièrement dangereux et provoque des ravages chez la jeunesse.

Nous avons obtenu une avancée majeure dans la lutte contre les violences sexuelles et contre l'impunité des agresseurs. En avril, le texte transpartisan inscrivant l'absence de consentement dans la définition pénale du viol et des agressions sexuelles a été adopté à l'Assemblée. Les député-es insoumis-es ont initié ce combat en étant les premier-es à déposer un texte sur ce thème, à l'initiative de la députée insoumise Sarah Legrain lors de

notre niche parlementaire. Cette victoire sera bientôt définitive, le texte transpartisan ayant été adopté au Sénat en juin.

Enfin, à l'initiative du député insoumis Pierre-Yves Cadalen, l'Assemblée a adopté une résolution visant à implanter un Institut des Nations unies Océan en France. Cet institut de formation et de recherche, placé sous l'égide des Nations unies, s'inscrirait dans les obligations internationales de la France en matière de coopération Nord-Sud et de partage des connaissances.

BLOQUER LES OFFENSIVES MACRONISTES, DE DROITE ET D'EXTRÊME-DROITE

Nos victoires ont aussi consisté à bloquer les offensives liberticides et xénophobes à l'Assemblée. C'est notamment le cas lors des niches parlementaires de la droite et de l'extrême droite. Au mois d'avril, notre mobilisation a contraint le groupe Horizons à retirer de sa niche une loi raciste criminalisant les gens du voyage et une autre instaurant des peines planchers. En juin, nous avons empêché l'adoption d'une proposition de loi xénophobe mise à l'ordre du jour de la niche UDR et soutenue jusqu'à la minorité présidentielle. Celle-ci visait à exclure les personnes sans-papiers du droit de se marier et aurait frappé sans distinction toutes les personnes en difficulté pour renouveler leur titre de séjour.

Notre action a permis d'éviter une nouvelle attaque contre le logement social. L'ancien ministre du logement Guillaume Kasbarian avait déposé un texte pour mettre fin au « logement social à vie ». Ce titre mensonger visait à diviser les locataires du parc social, présentés comme des privilégiés et des profiteurs. Sous la pression des Insoumis-es et après avoir été battus en commission, les macronistes ont fini par retirer ce texte de l'ordre du jour.

Notre mobilisation a permis d'obtenir du Gouvernement la suspension puis l'annulation de la baisse du seuil de franchise de TVA pour les micro-entreprises. Cette mesure injuste avait été introduite sans débat dans le projet de loi de finances pour 2025 dont l'adoption a été forcée par 49.3. Nous avons été le premier groupe à déposer un texte visant son abrogation. Sans l'action des Insoumis-es, des centaines de milliers d'auto-entrepreneur-es auraient fait faillite.

DES RÉSOLUTIONS POUR APPUYER NOS POSITIONS POLITIQUES SUR L'EUROPE ET LE MONDE

En janvier, notre proposition de résolution européenne invitant le Gouvernement à refuser la ratification de l'accord commercial entre l'Union européenne et le Mercosur a été définitivement adoptée par l'Assemblée. Nous avons ainsi exprimé notre opposition à la stratégie d'Emmanuel Macron visant à réclamer d'hypothétiques « clauses miroirs ». Alors que la Commission européenne manœuvrait au même moment pour contourner les parlements nationaux, notre texte est un appui pour renvoyer cet accord aux oubliettes.

Notre proposition de résolution invitant le Gouvernement à condamner les mises en cause répétées du droit international par Donald Trump, et à réaffirmer l'engagement de l'UE en faveur de la paix, de la justice, et des droits et libertés fondamentales, a été adoptée en commission des affaires européennes et réputée définitivement adoptée par l'Assemblée.

En avril, notre proposition de résolution appelant à soutenir la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République démocratique du Congo et à condamner le soutien du Rwanda au Mouvement du 23 mars a été adoptée par la commission des affaires européennes. Emmanuel Macron est donc exhorté à faire pression sur le Rwanda, notamment sous forme de sanctions ciblées contre les responsables de ces violences, d'un embargo sur les exportations de minerais, mais aussi d'un soutien sans faille aux mécanismes de paix régionaux, et d'une aide humanitaire d'urgence pour la population civile.

Loïc Prud'homme et Manon Meunier en réunion de groupe.



LES INSOUMIS·ES AUX POSTES CLÉS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE



Clémence Guetté, vice-Présidente de l'Assemblée nationale.

LES VICE-PRÉSIDENTES ET SECRÉTAIRES INSOUMIS-ES

Vendredi 19 juillet 2024 a eu lieu l'élection des membres du bureau de l'Assemblée. À cette occasion, les Insoumis-es ont déjoué les plans de la macronie et de l'extrême droite. Démoralisés et démobilisés, les député-es du bloc présidentiel ont déserté l'hémicycle. Cela nous a permis d'obtenir un résultat doublement positif.

D'abord, le RN a été marginalisé. Alors qu'il disposait de deux vice-présidents entre 2022 et 2024, le parti d'extrême droite est ressorti bredouille de ces élections. Contre l'avis de Yaël Braun-Pivet, nous avons imposé un cordon sanitaire.

Ensuite, nous avons fait élire Clémence Guetté et Nadège Abomangoli à la vice-présidence de l'Assemblée nationale. Après l'élection de Caroline Fiat à ce poste entre 2022 et 2024, notre représentation institutionnelle en ressort renforcée. Une telle victoire est une étape symbolique importante pour affirmer notre capacité à exercer le pouvoir. Ajoutons à cela l'élection de deux Secrétaires, Farida Amrani et Gabriel Amard, permettant aux forces politiques de la gauche de l'hémicycle d'être majoritaires au sein du Bureau de l'Assemblée nationale.



Éric Coquerel,
Président de la commission des finances.

Nadège Abomangoli,
vice-Présidente de l'Assemblée nationale.

LA PRÉSIDENTENCE DE LA COMMISSION DES FINANCES

Après avoir été élu une première fois Président de la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire en 2022, Éric Coquerel a été réélu en juillet 2024. Son élection est d'autant plus remarquable que la macronie a, ici aussi, tenté un coup de force. Alors que l'usage parlementaire veut que les député-es qui soutiennent le gouvernement ne participent pas à l'élection du Président de la commission des finances, les macronistes ont voté en faveur de la candidature de Véronique Louwagie (DR). Une candidature déjà contestable car le groupe DR s'était opportunément déclaré d'opposition, condition pour prétendre à la présidence de la commission. Preuve de l'hypocrisie de la manœuvre : Véronique Louwagie a depuis rejoint le gouvernement...

Un président de la commission des finances insoumis, donc un vrai membre de l'opposition, complique effectivement l'exercice de l'exécutif. Cela a d'ailleurs été voulu par le législateur en choisissant de faire du président de la commission un membre de l'opposition. Cette fonction lui permet non seulement d'organiser les auditions nécessaires à cette mission de contrôle mais aussi de procéder régulièrement à des contrôles auprès de Bercy et de consulter des documents soumis au secret fiscal.

Face aux manœuvres du Gouvernement pour ne pas délivrer les documents budgétaires qu'il était pourtant légalement tenu de fournir, Éric Coquerel s'est battu jusqu'au bout pour les obtenir, notamment en utilisant son droit, en tant que Président, d'aller directement les chercher à Matignon et à Bercy, accompagné de Charles de Courson, le rapporteur général du budget. Grâce à sa détermination, le Conseil constitutionnel a admis que les macronistes n'avaient pas respecté la Constitution en envoyant ces documents budgétaires avec autant de retard.

La présidence d'Éric Coquerel est aussi une démonstration de notre capacité à gouverner. À ses côtés, nous avons élaboré un contre-budget permettant de matérialiser concrètement et avec réalisme la politique sociale et écologique que nous mettrons en place une fois arrivés au pouvoir. De nombreuses mesures de justice fiscale, clef de voûte du programme du NFP, ont pu être adoptées, d'abord en commission des finances, puis dans l'hémicycle. Ces mesures auraient restauré les moyens dévolus aux services publics sans toucher aux revenus de l'immense

majorité des travailleur·ses en France. Nous sommes ainsi parvenus à faire adopter des recettes qui auraient permis de passer sous l'arbitraire seuil de 3 % de déficit en ne faisant participer que les grandes fortunes et les multinationales. Ces victoires montrent que, malgré les leçons hypocrites des macronistes, nous sommes bien plus capables qu'eux de gérer le budget de l'État.

La commission d'enquête sur les causes du dérapage des comptes publics en 2023 et 2024 initiée par Éric Coquerel a permis d'établir la responsabilité politique des gouvernements macronistes successifs dans l'effondrement des recettes publiques. Après avoir cherché à dissimuler la réalité des comptes publics qu'ils avaient eux-mêmes sabordés, Bruno Le Maire, Elisabeth Borne et Gabriel Attal ont cherché à nier leur responsabilité. Mais les travaux conduits par le président de la commission des finances ont bien démontré que les macronistes ont sciemment choisi de rester aveugles aux effets de leur propre politique. Les baisses d'impôts d'Emmanuel Macron, à destination des plus grandes fortunes et des multinationales, ont saccagé les recettes publiques, et n'ont pas eu les effets escomptés : ni sur l'activité, ni sur la réindustrialisation, ni sur le pouvoir d'achat, ni sur les investissements.



Aurélien Trouvé, Président de la commission des affaires économiques.

LA PRÉSIDENTENCE DE LA COMMISSION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Le 9 octobre 2024, Aurélien Trouvé a été élu président de la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale face au macroniste Stéphane Travert et au RN Frédéric Falcon. Pour la première fois, une insoumise préside cette commission centrale pour tout ce qui relève de la bifurcation écologique et de notre souveraineté alimentaire et industrielle.

La présidence d'une insoumise a radicalement changé la donne. Aurélien Trouvé a systématiquement organisé l'audition des acteurs économiques en vue de les mettre face à leurs responsabilités et d'obtenir des réponses qui permettent de poser rapidement la solution politique la plus adaptée. C'est ainsi que depuis octobre, les auditions des patrons qui licencient, ou laissent des agriculteur·rices sur le carreau se sont succédées sans relâche et sans concession : Michelin, Renault, Stellantis, Vencorex, Arkema, ArcelorMittal, Lactalis... nous permettant ainsi de réagir plus rapidement, par exemple en proposant sans délai la nationalisation de Vencorex ou celle d'ArcelorMittal.

La présidence d'Aurélien Trouvé a également eu vocation à incarner la façon insoumise de gouverner : un pied à l'Assemblée nationale, pour légiférer, un pied dans les luttes sociales, aux côtés des salarié·es, pour entendre et relayer leurs revendications. Notre présidente était ainsi présente sur tous les grands dossiers : aux côtés des salarié·es de l'usine Michelin à Vannes le 8 novembre, à la Fonderie de Bretagne de Caudan le 10 janvier, aux côtés des salarié·es de Vencorex le 20 décembre dans l'Isère, ou encore aux côtés des salarié·es d'ArcelorMittal à Florange le 23 mai.

Présider une commission, c'est aussi bénéficier de pouvoirs d'enquête élargis, dont nous n'avons pas manqué de nous servir, notamment, avec le rapporteur général du budget Charles de Courson, pour saisir des éléments relatifs au projet nucléaire d'EDF d'Hinkley Point en Grande-Bretagne : un gouffre financier pour EDF, et une impasse technologique et énergétique. Ces éléments sont décisifs au moment de voter sur les grands choix stratégiques du pays en matière d'énergie, et notamment pour conforter notre choix d'investir massivement dans les énergies renouvelables, au travers d'un pôle public de l'énergie, et de refuser la relance massive du nucléaire souhaitée conjointement par Emmanuel Macron, le RN et la droite.

LE PARLEMENT MUSELÉ



Les député-es LFI-NFP dans l'Hémicycle.

LES ÉLECTEUR-RICES NON RESPECTÉ-ES ET LE PARLEMENT INSULTÉ

Le 7 juillet 2024, à rebours de tous les sondages, le Nouveau Front Populaire est arrivé en tête et est devenu la première force de l'Assemblée nationale. Cependant, le président de la République a refusé dès lors de nommer un-e Premier-e ministre issu-e des rangs du NFP, rompant ainsi la tradition républicaine qui veut que la coalition arrivée en tête forme un gouvernement en l'absence de majorité absolue. Ce coup de force institutionnel est particulièrement grave. **Ce déni du verdict des urnes a durablement affecté la confiance démocratique : les électeur-rices se sont vu confisquer la traduction politique de leur vote.** Ce n'est qu'à la fin septembre 2024 qu'Emmanuel Macron a daigné nommer un nouveau Premier ministre issu du parti Les Républicains, parti ayant pourtant obtenu le score le plus faible aux législatives, lequel refusa de solliciter le vote de confiance de l'Assemblée, de crainte d'être immédiatement défait.

DES DÉPUTÉ-ES-MINISTRES QUI VOTENT

Après les élections anticipées de juillet 2024, le Premier ministre Gabriel Attal a remis la démission de son Gouvernement au président de la République le 8 juillet. Ce dernier l'a refusée, laissant près de 8 jours ce Gouvernement sans aucune légitimité démocratique publier un grand nombre de décrets. Le Président n'a finalement accepté la démission du Gouvernement Attal que le 16 juillet, en faisant dès lors un gouvernement démissionnaire chargé des affaires courantes. **La démission tardive a donc permis aux membres du Gouvernement démissionnaire de participer au vote des postes de présidence et de vice-présidence de l'Assemblée nationale : ces quelques voix supplémentaires ont empêché la victoire du candidat du Nouveau Front Populaire André Chassaigne, et ainsi permis la réélection de Yaël Braun-Pivet, comme si les élections n'avaient jamais eu lieu !**

LE GOUVERNEMENT DÉMISSIONNAIRE LE PLUS LONG DE L'HISTOIRE

Depuis les dernières élections législatives, nous avons connu deux périodes d'expédition des affaires courantes. Après la démission du Premier ministre Gabriel Attal, le Gouvernement démissionnaire a géré/expédié les affaires courantes jusqu'à la nomination d'un nouveau gouvernement le 5 septembre, soit pendant 67 jours, durée inédite dans l'histoire des IV et V^e Républiques (moins de 15 jours en moyenne). La seconde période fait suite à la censure par l'Assemblée nationale du Gouvernement Barnier le 4 décembre, jusqu'à la nomination du Gouvernement Bayrou le 23 décembre, soit 19 jours. On parle d'« *expédition des affaires courantes* » lorsqu'un gouvernement démissionnaire reste en place et n'est donc pas remplacé par un nouveau gouvernement. Selon l'usage républicain, il assure alors un fonctionnement minimal de l'État jusqu'à la nomination d'un nouveau gouvernement et ne dispose plus de sa pleine compétence. Le périmètre des affaires courantes a pourtant été outre-passé à plusieurs reprises, notamment sur neuf nominations d'ambassadeurs, le déclassement de l'emploi de directeur de cabinet du préfet du Nord pour y nommer l'ancien chef de cabinet du ministre de l'Intérieur ou encore 547 mesures individuelles de contrôle administratif et de surveillance (MICAS). **Le fait d'avoir laissé durer un gouvernement démissionnaire a également empêché l'Assemblée de se réunir pour examiner des textes ou contrôler l'action du Gouvernement.** Pourtant, rien n'interdit que la procédure législative puisse avoir lieu sans gouvernement ! Lors de la première période d'expédition des affaires courantes, aucune question orale ou écrite n'a pu être adressée au Gouvernement, les député-es LFI-NFP ont par la suite réussi à faire adopter dans un texte un amendement pour garantir la tenue de ces questions aux gouvernements démissionnaires.

DEPUIS JUILLET 2024, TOUS LES MOYENS JURIDIQUES SONT UTILISÉS PAR LA MACRONIE POUR EMPÊCHER LE PARLEMENT DE SE PRONONCER

Mercosur : le débat confisqué. Lors de notre niche parlementaire en novembre dernier, nous avons inscrit à l'ordre du jour une proposition de résolution visant à s'opposer à l'application de l'accord de libre-échange du Mercosur. Cet accord imposait une nouvelle fois une concurrence déloyale à nos agriculteur-rices et un recul en termes de normes environnementales. Le Gouvernement a déclaré irrecevable notre proposition de résolution aux motifs que celle-ci contiendrait des « injonctions » à l'égard du Gouvernement. Or, nous avons eu recours aux formulations utilisées pour toutes les propositions de résolution, en invitant seulement le Gouvernement à refuser la ratification du traité. Cette bataille a finalement été gagnée, car nous avons fini par faire voter une proposition de résolution européenne !

Refus de déposer un projet de loi sur l'énergie. Le Gouvernement est dans l'obligation légale, au titre de l'article L. 100-1 A du code de l'énergie, de présenter un projet de loi Énergie-Climat tous les cinq ans. Cette loi devait être déposée en juillet 2023 ; or, non content d'avoir 2 ans de retard, le Gouvernement a annoncé qu'il s'inspirerait des débats sur une proposition de loi venant du Sénat – dite Gremillet –, dont l'examen n'est même pas allé à son terme, pour publier un décret durant l'été. Un tel texte nécessite pourtant d'être accompagné d'une étude d'impact (seul un projet de loi le permet) afin de permettre un débat éclairé et sain. Une nouvelle fois, le Gouvernement insulte la représentation nationale, l'empêche de se prononcer et se moque de la loi.

Le droit d'amendement bafoué. En février dernier, lors de l'examen de la loi xénophobe visant à restreindre l'accès à la nationalité française à Mayotte, les député-es LFI-NFP ont subi un revirement de jurisprudence intolérable contraire au droit d'amendement des parlementaires. Alors que l'usage constant de l'Assemblée nationale permet de déposer des sous-amendements restreignant le champ d'un amendement, tous les nôtres ont été déclarés irrecevables bien qu'ils visaient le même objectif : réduire une durée. D'autres, visant à préciser des amendements, ont été également déclarés irrecevables sans explication. À cela s'est ajouté le recours inédit à l'article 44 alinéa 2 de la Constitution par le ministre Gérald Darmanin dans le

seul but de faire tomber l'ensemble des sous-amendements de nos député-es. Ces nouvelles restrictions du droit d'amendement des député-es contribuent à réduire nos moyens traditionnels d'expression et d'opposition.

Des motions de rejet pour contourner les débats. Les macronistes, la droite et l'extrême droite ont également détourné la procédure parlementaire par le vote de motions de rejet sur des propositions de lois aux enjeux écologiques cruciaux (la proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur dite loi Duplomb et la proposition de loi relative à l'autoroute A69) afin d'empêcher l'Assemblée nationale de se prononcer sur ces textes et négocier entre eux dans le huis-clos de la commission mixte paritaire (CMP) de dangereux reculs environnementaux. Ce « 49.3 parlementaire » est une manœuvre anti-démocratique inadmissible qui instrumentalise les outils parlementaires pour imposer des projets anti-écologiques sans aucun débat. Le Président, les gouvernements macronistes, les groupes parlementaires qui les soutiennent et l'extrême droite ont gravement affaibli le Parlement et piétiné notre démocratie. La séparation des pouvoirs est désormais bafouée, tout comme l'expression directe du peuple ou ses représentant-es. Il est urgent d'en finir avec cette monarchie présidentielle et de passer à une VI^e République, pour un véritable gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple.

NOTRE COMBAT CONTRE L'AUSTÉRITÉ BUDGÉTAIRE



Les député-es LFI-NFP applaudissent les victoires lors des débats budgétaires.

Les dégâts budgétaires provoqués par huit ans de macronisme sont considérables. La diminution de plus de 62 milliards d'euros des recettes de l'État, au profit des très grandes entreprises et des contribuables les plus fortunées, a alimenté un déficit budgétaire record. Depuis 2017, près de 207 milliards d'euros de cadeaux fiscaux ont été faits aux plus riches et aux grandes entreprises, soit près d'un quart de l'augmentation de la dette sur cette période. L'année 2024 a démontré l'échec total de la politique de l'offre : déficit à 5,8 % du PIB, remontée du taux de chômage en particulier chez les jeunes, nombre record de défaillances d'entreprises, explosion des plans de suppression d'emploi... Une politique battue dans les urnes par le NFP, dont le programme économique permettait de réduire le déficit public à 3 % du PIB d'ici 2030 grâce à un cercle vertueux de relance par la dépense publique et la taxation des ultra-riches. Emmanuel Macron a nié le résultat des élections pour poursuivre une politique économique qui emmène le pays dans le mur : son coup de force démocratique est le signe d'une radicalisation du néolibéralisme, qui méprise le suffrage universel pour mener une cure d'austérité historique.

Les déficits, dont la responsabilité incombe intégralement aux macronistes, servent désormais de prétexte pour imposer des coupes budgétaires record lors des projets de loi de finances passés par 49.3, mais aussi par décret pour mieux contourner le Parlement. En 2024, plus de 15 milliards de coupes budgétaires ont été actées par décret au lieu de faire l'objet d'un budget rectificatif débattu par la représentation nationale. Début 2024, Bruno Le Maire a annulé 10 milliards d'euros de crédits budgétaires par simple décret ministériel. En juillet 2024, le Gouvernement démissionnaire de Gabriel Attal, tout juste battu lors des élections législatives anticipées, a gelé 10 milliards d'euros de crédits en prévision de nouvelles coupes. Fin 2024, le Gouvernement a profité de ce gel pour annuler 5,6 milliards d'euros de crédits supplémentaires. La transition écologique, amputée de plus de 3 milliards d'euros, a été la première victime de cette saignée budgétaire.

À l'automne 2024, le Premier ministre illégitime Michel Barnier, issu d'un parti politique arrivé en 5^e position aux élections, a proposé le budget le plus austéritaire des 25 dernières années avec l'objectif de faire 60 milliards d'effort budgétaire, dont 40 milliards de baisse de la dépense publique. Son successeur François Bayrou a augmenté la facture pour le budget de l'État, avec 6 milliards de coupes supplémentaires par rapport au budget Barnier. Les macronistes s'évertuent à faire payer au peuple leur refus de taxer les ultra-riches et de réellement s'attaquer à la fraude fiscale : alors que les ménages peinent encore à se remettre de la récente vague d'inflation, le pouvoir d'achat moyen devrait diminuer de 0,4 point en 2025. Les exonérations dont bénéficient les grandes entreprises sont compensées par le reversement d'une fraction de la TVA, l'impôt le plus injuste, instaurant de facto une « TVA sociale » qui ne dit pas son nom, comme l'a évoqué notre député David Guiraud lorsqu'il a pris la parole pour appeler à rejeter le projet de loi de règlement des comptes de l'année 2024. La protection sociale est la prochaine cible de ce capitalisme prédateur : le Gouvernement Bayrou compte intensifier la cure d'austérité imposée à la sécurité sociale, menacée par 18 milliards d'économies supplémentaires en 2026.

Zahia Hamdane.



UN AUTRE BUDGET 2025 ÉTAIT POURTANT POSSIBLE, TANT POUR L'ÉTAT QUE POUR LA SÉCURITÉ SOCIALE.

Lors de l'examen du budget, plusieurs victoires insoumises consécutives permettaient de dégager plus 60 milliards d'euros de recettes nouvelles en mettant à contribution les ultra-riches et les grandes entreprises – soit bien davantage que le montant des économies présentées comme nécessaires pour l'année 2025 ! L'imposition des multinationales sur leur activité véritablement réalisée en France, la taxation minimale du patrimoine des milliardaires, le rétablissement progressif de la contribution sur la valeur ajoutée des grandes entreprises, ou encore le renforcement de la taxation des dividendes et des rachats d'actions : notre remaniement du budget permettait de faire passer le déficit en dessous des fameux « 3 % ».

Pour le projet de loi de financement de la sécurité sociale, nos chef-fes de file Hadrien Clouet, Elise Leboucher, Zahia Hamdane et Damien Maudet ont arraché 15 milliards de recettes supplémentaires grâce aux amendements des Insoumis-es et de la gauche. Soumission des dividendes, de la participation et de l'intéressement aux cotisations sociales, augmentation des taux de CSG sur les revenus du capital, ou encore hausse des sanctions pour travail dissimulé : de quoi remettre les régimes de sécurité sociale à l'équilibre !

Une fois de plus, la séquence budgétaire a permis de mettre en lumière la déliquescence du camp macroniste, qui peut compter sur les voix du Rassemblement National pour défendre les plus riches et le patronat. C'est ainsi que les député-es RN ont voté main dans la main avec les macronistes pour empêcher le rétablissement de l'impôt sur la fortune, l'augmentation de la flat-tax, ou pour sacrifier les mesures visant à diminuer le volume des exonérations de cotisations sociales. Le vice-président du RN, Sébastien Chenu, s'en est même félicité : « *Heureusement qu'on était là pour voter* » ! Le Rassemblement National est l'assurance-vie de Macron et Bayrou, qui ont pu imposer leur budget dévastateur à coup de multiples 49.3 sous les yeux bienveillants de l'extrême-droite.

Tout au long d'une longue bataille budgétaire exceptionnelle qui a duré plus de six mois, les Insoumis-es ont donc continué à porter, dans la droite ligne des engagements pris lors de la constitution du NFP, une alternative en rupture avec la politique économique et sociale d'Emmanuel Macron.

“ La protection sociale est la prochaine cible de ce capitalisme prédateur : le Gouvernement Bayrou compte intensifier la cure d'austérité imposée à la sécurité sociale, menacée par 18 milliards d'économies supplémentaires en 2026. ”

LA CENSURE POUR RÉPONDRE AU COUP DE FORCE ANTI-DÉMOCRATIQUE



Éric Coquerel à la tribune lors de son discours de censure du Premier ministre Michel Barnier.

LA NOMINATION DE BARNIER ET LE REFUS D'UN VOTE DE CONFIANCE

Dès juillet 2024, Emmanuel Macron a tourné le dos au verdict des urnes. En nommant Michel Barnier à Matignon, il a fait le choix d'un Premier ministre issu d'une formation battue, en rupture avec la tradition républicaine qui veut que le président désigne un-e chef-fe de gouvernement issu-e de la coalition politique arrivée en tête. **Le Nouveau Front Populaire, avec 193 sièges**, avait toute la légitimité pour proposer un gouvernement.

Le chef de l'État a choisi un Premier ministre qui n'avait pas même appelé au barrage républicain, et dont la mission affichée était de poursuivre une politique rejetée par les électeurs. Ce dernier refusa de se soumettre à un vote de confiance à la suite de son discours de politique générale, comme le veut l'usage républicain. **En réaction à ce déni de démocratie, nous avons déposé une motion de censure dès le mois de septembre 2024 pour demander le respect du résultat des élections législatives.** Le Gouvernement Barnier a pu subsister à cause de l'abstention du RN.

HISTORIQUE : NOUS FAISONS TOMBER LE GOUVERNEMENT BARNIER

Durant ses quelques mois d'existence, ce Gouvernement s'est chargé de maintenir la réforme des retraites à 64 ans imposée contre l'avis du peuple et s'apprêtait à faire voter les projets budgétaires les plus austéritaires depuis 25 ans. Refus de revenir sur les baisses d'impôts pour les plus riches, coupes dans les services publics, politiques sécuritaires et xénophobes incarnées par la nomination de Bruno Retailleau à l'Intérieur, abandon de l'écologie...

C'est dans ce contexte que Michel Barnier a, en décembre 2024, utilisé l'article 49.3 pour imposer par la force un budget de la sécurité sociale qui vidait ses caisses : hôpitaux en ruines, consultations hors de prix, retraites gelées, taxation des apprenti-es, médicaments déremboursés. L'austérité frappait les plus vulnérables tandis que les plus riches étaient épargné-es.

Les Insoumis-es ont immédiatement réagi : une nouvelle motion de censure a été déposée avec les groupes du Nouveau Front Populaire. Censurer Barnier, c'était empêcher la poursuite de la casse sociale, fiscale et environnementale.

Nous avons ainsi renversé le Premier ministre au mandat le plus court de la V^e République. L'adoption de cette motion de censure, la première depuis 1962, représente une victoire démocratique et sociale, face à l'instabilité née du refus présidentiel d'admettre sa défaite. Si le RN n'était pas l'assurance-vie du système, cette victoire aurait pu arriver dès le mois de septembre.

LA NOMINATION DE BAYROU ET L'ENTÊTEMENT ANTI-DÉMOCRATIQUE

La nomination de François Bayrou en janvier 2025 fut une nouvelle preuve de mépris de la volonté populaire. Comme son prédécesseur, Bayrou a refusé de solliciter un vote de confiance, confirmant la dérive autoritaire du macronisme. Il a poursuivi la ligne de Barnier, avec un gouvernement encore plus provocateur : Borne à l'Éducation, malgré ses 23 recours au 49.3 ; Retailleau maintenu à l'Intérieur malgré ses propos racistes. Il a même repris le budget de Barnier en y ajoutant 10 milliards d'euros de coupes.

La censure était donc une nécessité. Une motion fut déposée le 16 janvier, votée par les Insoumis-es, les écologistes, les communistes, les député-es ultramarins et huit socialistes. Mais l'écrasante majorité du groupe socialiste choisit de ne pas la voter permettant ainsi la survie d'un gouvernement minoritaire, rompant avec les engagements du Nouveau Front Populaire. Sans consulter leurs partenaires, les socialistes ont choisi un « soutien sans participation », permettant au RN de masquer sa responsabilité dans le maintien de ce gouvernement illégitime.

Quant aux concessions budgétaires mises en avant, elles relèvent de la communication : la plupart figuraient déjà dans le budget Barnier ou résultaient du travail parlementaire antérieur. **Le « conclave » entre syndicats et patronat n'a été qu'un prétexte pour entériner le maintien de la retraite à 64 ans, avec un veto accordé au MEDEF.**

Parmi les pseudo-victoires revendiquées par les socialistes figure la hausse de l'Ondam — qui correspond aux dépenses nationales de santé sur une année — de +2,8 % dans le budget Barnier à 3,3 % avec Bayrou, soit l'équivalent d'un milliard d'euros. Mais la hausse mécanique des dépenses de santé, sans mesures d'économie, aurait dû être de +4,7 % en 2025. Porter l'Ondam du PLFSS 2025 de +2,8 % à +3,3 %, c'est simplement déplacer le curseur de l'austérité.

Pire encore : le 20 mars, le Gouvernement a finalement annoncé le gel de 1,1 milliard d'euros de crédits pour l'Assurance maladie, soit davantage que la somme prétendument arrachée par les socialistes en échange de la non-censure de Bayrou !

LES SOCIALISTES ET LE RASSEMBLEMENT NATIONAL ÉPARGNENT LA MACRONIE

Début février, lors d'un nouveau recours au 49.3 pour faire passer le budget, les Insoumis-es déposèrent une nouvelle motion de censure pour s'opposer aux coupes dans les dépenses publiques et aux réformes xénophobes de Retailleau, comme l'attaque contre l'Aide Médicale d'État.

À ce moment de vérité, les député-es socialistes refusèrent une fois encore de censurer le gouvernement, rompant définitivement avec le Nouveau Front Populaire. Par leur abstention, avec celle du Rassemblement National, ils ont sauvé le macronisme, permettant à Bayrou de poursuivre sa politique de malheur.

Nous savons que la clarté et la fidélité aux engagements pris devant le peuple sont des conditions incontournables pour porter une dynamique populaire de rupture. **La France insoumise continue à faire vivre l'espoir né de la victoire du Nouveau Front Populaire.** Elle poursuit la démarche de rassemblement autour de la rupture avec le macronisme. Car c'est le seul chemin pour sortir de la vie dégradée imposée à des millions de femmes et d'hommes. Le seul rempart face à l'extrême droite, et le seul espoir d'un avenir d'harmonie sociale et écologique.

“ Nous savons que la clarté et la fidélité aux engagements pris devant le peuple sont des conditions incontournables pour porter une dynamique populaire de rupture. ”

DESTITUER MACRON : LE COMBAT DES INSOUUMIS·ES, LA COMPLICITÉ DU RN



Les député·es LFI-NFP manifestent pour la destitution d'Emmanuel Macron.

EMMANUEL MACRON A VIOLÉ LA CONSTITUTION

Face au refus du Président Emmanuel Macron de nommer un·e Premier·e ministre issu·e de la coalition arrivée en tête des élections législatives des 31 juin et 7 juillet derniers, les député·es du groupe LFI ont déposé à deux reprises une proposition de résolution afin que le Parlement engage une procédure de destitution à son encontre. Prévue à l'article 68 de la Constitution, cette procédure peut être enclenchée en cas de « *manquement à ses devoirs manifestement incompatible avec l'exercice de son mandat* » et permet au Parlement de se réunir en Haute cour afin de statuer sur la destitution du Président. Or, **par sa décision unilatérale et arbitraire de ne pas nommer Première ministre une personne issue du Nouveau Front Populaire, le président de la République a réalisé un manquement grave au devoir de respect de la volonté exprimée par le suffrage universel et a violé la Constitution à plusieurs titres.**

La participation électorale record de 66,7 % au second tour des élections législatives 2024 est la plus forte depuis 1997 ! Le peuple s'est massivement mobilisé contre la politique menée par Emmanuel Macron, réélu seulement deux ans auparavant. Il a élu 193 député·es du Nouveau Front Populaire, devançant la coalition présidentielle de 27 sièges et l'extrême droite de 51 sièges. En refusant de le reconnaître, le Président s'est attribué l'exclusivité de l'exercice de la souveraineté, ce qui est une mise en cause profonde de notre démocratie, alors que « *la souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants* » et qu'« *aucune section du peuple ni aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice* », selon l'article 3 de la Constitution. Il a préféré maintenir artificiellement en vie un gouvernement démissionnaire pendant 51 jours, alors qu'il est censé assurer « *le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ainsi que la continuité de l'État* », d'après l'article 5 de la Constitution, puis choisir un Premier ministre issu d'une force arrivée 4^e aux élections, ayant réalisé 5,41% des suffrages exprimés au second tour. Il a violé la convention républicaine exigeant de demander à la force politique arrivée en tête des élections de constituer un gouvernement. Pourtant, le Nouveau Front Populaire victorieux avait alors choisi sa candidate au poste de Premier ministre. Rien, dans la Constitution, ne permet au Président de nier ainsi la parole du peuple puisqu'en son article 8 il est prévu que le Président « *nomme* » – et non « *choisit* » – le Premier ministre.

Ce coup de force est sans égal dans l'histoire de nos deux dernières Républiques, et sans comparaison dans les régimes parlementaires à travers le monde. Le Président s'arroge un pouvoir dépassant largement son rôle, envers et contre les institutions républicaines et la Constitution. Emmanuel Macron se comporte en autocrate en s'enfonçant dans cette pente autoritaire, qui justifie que le Parlement engage une procédure de destitution à son encontre. La République ne reconnaît aucune monarchie présidentielle absolue. Les représentant·es du peuple doivent le sanctionner par le moyen constitutionnel dont ils disposent : la destitution.

MACRONISTES, RÉPUBLICAINS ET RASSEMBLEMENT NATIONAL SAUVENT MACRON

Notre première proposition de résolution a été jugée recevable par le Bureau de l'Assemblée nationale le 17 septembre 2024 puis examinée par la commission des lois le 2 octobre. Ce texte devait ensuite continuer son cheminement jusqu'au vote en séance publique. Mais la Conférence des présidents a empêché l'expression démocratique des élu·es de l'Assemblée nationale en refusant de l'inscrire à l'ordre du jour, par l'opposition des président·es de groupes politiques du « *Socle commun* » et l'abstention complice du Rassemblement National.

Ce sabotage n'a pas découragé les député·es LFI qui ont saisi l'opportunité de leur niche parlementaire du 28 novembre 2024 afin de remettre à l'ordre du jour la procédure de destitution du Président de la République. Alors que le texte a de nouveau été validé par le Bureau, l'obstruction est venue cette fois du président macroniste de la commission des lois, Florent Boudié, qui en a empêché l'examen dès le stade de la commission. 54 % des Français·es estiment pourtant que le refus d'Emmanuel Macron de nommer un Premier Ministre issu du NFP est un motif légitime de destitution. Cette décision d'un seul homme de bâillonner la représentation nationale constitue également une entrave manifeste aux droits constitutionnels des groupes d'opposition à décider de l'ordre du jour de leur journée réservée.

Emmanuel Macron, parce qu'il a pris la décision de nommer un Premier Ministre renversé par l'Assemblée nationale, puis un second issu de sa propre coalition, au mépris des

urnes et pour imposer une terrible cure d'austérité au pays, est à l'origine de la crise politique que nous traversons. Empêcher les parlementaires de débattre de sa destitution est un acte antidémocratique inadmissible. **Des manifestations ont eu lieu dans toute la France en septembre 2024 pour soutenir l'engagement de la procédure de destitution d'Emmanuel Macron et ce sont plus de 400 000 personnes qui ont déjà signé une pétition allant dans ce sens.** Empêcher le débat au Parlement sur la procédure de destitution, c'est aussi museler le peuple.

Les député·es insoumis·es en manifestation.



POUR LA PAIX ET CONTRE LE GÉNOCIDE À GAZA



Jean-Luc Mélenchon et nos député-es exigent un cessez-le-feu à Gaza.

Alors que la guerre génocidaire menée par Israël à Gaza est entrée dans sa deuxième année en octobre 2024, Benjamin Netanyahu a décidé d'intensifier ses opérations, en déployant massivement son armée à Gaza, en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, ainsi qu'au Liban et en Syrie. Il a également déclenché une guerre contre l'Iran.

La situation est d'autant plus préoccupante à Gaza qu'Israël a décidé d'imposer un blocus total de l'aide humanitaire. L'usage de la faim comme arme de guerre par le gouvernement d'extrême droite israélien s'inscrit dans un plan plus large d'annexion de Gaza et de transfert forcé des populations.

Ainsi, alors que le bilan humain ne cesse de croître en Palestine, atteignant plus de 54 500 morts à Gaza (dont plus de 16 000 enfants) et plus de 900 morts en Cisjordanie, le monde entier est désormais témoin du premier génocide retransmis en direct dans les médias et sur les réseaux sociaux.

Face aux atrocités commises par l'extrême droite israélienne, plusieurs gouvernements du monde entier rejoignent les initiatives pour la paix en Palestine. En Europe, l'Irlande, l'Espagne et la Suède se sont illustrées au cours de la dernière année en reconnaissant l'État de Palestine. Les gouvernements illégitimes successifs d'Emmanuel Macron persistent dans le soutien à Israël, même si une timide prise de conscience semble s'esquisser au sein des discours des responsables politiques Français-es ces derniers mois. En effet, l'annonce faite par Emmanuel Macron d'une possible reconnaissance d'un État palestinien illustre cette évolution, même si celle-ci ne s'est toujours pas concrétisée. Par ailleurs, face à l'horreur de la situation en Palestine, Jean-Noël Barrot et Emmanuel Macron ont demandé à ce que soit réexaminé l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël. Il s'agit d'une victoire pour notre mouvement, qui n'a cessé depuis octobre 2023 de demander à la France d'agir concrètement en reconnaissant l'État de Palestine et en sanctionnant Israël.

Depuis bientôt deux ans, les Insoumis-es se battent sans relâche pour que ce qui se passe en Palestine soit au cœur des débats à l'Assemblée nationale. Nous exigeons un cessez-le-feu immédiat et durable, une libération des otages israélien-nes et des prisonnier-ères politiques palestinien-nes, ainsi qu'une reconnaissance immédiate par la France de l'État de Palestine. Un embargo total des armes exportées par la France en Israël doit également être décrété. Au niveau européen, nous demandons la dénonciation de l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël, qui octroie à ce pays un accès privilégié au marché européen alors qu'il commet un génocide.

Notre groupe a posé pas moins de 20 Questions au Gouvernement sur ce thème depuis le début de la session. Pour mettre le Gouvernement face à ses responsabilités internationales, juridiques et humanitaires, la députée Sophia Chikirou a déposé au nom du groupe LFI-NFP une proposition de résolution visant à sanctionner la politique coloniale israélienne en territoires palestiniens occupés et demandant la reconnaissance immédiate par la France de l'État de Palestine.

Les Insoumis-es ont également su investir les différentes commissions parlementaires. Lorsque Jean-Noël Barrot était auditionné en commission des Affaires étrangères, nous avons dénoncé avec force les déclarations de la diplomatie française évoquant une prétendue « immunité » pour Netanyahu, faisant l'objet d'un mandat d'arrêt international émis par la CPI pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Nous avons dénoncé avec force l'épisode ahurissant qui s'est produit en avril dernier, lorsque le Gouvernement français a donné son autorisation pour que Netanyahu survole notre pays. À cet égard, notre présidente Mathilde Panot a envoyé un courrier au président de la République pour dénoncer le non-respect des obligations internationales de la France.

Le combat se mène également au sein de la commission des Affaires européennes, où nos commissaires ont dénoncé à maintes reprises l'inaction de l'Union européenne sur ce dossier. Nous avons donc déposé une proposition de résolution européenne visant à dénoncer l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël, ainsi qu'à mettre en œuvre les sanctions nécessaires à l'encontre d'Israël et ses dirigeants.

Par ailleurs, notre groupe a, à de multiples occasions, invité des expert-es, des humanitaires et des Palestinien-nes témoins de la guerre, à venir échanger sur la situation au Proche-Orient avec nos parlementaires à l'Assemblée nationale.

La pression exercée sur le gouvernement français et les autorités européennes afin de les forcer à agir doit également être menée au-delà de l'Assemblée nationale. Les député-es insoumis-es ont participé sans relâche à toutes les manifestations en soutien à la Palestine sur le territoire national. La mobilisation populaire a permis de montrer que les Français-es se mobilisent massivement pour la Palestine et contre la guerre génocidaire de Netanyahu.

Parallèlement, nous avons investi massivement les médias pour parler de ce sujet et contrer les soutiens inconditionnels d'Israël. Une voix forte, humaniste et engagée pour la paix au Proche-Orient se fait entendre aujourd'hui en France grâce à nos député-es.

Nous avons également montré tout notre soutien à la Flottille de la liberté qui s'est donnée pour mission de faire parvenir de l'aide humanitaire aux Gazaouis. Lorsque ses passager-ères, dont notre camarade eurodéputée Rima Hassan, ont été arrêté-es par Israël en violation du droit international, nous avons redoublé nos efforts pour qu'ils et elles soient libéré-es.

Malgré les pressions de tous bords, nous n'avons jamais cédé sur notre ligne et sur nos positions. Cette lutte acharnée que nous avons menée pour la dignité et la liberté du peuple palestinien nous a valu insultes et calomnies, mais celle-ci a payé, puisque les positions que nous défendons depuis octobre 2023 sont maintenant clairement majoritaires dans le pays.

Les député-es LFI-NFP au rassemblement pour la libération du Dr Hussam Abu Safiya, arrêté par l'armée israélienne le 27 décembre 2024.



Les député-es LFI-NFP brandissent des photos d'enfants tués à Gaza dans l'Hémicycle.



CONTRE L'ÉCONOMIE DE GUERRE, POUR UNE FRANCE SOUVERAINE AU SERVICE DE LA PAIX



Manifestation d'appel à la paix et du refus de l'économie de guerre le 1^{er} mai 2025.

En 2020, lors de la pandémie de Covid-19, Emmanuel Macron avait utilisé l'expression de « guerre sanitaire » pour faire croire à une action vigoureuse de sa part, et pour étouffer tout débat démocratique. Le président de la République a ensuite développé dans ses vœux pour 2024 l'idée de « réarmement démographique », introduisant la logique guerrière dans l'intimité des familles. C'est désormais au tour de l'économie de subir la rhétorique belliqueuse du Gouvernement, avec le déploiement de ce qu'il considère être une « économie de guerre ».

Une constatation s'impose pourtant : nous ne sommes pas en guerre. Cette expression n'est qu'un nouveau prétexte pour justifier de museler toute proposition sur notre politique budgétaire.

Le retour au pouvoir de Donald Trump et ses injonctions faites aux États européens d'augmenter leurs dépenses de défense à 5 % du PIB ont porté leurs fruits : le 4 mars 2025, la Commission européenne a présenté son plan « Réarmer l'Europe », qui vise à augmenter massivement les dépenses d'armement des pays membres de l'Union européenne, jusqu'à 800 milliards d'euros supplémentaires sur 4 ans. Le 9 mars, Emmanuel Macron a expliqué lors d'une allocution que la « menace russe qui nous touche » justifiait le réarmement demandé par les États-Unis et la Commission.

Le plan « Réarmer l'Europe » présenté par la Commission européenne consiste principalement à autoriser les États à dépasser les 3 % de déficit public autorisés, à la condition pernicieuse que ces dépenses supplémentaires soient des dépenses militaires. Nous nous sommes toujours opposés à ce dogme budgétaire qui faisait l'alpha et l'oméga de la politique bruxelloise. La Commission s'en est affranchie soudainement, en jugeant acceptable de s'endetter pour faire la guerre, mais inacceptable d'investir dans la bifurcation écologique et la protection de notre modèle social. Ce faisant, elle a montré l'absurdité de cette « règle des 3 % ».

Ce discours sur « l'économie de guerre » ne s'accompagne ni d'une planification stratégique, ni d'une réalisation concrète. Incapable de rompre avec le dogme libéral du « laissez-faire », le Gouvernement n'a pas de politique industrielle de défense permettant de développer une Base Industrielle et Technologique de Défense (BITD) souveraine. Il a autorisé le rachat par un groupe chinois de l'entreprise Vencorex, fournisseur d'un composant essentiel du carburant des fusées Ariane et des missiles M51 (embarqués dans les sous-marins nucléaires). Chez Thales Alenia Space, entreprise essentielle du spatial civil et militaire, un plan de suppression de près de 1 000 emplois menace les salariés des sites de Toulouse et Cannes. Là encore, la réponse du Gouvernement est inaudible et incohérente. Enfin, l'abandon de certaines filières, comme l'habillement et la production d'armes de petit calibre, aggravent encore notre dépendance aux fournisseurs étrangers.

Face au discours sur l'économie de guerre, et à la guerre sociale que Macron entend mener contre son propre peuple, nous répondons par la nécessité de construire une économie de la paix, qui se fonde sur la satisfaction des besoins réels du pays. Nos député-es l'ont réaffirmé le 1^{er} mai, en défilant sous le mot d'ordre « non à l'économie de guerre et à la guerre sociale », en rappelant que c'est avant tout vers la bifurcation écologique que des investissements massifs doivent être réalisés.

Les augmentations des dépenses de défense actuelles ne correspondent à aucune évaluation des besoins réels de nos armées. Le Gouvernement n'a en effet pas de vision à long terme, et multiplie les documents doctrinaux écrits à la hâte. Il a ainsi demandé une révision de la Revue nationale stratégique, qui fixe les objectifs de la France en matière de sécurité extérieure. Malgré les insuffisances de ce travail, nous avons apporté une contribution à son élaboration afin de faire entendre une autre vision de la politique de défense française.

Nous défendons la nationalisation des entreprises stratégiques essentielles à la souveraineté industrielle du pays. Nous continuons ainsi à demander celle de Vencorex, et avons co-signé une proposition de loi allant dans ce sens avec les Écologistes, les Socialistes et les élu-es du groupe GDR. Dès 2022, notre député Aurélien Saintoul recommandait dans un rapport parlementaire la nationalisation d'Alcatel Submarine Network, une des rares entreprises capables de poser des câbles sous-marins ; c'est chose faite depuis novembre 2024. En mars, nos député-es Christophe Bex et Arnaud Saint-Martin sont allés soutenir près de Toulouse les salarié-es de Thalès Alenia Space (TAS), menacé-es par un plan de suppression d'emploi (980 en France). Leur mobilisation a permis un gel du plan, annoncé en juin. TAS est une entreprise majeure du spatial civil et militaire, objet sur lequel Arnaud Saint-Martin a rendu une mission d'information en mai, afin de préparer une stratégie insoumise de long terme dans ce domaine essentiel pour notre souveraineté.

“ Une constatation s'impose pourtant : nous ne sommes pas en guerre. Cette expression n'est qu'un nouveau prétexte pour justifier de museler toute proposition sur notre politique budgétaire. ”



Bastien Lachaud lors de son colloque
« La guerre hors de contrôle ».

LE VRAI VISAGE DE L'EXTRÊME DROITE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

LES « BREBIS GALEUSES » DU RASSEMBLEMENT NATIONAL

Lors des élections législatives, de nombreux-ses candidat-es du RN ont été épinglé-e-s pour leur racisme, leur antisémitisme ou leurs liens avec la mouvance groupusculaire radicale. Certain-e-s siègent aujourd'hui sur les bancs de l'Assemblée nationale. Frédéric Boccaletti est ainsi connu pour avoir vendu des livres antisémites dans sa librairie négationniste et identitaire à Toulon. Christophe Bentz a comparé l'IVG à un génocide et considère que « *distinguer les races est un travail de bon sens accessible à tous et nécessaire à certains débats* ». Joëlle Mélin juge que les migrant-es sont mieux « dans leur milieu naturel ». Jocelyn Dessigny a posté une photo de lui arborant un tee-shirt du groupe de rock raciste In memoriam.

On retrouve des député-es du RN sur des groupes Facebook privés racistes, dont des membres appellent à des attentats contre des mosquées et dans lequel on peut lire de nombreux posts antisémites. Le média en ligne *Les Jours* a révélé début juin que le groupe Facebook « *La France avec Jordan Bardella* », géré par plusieurs cadres du RN et dont neuf député-es RN sont membres, comportait des dizaines de propos illégaux dont des références à Adolf Hitler.

Andrée Taurinya, Maxime Laisney et Christophe Bex au rassemblement des collaborateur-ices contre le magazine d'extrême droite *Frontières* qui les a ciblés.



Le RN embauche également des collaborateur-ices infréquentables. Florence Joubert a pour collaborateur un proche des néonazis bordelais du Toutatis Clan. Philippe Vardon, ancien leader du Bloc identitaire, a fait son retour au service des député-es Thibaut Monnier, Eddy Casterman et Anne Sicard. Julie Gahinet, visée par trois plaintes pour « *injures publiques envers un particulier en raison de sa race, de sa religion ou de son origine* », travaille actuellement pour Julien Rancoule, après avoir longtemps officié auprès de Julien Odoul (Yonne). Selon StreetPress, Laure Lavalette continuerait à travailler avec Nicolas Koutseff, exclu du parti pour ses propos racistes, antisémites et homophobes.

LE PIRE DU RN À L'ASSEMBLÉE

À l'Assemblée nationale, les votes, propositions de loi déposées et discours du Rassemblement National nous donnent un bon aperçu de ce que le RN ferait s'il arrivait au pouvoir.

Ami des riches et ennemi des pauvres, le RN vote systématiquement contre les intérêts du peuple. Ils ont laissé passer les pires budgets pour l'État et la sécurité sociale, ce qui a abouti à une hausse des prix de l'électricité, à une baisse des moyens dans l'hôpital public, à la baisse de la prime d'activité, à la taxe sur les apprenti-es et les alternant-es, etc. Ils ont voté contre nos amendements en faveur du rétablissement de l'impôt sur la fortune (ISF) ou de la taxe Zucman ciblant les patrimoines de plus d'un milliard d'euros. Malgré la pénurie de professionnel·les de santé, macronistes et RN se sont unis en commission pour rejeter notre texte de niche visant à régulariser les médecins et pharmacien-ne-s diplômé-es hors de l'Union Européenne. Ils se sont opposés au texte transpartisan contre les déserts médicaux. Ils ont également voté contre la proposition de loi visant à protéger la population des risques liés aux substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées, les polluants éternels (PFAS).

Silencieux face au scandale de Bétharram, le RN est également l'ennemi des droits des femmes et des enfants. Alors que la mortalité infantile augmente en France, ils ont voté contre un moratoire sur les fermetures de maternités pour trois ans. Le RN a également voté contre la proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la parité.



BILANS THÉMATIQUES : LES INSOUMIS·ES DANS TOUTES LES BATAILLES



Photo des députés LFI-NFP lors de la fin de l'examen du texte Fin de vie.

Droit à mourir dans la dignité

Depuis plus de 20 ans, la loi française a progressivement reconnu la volonté des patients en fin de vie : la loi de 1999 consacre les soins palliatifs. La loi Kouchner de 2002 autorise les malades à refuser un traitement. La loi Leonetti de 2005 interdit l'obstination déraisonnable et crée les directives anticipées. La loi Claeys-Leonetti de 2016 ouvre le droit à une sédation profonde et continue jusqu'au décès lorsque les souffrances du malade sont insupportables, mais cette dernière ne peut être réalisée que lorsque le décès est attendu à court terme : quelques heures, voire quelques jours.

Malgré ces avancées, le droit à mourir dans la dignité reste à conquérir, car la loi ne répond pas à toutes les situations de fin de vie. Elle condamne toujours certains malades incurables à subir des douleurs inapaisables en attendant la toute fin de la vie : par exemple, les personnes atteintes de la maladie de Charcot ne peuvent bénéficier de la sédation qu'au moment où elles commencent à étouffer. C'est pourquoi des personnes gravement malades expriment le désir d'être aidées à mourir, en raison de souffrances qu'elles jugent intolérables, réfractaires à tous les traitements et accompagnements disponibles. Certaines d'entre elles ont pris la parole publiquement, et ont fini par traverser nos frontières pour pouvoir éteindre la lumière. Parmi elles, l'écrivaine Anne Bert, atteinte de la maladie Charcot et décédée en Belgique en 2017, ou le gilet jaune Alain Cocq, atteint d'une maladie orpheline depuis 35 ans et

décédé en Suisse en 2021. Aux souffrances d'une survie subie s'ajoutent donc celles d'une mort en exil. C'est aussi une inégalité sociale face à la mort : une aide à mourir dans les pays voisins peut coûter jusqu'à 12 000 euros, sans compter les frais de voyage et d'hébergement.

Dans notre République, aucun principe supérieur n'oblige à subir une longue et douloureuse agonie. Pourtant, celles et ceux qui ne peuvent se rendre à l'étranger sont condamnés à la clandestinité. Il en va de même pour les soignant-es qui acceptent de les accompagner malgré l'interdit et la peur des poursuites. Des actes qui sont pourtant une réalité, car on aide déjà à mourir en France : en 2022, la justice a reconnu « l'état de nécessité » d'une aide à mourir en relaxant une personne ayant falsifié une ordonnance à la demande d'un ami atteint de la maladie de Charcot. La chanteuse Nicole Croisille, décédée des suites d'un cancer le 4 juin 2025, témoignait sur sa volonté de recourir à une aide à mourir dans un entretien publié à titre posthume : « *Il s'est trouvé qu'en Belgique, c'était possible. En France, ça n'était envisageable que si un médecin s'engageait à m'aider en secret.* »



NOS RÉPONSES

Un long combat porté par les Insoumis-es et brutalement interrompu par la dissolution en 2024.

Depuis plusieurs années, la loi sur la fin de vie fait l'objet d'un travail politique et parlementaire de longue haleine, porté par la société civile, puis par les député-es, Insoumis-es en tête. Il y a 25 ans déjà, Jean-Luc Mélenchon cosignait une proposition de loi relative au droit à mourir dans la dignité au Sénat. En 2012 puis en 2017, il est le premier à défendre cette mesure aux élections présidentielles. Dès 2018, dans le cadre de la première niche parlementaire du groupe LFI, la députée Caroline Fiat porte une proposition de loi ouvrant le droit à une aide médicale à mourir. En 2023, elle cosigne le rapport parlementaire d'évaluation de la loi Claeys-Leonetti (2016), appelant le Parlement à se positionner sur l'ouverture d'une aide à mourir. Promesse du candidat Macron en 2022 mais sans cesse repoussée, demandée en 2023 par 76 % des 300 membres de la Convention citoyenne sur la fin de vie, soutenue par plus de 90 % des Français-es, faisant l'objet d'avis favorables de l'Académie de médecine ou encore du Conseil consultatif national d'éthique, la loi légalisant l'aide à mourir et renforçant les soins palliatifs a fini par être débattue à l'Assemblée nationale au printemps 2024. Mais la dissolution du 9 juin a brutalement interrompu son examen, si près du but : il ne manquait que quelques jours pour aboutir au vote sur une grande loi consacrant l'accompagnement de la fin de vie et le droit à choisir d'éteindre la lumière.

Mai 2025 : une première victoire historique obtenue grâce à la mobilisation insoumise.

Près d'un an après, la mobilisation des député-es, parmi lesquels de nombreux-ses insoumis-es, a permis à l'Assemblée de reprendre l'examen de cette loi au printemps 2025. La loi a été scindée en deux par le Gouvernement : un premier texte dédié aux soins palliatifs, un second texte sur l'aide à mourir et dont notre députée Élise Leboucher est co-rapporteuse. Cette décision de François Bayrou, qui est opposé à une évolution de la loi sur la fin de vie, ne poursuivait qu'un seul but : donner des gages aux opposant-es à l'aide à mourir. Pour les Insoumis-es, la conquête de l'aide à mourir et le renforcement des soins palliatifs sont complémentaires car ils relèvent d'un impératif commun : soulager au mieux les souffrances, dans le respect de la volonté souveraine de la personne malade. Le programme *L'Avenir en commun* défend la constitutionnalisation du droit à mourir dans la dignité, y compris avec assistance, concomitamment à l'accès garanti à des soins palliatifs.

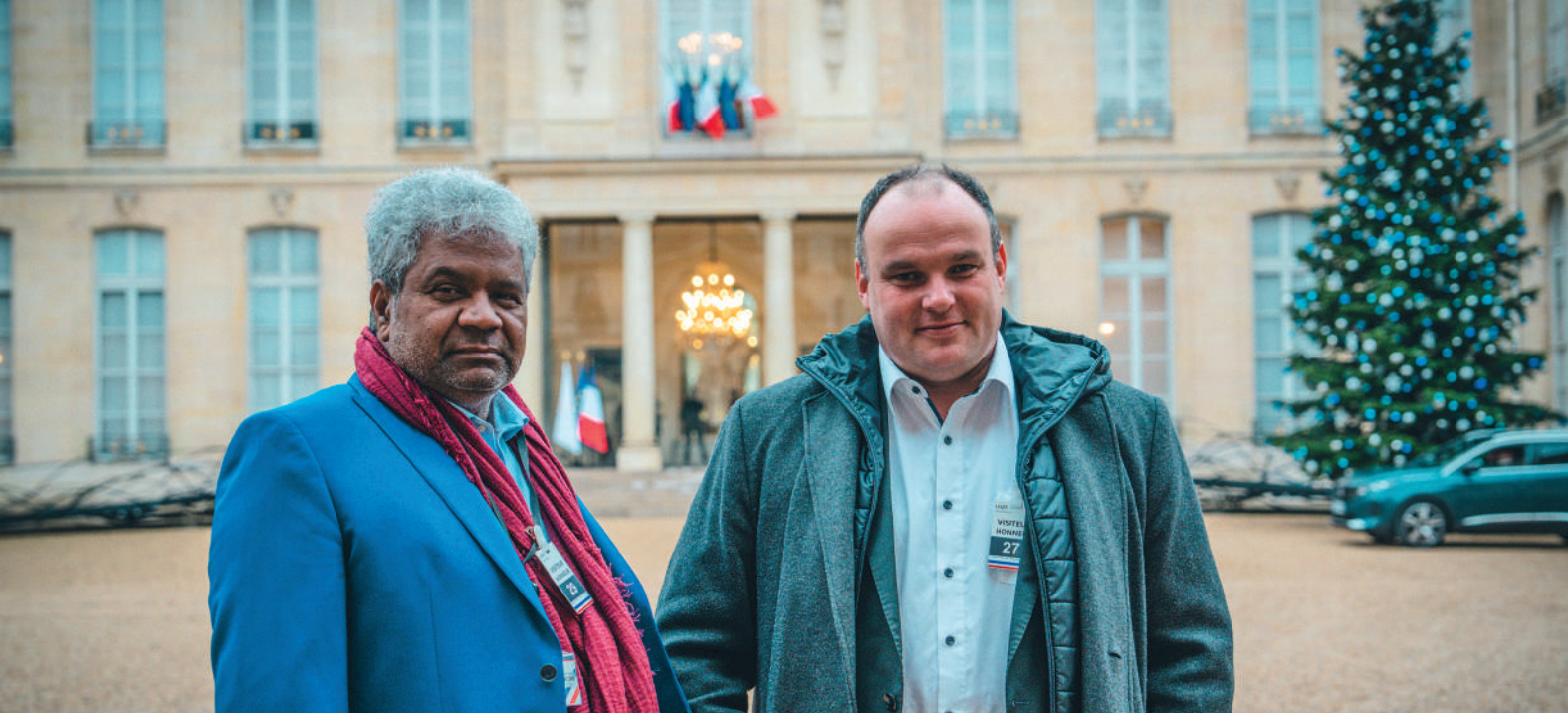


Élise Leboucher, rapporteure du texte Fin de vie en tribune.

Le 27 mai 2025, après des semaines de débats intenses et malgré l'obstruction parlementaire menée par la droite et l'extrême-droite, l'Assemblée nationale a voté à l'unanimité la loi sur les soins palliatifs, et a adopté avec une large majorité la loi sur le droit à l'aide à mourir.

Une première étape historique obtenue grâce à la mobilisation sans faille des Insoumis-es, qui ont fait évoluer le texte afin d'empêcher les profits sur la fin de vie, pour faire progresser l'accès aux soins, et faire respecter la volonté libre et éclairée de chacun. Pour éviter des Orpea de la fin de vie, les nouvelles maisons d'accompagnement et de soins palliatifs sont obligatoirement non lucratives, les dépassements d'honoraires sont interdits en soins palliatifs, et aucune marchandisation ne peut être faite autour de l'aide à mourir. Grâce aux Insoumis-es, la loi consacre un droit opposable susceptible de recours devant le juge, car la société se doit de garantir à chacun de ses membres l'accès à des soins palliatifs. Enfin, pour permettre l'expression d'un choix réellement libre, la création d'un délit d'entrave au droit à l'aide à mourir vient protéger les patient-es et les soignant-es de toute pression extérieure et des tentatives de désinformation.

Les lois sur la fin de vie constituent un grand progrès républicain. Elles consacrent la liberté humaine de disposer de son corps jusqu'à pouvoir choisir sa mort dans un cadre sécurisé, et entouré des sien-nés. Elles réaffirment le droit à l'égalité devant les soins. Elles sont résolument laïques, car elles font partie de ces lois qui affranchissent la loi civile de normes religieuses, et dans un même mouvement, respectent les convictions de chacun car elles ne contraignent personne. **Fidèles à leur engagement, les Insoumis-es resteront pleinement mobilisé-es durant le long chemin parlementaire qui reste à parcourir pour voir ces deux lois définitivement adoptées.**



Jean-Hugues Ratenon et Perceval Gaillard à l'Élysée.

Outre-mer

Depuis un an, le chaos a gagné les Outre-mer. Les ministres défilent et les inégalités structurelles perdurent du fait d'un manque d'investissements chroniques. La grande pauvreté y est 5 à 15 fois plus fréquente que dans l'Hexagone. Selon l'Observatoire des inégalités, plus d'un tiers de la population vit sous le seuil de pauvreté à La Réunion contre une moyenne de 14,9 % en France hexagonale. La Martinique présente également un taux de pauvreté très élevé, de 27 %. À Mayotte, ce taux atteint un terrible niveau de 77,3 % de la population et son indice de développement humain est inférieur à la moyenne mondiale. Le taux de chômage atteint 37 % pour Mayotte, contre 7,3 % dans l'Hexagone. Ces inégalités persistent et s'aggravent du fait de services publics défaillants pour l'éducation, la santé, l'accès à l'eau ou le logement.

En Nouvelle-Calédonie, Emmanuel Macron et son ancien ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin ont fait replonger l'archipel dans ses heures les plus sombres en tentant d'imposer unilatéralement un dégel du corps électoral. Ce coup de force, aux antipodes de l'accord de Nouméa, a mené aux révoltes urbaines de mai 2024 qui ont causé la mort de 14 personnes et des dégâts matériels colossaux. Des prisonniers politiques indépendantistes ont même été enfermés en Hexagone, symbole d'une gestion coloniale de la situation et d'un traitement différencié des milices qui ont tué des Kanaks. L'ONU dénonce une « atteinte [aux] droits humains et à l'intégrité du processus global de décolonisation » et estime que le Gouvernement a déployé « un usage excessif de la force ». Depuis, la situation demeure tendue sur fond de crises économique et sociale durables. Les négociations qui avaient pourtant repris avec l'ensemble des parties prenantes ont récemment échoué par le blocage des loyalistes anti-indépendantistes.

Les Outre-mer sont particulièrement exposées aux risques naturels majeurs qui s'amplifient. En février dernier, le cyclone Garance a tué 5 personnes à La Réunion, faisant suite au cyclone Chido qui s'est abattu sur Mayotte le 14 décembre 2024 et a coûté la vie à au moins 40 personnes

et mis à terre l'habitat informel qui abritait au moins un tiers de la population. La première réponse du Gouvernement a été une loi d'urgence afin de légiférer de manière dérogatoire et de réaliser vite et à bas prix la reconstruction, sans jamais viser un objectif d'égalité réelle. Le second projet de loi révèle l'obsession migratoire et xénophobe du Gouvernement qui fait des étranger-ères la cause de tous les maux et durcit leurs droits sur l'archipel, tandis que la convergence sociale pour y aligner les prestations sociales ou le SMIC peut selon lui attendre.

La vie chère nécrose le quotidien des ultramarin-es. **Le coût de la vie demeure de 19 % à 38 % plus élevé que dans l'Hexagone, notamment pour se nourrir : un même yaourt en Martinique peut être 107,69 % plus cher !** Des manifestations ont éclaté en Martinique à partir de septembre 2024, à l'initiative d'un collectif citoyen et ont conduit à des révoltes populaires. Le Gouvernement a réagi par une réponse sécuritaire qui n'a fait qu'aggraver les tensions, les violences ont causé la mort de 4 personnes. Finalement, un protocole d'accord contre la vie chère a été signé en octobre dernier afin de diminuer de 20 % en moyenne le prix de 6000 produits, mais sans l'aval du collectif citoyen à l'origine des mobilisations, qui le juge insuffisant. Dans l'attente du projet de loi de lutte contre la vie chère annoncé par le ministre Manuel Valls, les grands groupes se gavent sur le dos de la population. Le Groupe Bernard Hayot a ainsi augmenté ses bénéfices de +11,4 % en 2023 sur un an tandis qu'il continue de réaliser une marge nette 3 à 4 fois supérieure à celle pratiquée sur les mêmes voitures en Hexagone.



Mathilde Panot, Jean-Philippe Nilor et Jean-Hugues Ratenon aux Assises contre la vie chère en Martinique.

NOS RÉPONSES

Les député-es du groupe La France insoumise-Nouveau Front Populaire ont continué de prendre à bras le corps le combat de l'égalité partout sur le territoire de la République et à travers les océans.

Avant que la situation en Kanaky-Nouvelle-Calédonie explose, **les député-es Danièle Obono et Bastien Lachaud se sont rendus sur le Caillou afin de rencontrer l'ensemble des acteur-rices politiques et associatifs sur place pour défendre à l'Assemblée nationale un accord global sur l'avenir institutionnel de l'archipel.** Depuis, nous avons suivi de près les négociations et les député-es Mathilde Panot et Bastien Lachaud sont retournés en Nouvelle-Calédonie un an après pour rencontrer l'ensemble des acteur-rices et faire le point sur l'évolution de la situation. Nous continuerons de défendre la recherche d'une solution consensuelle, impliquant l'impartialité de l'État et respectant le droit à l'autodétermination des peuples. L'État doit également prendre ses responsabilités dans la crise multisectorielle qui touche le Caillou.

Lors de l'examen du budget, les député-es LFI-NFP ultramarins Jean-Hugues Ratenon, Perceval Gaillard, Jean-Philippe Nilor et la députée représentante de la délégation aux Outre-mer Sandrine Nobsé ont combattu le budget extrêmement austéritaire du Gouvernement Barnier qui prévoyait une baisse de 9 % des crédits consacrés aux Outre-mer ! Le budget finalement adopté sous le Gouvernement Bayrou est en légère augmentation, en trompe-l'œil car la partie qui concerne les conditions de vie Outre-mer diminue pour 2025 ! Pourtant nous avons gagné de nombreuses victoires qui ont, encore une fois, été balayées par le 49.3 : un plan logement, un fonds de soutien pour les projets ferroviaires, la création d'instituts régionaux d'administration ultramarins ou encore l'expérimentation de bornes comparatrices de prix. Notre combat contre la vie chère s'est poursuivi et les député-es LFI-NFP ont fait adopter des mesures essentielles telles que

l'élargissement du bouclier qualité-prix, le renforcement des observatoires des prix des marges et des revenus, un moratoire sur l'ouverture de nouvelles grandes surfaces ou encore l'encadrement des marges de la grande distribution ! Nous espérons que ces dispositions seront reprises par le ministre des Outre-mer. Nous appelons également le ministre à s'inspirer des débats qui ont eu lieu en Martinique aux Assises populaires contre la vie chère, à l'initiative du député LFI-NFP Jean-Philippe Nilor, en présence de nos député-es Mathilde Panot et Jean-Hugues Ratenon.

Face aux insuffisances gouvernementales pour rebâtir Mayotte, les député-es LFI-NFP ont présenté un contre-plan d'urgence comportant un ensemble de réformes nécessaires pour sortir l'archipel de l'état de délaissement dans lequel l'État le maintient depuis trop longtemps. Ce contre-plan transversal concerne aussi bien l'accès à l'eau, l'égalité des droits sociaux, le droit au logement, le développement des infrastructures de transports et de communication, des écoles et du système de santé, l'écologie ou bien la garantie d'un accueil digne pour les migrants. Les députées LFI-NFP Nadège Abomangoli, Mathilde Hignet et Sandrine Nobsé se sont rendues sur l'archipel pour rencontrer les acteurs-rices locaux-ales après le cyclone Chido, ainsi qu'Aurélien Trouvé en tant que présidente de la commission des affaires économiques. Elles ont ensuite défendu aux côtés de leurs collègues les propositions du groupe LFI-NFP lors de l'examen des projets de lois d'urgence et de programmation consacrés à Mayotte, pour que ce 101^e département français ne soit plus l'archipel des exceptions légales et de la misère.



Colloque « La guerre hors de contrôle » à l'initiative de Bastien Lachaud et Aurélien Saintoul.

Ukraine

Le retour au pouvoir de Donald Trump a amplifié la marginalisation des Européens dans la guerre en Ukraine.

Le président des États-Unis, tourné vers la confrontation qu'il prépare avec la Chine, a assumé une politique brutale pour tenter de mettre fin au conflit. Il a rançonné l'Ukraine en exigeant le partage de ses richesses minières et ignoré les garanties de sécurité demandées par les Européens. Dans le même temps, il a menacé d'annexer le Groenland, un territoire appartenant pourtant à son « allié » danois au sein de l'OTAN.

L'impérialisme états-unien, dont la politique de Donald Trump est la forme désinhibée, et le traitement qu'il réserve à son allié ukrainien, ont démontré que les États-Unis n'avaient pas les mêmes intérêts que nous. Pourtant, la France et les pays de l'UE continuent de voir dans l'OTAN l'horizon indépassable de la sécurité collective en Europe.

Emmanuel Macron, marginalisé sur la scène intérieure, s'est vu en chef de guerre à la tête d'une « coalition des volontaires » dans le conflit ukrainien. Ses appels à un cessez-le-feu inconditionnel et ses menaces de « sanctions massives » à l'égard de la Russie ont pourtant été sans effet. Après avoir martelé que le règlement du conflit ukrainien passerait par une victoire militaire, le président français a finalement admis que l'Ukraine ne pourrait pas récupérer l'intégralité des territoires conquis. Cet aveu survient trop tard, à un moment où les Européens sont déjà hors-jeu dans le conflit et les Ukrainiens en position de faiblesse pour négocier la fin du conflit, dont le bilan humain est effroyable. Si le nombre de victimes n'est pas connu, certaines études avancent le chiffre global d'1 million de morts et blessés. L'ONU estime que près de 6,3 millions d'Ukrainiens ont fui le pays, et que près de 3,7 millions de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays.



NOS RÉPONSES

Nous défendons une ligne constante sur l'Ukraine, basée sur le respect du droit international : cessez-le-feu, droit au retour et amnistie des déserteurs(russes et ukrainiens), consultation des populations des territoires occupés et garanties de sécurité pour tous. Si des troupes sont déployées pour garantir un éventuel accord de paix, elles devront l'être sous mandat onusien.

Les débats sur les questions de défense, y compris la politique de la France dans le conflit en Ukraine, sont confisqués par l'exécutif. Afin de réfléchir à une politique de défense réellement indépendante et associant la représentation nationale, les députés Bastien Lachaud et Aurélien Saintoul ont organisé un colloque le 14 mars sur « la guerre hors de contrôle » qui caractérise les conflits contemporains.

À l'Assemblée, nous avons défendu une politique de non-alignement en dehors de l'OTAN, seule capable de faire prévaloir nos intérêts et porter une voix singulière dans le conflit ukrainien. Nous l'avons défendue à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, où siègent Aurélien Saintoul et Murielle Lepvraud. Nous l'avons réaffirmé le 3 mars lors du débat sur la situation en Ukraine. Nous avons pour les mêmes raisons voté contre la proposition de résolution européenne soutenue par les macronistes sur le soi-disant « renforcement du soutien à l'Ukraine », qui n'appelait qu'à une fuite en avant dans le soutien militaire aveugle et le maintien dans l'OTAN, sans esquisser de véritable issue durable au conflit.



Conférence de presse sur la RD Congo avec Carlos Martens Bilongo et Thomas Portes.

International

La première année de la législature a été marquée par de nombreux bouleversements à l'échelle mondiale qui ont eu pour cause un affaiblissement du droit international.

Tout d'abord, nous avons dû faire face à une multiplication des conflits dans le monde, à Gaza, au Liban, en Ukraine, en RDC ou au Cachemire. Dans ce contexte, l'arrivée de Donald Trump a été fracassante. Avec son objectif de recentrer l'action états-unienne en Asie en vue d'une confrontation géopolitique avec la Chine, Trump a décidé de se désengager du continent européen et de mettre les États Européens face à leurs propres contradictions stratégiques. Par ailleurs, il a déclaré une guerre commerciale au monde entier avec des droits de douane exorbitants, ce qui a plombé les bourses et économies mondiales, en commençant par celles des États-Unis. L'Union européenne s'est montrée incapable d'apporter une réponse cohérente à cette offensive, de par sa dépendance aux États-Unis.

Dans ce contexte, la France d'Emmanuel Macron n'a pas été à la hauteur. Alors que notre pays est membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU et membre influent de l'Union européenne, notre diplomatie s'honorait à être davantage tournée vers l'humanisme, la paix et le non-alignement. Si des tentatives de médiations ont été tentées par Emmanuel Macron, la France reste aux abois face à des prétendus alliés, comme les États-Unis et Israël, qui ne respectent en rien les demandes et positions françaises et européennes. La voix de la France à l'international a ainsi poursuivi son long déclin entamé sous les présidences de Sarkozy et Hollande.

La progression du fascisme dans le monde nous rappelle que le phénomène d'extrême-droitisation de notre paysage politique correspond à un contexte bien plus global. Les victoires de Trump aux États-Unis, la percée de l'extrême-droite en Allemagne et dans tant d'autres pays, nous mettent en garde face aux périls de l'internationale réactionnaire qui fait son chemin partout dans le monde.



NOS RÉPONSES

Tout d'abord, concernant la guerre au Liban, pays intimement lié à la France depuis des décennies, notre groupe parlementaire s'est illustré par son combat sans relâche pour dénoncer l'offensive aérienne et terrestre de l'armée israélienne, et cela même après un accord de cessez-le-feu conclu en novembre 2024.

Notre groupe a également placé la lutte contre le réchauffement climatique et pour la préservation de la biodiversité mondiale au cœur de son action parlementaire. Dans le cadre de l'organisation de la troisième conférence des Nations unies sur l'Océan en juin à Nice, plusieurs député-es de notre groupe ont participé aux travaux de celle-ci. Pierre-Yves Cadalen, Aly Diouara, Gabriel Amard et Anne Stambach-Terrenoir ont composé la délégation insoumise. Par ailleurs, notre groupe a réussi à faire rejeter le projet de loi visant à permettre à la France l'exportation et la séquestration géologique sous-marine de notre CO₂ à l'international.

Nos député-es ont ainsi réussi à rétablir 1,5 milliard d'euros pour l'Aide publique au développement, dans un contexte d'offensive réactionnaire et austéritaire contre la solidarité internationale, en France et dans le monde. Concernant les moyens dévoués au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, nous avons réussi à rétablir 600 millions d'euros pour notre diplomatie, pour la protection sociale des Français-es de l'étranger et pour l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger. Vivement un gouvernement insoumis pour rendre véritablement possible un tel budget pour notre diplomatie et notre solidarité internationale.



Mathilde Hignet et Mathilde Panot aux cotés des syndicats agricoles.

Agriculture

Sous les mandats successifs d’Emmanuel Macron, la disparition des paysans et des exploitations agricoles se poursuit inexorablement, au rythme de près de 10 000 fermes par an. Le nombre d’exploitations agricoles a été divisé par quatre en cinquante ans : elles étaient plus de 1,5 million en 1970, elles sont désormais 390 000, selon le dernier recensement publié par le ministère de l’Agriculture. D’ici 2030, un quart des agriculteur-rices partira à la retraite. Ce sont 20 000 à 25 000 personnes qui devraient s’installer chaque année pour assurer la relève agricole. Si les personnes candidates existent, l’accès aux terres est un tel parcours du combattant que seules 10 000 à 15 000 d’entre elles s’installent. Ainsi seulement 6 agriculteur-rices sur 10 qui cessent leur activité agricole sont remplacés. Cela n’a rien d’étonnant quand la rémunération des agriculteur-rices est si mal protégée : le taux de pauvreté monétaire est de 16,2 % dans les ménages agricoles, un taux supérieur à la moyenne nationale.

Dans le même temps, la bifurcation agroécologique est à l’arrêt. Depuis deux ans, les filières biologiques traversent une situation inédite de crise liée notamment à la forte inflation, au décrochage de la consommation des ménages et au soutien insuffisant du Gouvernement. La surface agricole cultivée en bio a reculé pour la première fois en France en 2023. En un an, la baisse est chiffrée par l’Agence Bio à 54 000 hectares et les surfaces en agriculture biologique sont passées de 10,50 % à 10,36 % de la surface agricole totale.

Parallèlement, le mouvement de déconversion des agriculteur-rices s’est poursuivi et le nombre de conversions a continué de reculer : résultat, le solde de progression du nombre d’agriculteur-rices en bio n’est plus que de 2 %, à 61 163 agriculteur-rices bio. Et la tendance pourrait apparaître encore plus détériorée en 2024.

Dans ce contexte, la seule réponse du Gouvernement est de soutenir une politique agricole toujours plus productiviste, destructrice de la terre et des paysan-nés. Emmanuel Macron a trahi sa promesse faite en 2024 au salon de l’agriculture, en pleine crise agricole, de mettre en place des prix plancher pour assurer des revenus aux agriculteur-rices. Mais le Président et son Gouvernement n’ont pas reculé au moment de faire passer des lois toujours plus régressives, comme la loi d’orientation et d’avenir agricole ou la proposition de loi Duplomb, qui favorisent l’installation de méga-bassines, d’élevages industriels ou prévoient de réautoriser des pesticides particulièrement dangereux comme les néonicotinoïdes, interdits en France depuis 2018.

Dernier coup de boutoir porté à la bifurcation agroécologique, signe du mépris le plus complet du Gouvernement pour l’agriculture biologique : une coupe massive de 64 % des crédits de l’Agence bio décidée au printemps 2025. Une asphyxie budgétaire selon les représentant-es de la filière.



NOS RÉPONSES

Le groupe LFI-NFP s’est battu, à l’occasion du projet de loi de finances, pour un budget qui permette le renouvellement des générations, soutienne les agriculteur-rices les plus en difficulté, et leur donne les moyens de réaliser la bifurcation agroécologique. Nous avons ainsi proposé d’augmenter le budget consacré aux jeunes agriculteur-rices, aux mesures agroenvironnementales et climatiques, à l’agriculture biologique, et à l’indemnisation des agriculteur-rices victimes de dégâts sanitaires. Nous avons aussi proposé la création d’une caisse de défaillance pour reprendre la dette agricole des agriculteur-rices qui s’engagent à passer au bio, nous avons proposé la création d’un nouveau fonds dédié à l’installation et à la transmission en élevage durable, et la création d’un fonds pour l’égalité de genre dans le secteur agricole.

Nous n’avons jamais lâché non plus la question centrale des prix rémunérateurs, et avons continué de porter notre proposition de garantir des prix plancher aux agriculteur-rices, supérieurs aux coûts de production.

Protéger la rémunération des agriculteur-rices, c’est aussi s’opposer aux accords de libre-échange, à commencer par celui que l’UE négocie avec le Mercosur. Cet accord sacrifie l’agriculture européenne en échange de promesses de débouchés pour les multinationales. Une fois l’accord en vigueur, des centaines de milliers de tonnes supplémentaires de denrées alimentaires (bœuf, poulet, porc, fromage, miel, sucre, etc.) entreraient sur le marché européen à prix cassé, au seul bénéfice des fermes-usines et des géants agroalimentaires du Brésil ou d’Argentine. Une concurrence d’autant plus déloyale que ces produits importés ne répondent pas aux exigences sociales, sanitaires et environnementales applicables dans l’Union européenne. Face à cet accord, notre opposition a été constante, comme en témoigne la proposition de résolution européenne invitant le Gouvernement de la République française à refuser la ratification de l’accord commercial entre l’Union européenne et le Mercosur que nous avons faite adopter en commission des affaires européennes à l’Assemblée nationale en décembre 2024. Nous réaffirmons ainsi qu’aucune modification à la marge ni annexe ne saurait rendre cet accord acceptable, contrairement à ce que laisse croire Emmanuel Macron. Depuis son arrivée au pouvoir il y a 7 ans, le chef de l’État a fait preuve d’une passivité complice et n’a jamais véritablement œuvré pour bloquer l’accord. Pire encore, il a même validé le mandat de négociation en 2019.

Nous nous sommes battus, enfin, contre les propositions les plus régressives portées par le Gouvernement, et avons obtenu certains succès, en faisant par exemple censurer un tiers de la loi d’orientation et d’avenir agricole grâce à notre recours au Conseil constitutionnel, notamment certaines dispositions particulièrement nocives pour la biodiversité, des dispositions qui empêchaient le Gouvernement de prendre des mesures de protection de l’environnement qui iraient au-delà des exigences fixées au niveau européen, ou encore des dispositions qui favorisaient l’artificialisation des sols.

Nous le réaffirmons, soutenir les agriculteurs et les agricultrices ne passe pas par davantage de régressions environnementales, mais par des mesures concrètes en faveur de la bifurcation agroécologique : la garantie de prix rémunérateurs, l’encadrement des marges des multinationales, le soutien aux mesures agroenvironnementales et à l’agriculture biologique ou encore la fin des traités de libre-échange et l’activation des clauses de sauvegarde pour cesser d’importer des produits interdits en France.

Les 29 et 30 juin 2025, des mobilisations ont été organisées partout en France pour les « 24h contre la loi Duplomb » à l’occasion de la commission mixte paritaire de la proposition de loi.



Les député-es LFI-NFP au Salon du made in France.

Industrie

Cette année a été marquée par une saignée pour les emplois et la production industrielle. Les fermetures de sites et les suppressions de postes se sont multipliées. Pour la première fois depuis 2016, on comptait davantage de fermetures d'usines que d'ouvertures dans l'Hexagone en 2024. Et la CGT recensait 300 plans sociaux dans l'industrie, concernant entre 200 et 300 000 emplois. Les cas emblématiques ont fait la une des médias : Michelin, Vencorex, Fonderies de Bretagne, ArcelorMittal, General Electric...

Un rapport montrait encore que 35 à 40 000 emplois pourraient disparaître chez les équipementiers automobiles dans les cinq ans à venir.

Cette crise s'inscrit dans le temps long : malgré la communication abondante faite par le Gouvernement sur les quelques ouvertures d'usines de ces dernières années, la production industrielle s'est effondrée sous les mandats d'Emmanuel Macron, et particulièrement depuis la crise sanitaire de la Covid : elle a chuté de 6,6 % depuis 2020. Sur le temps long, la part des emplois industriels dans l'emploi global a été divisée par 2 (à 9,8 % de l'emploi total fin 2022) depuis 1973 – 2,5 millions d'emplois industriels ont été perdus depuis lors.

La France connaît dans le même temps une situation particulièrement scandaleuse de record de versements aux actionnaires par les groupes du CAC 40 : 98,2 milliards d'euros en 2024 (72,8 milliards de dividendes et 25,5 milliards de

rachats d'action), en hausse de 1 % par rapport à 2023 qui était déjà une année record. C'est 60 % de plus par rapport à 2019 (60,2 milliards).

Face à cette situation de crise et à ses conséquences insupportables pour des milliers de salarié-es, le Gouvernement s'est distingué par sa passivité et son cynisme. Il a ainsi successivement refusé la nationalisation d'Opella, la filiale de Sanofi qui produit le Doliprane, vendue à un fonds américain, refusé la nationalisation de Vencorex, ou encore, plus récemment celle d'ArcelorMittal, abandonnant les salarié-es et notre souveraineté industrielle aux mains du marché. Pour porter la voix de ces salarié-es sacrifié-es, nous n'avons eu de cesse d'interpeller les pouvoirs publics, par exemple en mai 2025 quand notre député Laurent Alexandre a profité d'une séance de Questions au Gouvernement pour interpeller le Premier Ministre sur la nationalisation d'ArcelorMittal. Dans le même temps, le Gouvernement a aussi adressé une fin de non-recevoir à toutes les propositions visant à mieux contrôler les aides publiques aux entreprises et encadrer les licenciements économiques.



NOS RÉPONSES

Pour sauver certaines entreprises en difficulté, leurs emplois et leurs savoir-faire, des nationalisations s'imposent. Cette revendication émerge d'ailleurs particulièrement fort, à travers tout le pays, que ce soit à Dunkerque (Arcelor-Mittal) ou en Isère (Vencorex), dans les luttes auxquelles nos élu-es ont pris part aux côtés des salarié-es dans les entreprises en difficulté, ainsi que dans les auditions conduites par Aurélie Trouvé en tant que présidente de la commission des affaires économiques. Nous avons ainsi défendu successivement, au travers de propositions de loi et d'amendements au projet de loi de finances, la nationalisation d'Opella, la nationalisation de Sanofi en vue de créer un pôle public du médicament, la nationalisation de Vencorex ou encore d'ArcelorMittal.

Pour l'industrie automobile, particulièrement touchée, nous avons aussi proposé, à l'occasion du projet de loi de finances, la création d'un fonds public pour la reprise des entreprises menacées de l'industrie automobile. Et en février 2025, nous avons complété cette proposition en publiant un plan de sortie de crise complet pour l'industrie automobile : renforcer le protectionnisme aux frontières notamment à travers les droits de douane et la fixation de critères de contenu local dans la commande publique, conditionner l'ensemble des aides publiques aux constructeurs – crédit d'impôt recherche, soutien à l'investissement, soutien à la décarbonation, garantie exports et investissements et garanties publiques – au maintien des emplois en France au sein de leur propre groupe, verdir les flottes de véhicules d'entreprise, relancer le leasing social, baisser le coût de l'électricité en rétablissant de façon généralisée des tarifs réglementés de vente d'électricité fondés sur les coûts de production...

Lorsque c'est opportun, il est également nécessaire de prendre des mesures politiques qui garantissent que tout soit fait pour trouver un repreneur stable en cas de fermeture de site, afin d'assurer la pérennité de l'activité et des emplois. C'est le sens de la proposition, notamment réclamée par la CGT, que nous avons faite à l'occasion du projet de loi de simplification de la vie économique : étendre la loi Florange, qui s'applique à toutes les entreprises de plus de 1 000 salarié-es actuellement, à toutes les entreprises de plus de 50 salarié-es. Cette loi prévoit, lorsqu'une entreprise envisage la fermeture d'un établissement qui aurait pour conséquence un projet de licenciement collectif, de l'obliger à rechercher un repreneur afin de favoriser la reprise d'entreprise et la sauvegarde des emplois et des savoir-faire. Nous avons aussi proposé de renforcer cette loi en interdisant toute suppression d'emplois pendant la durée de recherche d'un repreneur.

Il est ensuite indispensable de mieux soutenir la reprise d'entreprise par les salarié-es. Cette année, le cas de Duralex a montré la voie : dix mois après sa reprise par les salarié-es et en dépit des difficultés, l'entreprise remonte la pente. Nous avons ainsi proposé, à l'occasion du projet de loi de finances et du projet de loi de simplification de la vie économique, une série de mesures pour favoriser la reprise d'entreprises par les salarié-es : la création, en cas de projet de cession d'une entreprise, d'un droit de préemption au profit du ou des salarié-es qui formulent une offre de rachat, la création d'un fonds public dédié à la reprise d'entreprises par les salarié-es et d'une garantie sur les prêts personnels contractés par les salarié-es, ou encore la création d'un fonds de conversion des entreprises à l'économie sociale et solidaire (ESS).

La réindustrialisation passe aussi par une meilleure maîtrise publique de l'activité économique et un renforcement du pouvoir des salarié-es dans l'entreprise : c'est pourquoi nous avons proposé, notamment au travers de la proposition de loi visant à mettre fin aux licenciements économiques abusifs dans les grandes entreprises, déposée par Mathilde Panot en décembre 2024, d'interdire les licenciements économiques aux entreprises qui versent des dividendes, ou encore de conditionner le versement d'aides publiques aux entreprises à la garantie du maintien des emplois et des activités sur le territoire.

Enfin, la maîtrise des prix de l'énergie est essentielle : les prix de l'énergie, notamment les prix de l'électricité, jouent en effet un rôle majeur pour l'activité industrielle. C'est pourquoi nous avons proposé, notamment à l'occasion de notre niche parlementaire ou de la proposition de loi de programmation énergétique, la mise en place d'un pôle public de l'énergie, des investissements dans la production d'énergies renouvelables et le rétablissement de tarifs réglementés calculés sur la base des coûts de production du système électrique français.

Écologie

Dans une alliance avec l'extrême-droite, la macronie est favorable à des reculs environnementaux sans précédent, allant à rebours de l'urgence écologique, sanitaire et sociale. **Emmanuel Macron et ses gouvernements défendent en effet plusieurs propositions de loi anti-écologiques.**

La macronie soutient la proposition de loi « visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur » dite Duplomb, qui prévoit de nombreuses régressions environnementales, sans pour autant améliorer les conditions de vie des agriculteur-rices ni leur garantir des prix rémunérateurs. Ainsi, la macronie soutient la réintroduction des néonicotinoïdes, des mesures visant à développer davantage les mégabassines, en rendant plus facile la destruction de la biodiversité en particulier les espèces protégées, des mesures visant à agrandir les élevages industriels ou encore à remettre en cause de la protection des zones humides. **La macronie, la Droite et le Rassemblement National se sont rendus coupables d'un coup de force anti-démocratique visant à empêcher l'examen en séance publique de cette proposition de loi, en ayant recours à un « 49.3 parlementaire ».**

La macronie soutient également une proposition de loi visant à valider l'autoroute A69 Toulouse – Castres de manière législative, alors que l'autorisation environnementale délivrée pour l'A69 a été jugée illégale par le tribunal administratif de Toulouse le 27 février 2025. Cette proposition de loi interfère avec une procédure en cours et contrevient au principe de la séparation des pouvoirs. Une fois de plus, les macronistes, la droite et l'extrême droite ont eu recours à un « 49.3 parlementaire » !

La macronie porte également le projet de loi dit de « simplification de la vie économique », qui comprend lui aussi des reculs environnementaux importants, notamment une régression sur l'objectif du zéro artificialisation nette (ZAN) ou encore la possibilité de détruire plus facilement les espèces protégées pour des grands projets d'infrastructures, comme l'A69.

Outre cette séquence de textes anti-écologiques portés au côté de l'extrême droite, la macronie a conduit une politique d'austérité budgétaire qui touche tout particulièrement les politiques écologiques : MaPrimeRenov, le fonds vert, l'électrification des véhicules, le plan vélo, la suppression de postes chez de nombreux opérateurs (Cerema, Météo-France, IGN, OFB...).



Ersilia Soudais, Sylvie Ferrer et Sylvain Carrière, députée-ees LFI-NFP.

NOS RÉPONSES

Lors de notre niche parlementaire de novembre 2024, notre groupe a porté une proposition de loi visant à instaurer un moratoire sur les projets de création d'autoroutes et de voies rapides à 2 x 2 voies, et notamment l'A69.

Lors de l'examen de la proposition de loi Duplomb, notre groupe parlementaire a pu rappeler ses positions sur les mégabassines et faire adopter, en commission du développement durable, un amendement visant à instaurer un moratoire sur le déploiement de ces ouvrages.

Nous avons porté de nombreux amendements visant à renforcer les politiques écologiques en particulier lors de l'examen du projet de loi de finances pour l'année 2025 afin d'augmenter les crédits dédiés à la rénovation thermique des bâtiments, à l'électrification des véhicules, à la relance du ferroviaire et au Fonds vert dédié aux collectivités territoriales afin de leur permettre de s'adapter aux conséquences du dérèglement climatique. Notre groupe parlementaire a également porté de nombreux amendements visant à augmenter les moyens humains et financiers des opérateurs de l'État, qui sont des acteurs clés de la bifurcation écologique.

Forêt et biodiversité

La macronie a continué de mener une politique insuffisante voire dangereuse sur les enjeux de biodiversité. Le Gouvernement a porté une mesure visant à amoindrir la protection des zones humides. Il a ainsi proposé la création de zones humides dites « fortement modifiées », dans lesquelles les installations et les travaux seraient facilitées. La destruction de ces zones serait donc encouragée alors qu'elles jouent un rôle clé dans la protection de la biodiversité, l'adaptation au dérèglement climatique (retenues d'eau, limitant ainsi crues et sécheresses) ou encore dans la préservation de la qualité de l'eau. En plus de détruire les normes existantes en matière de préservation de la biodiversité, le Gouvernement est incohérent puisque cette mesure va à l'encontre des engagements figurant dans la Stratégie nationale biodiversité 2030.

La politique forestière des gouvernements macronistes reste largement insuffisante et inadaptée aux conséquences du changement climatique. En poursuivant l'objectif d'Emmanuel Macron de planter un milliard d'arbres d'ici 2030, en privilégiant ainsi la quantité à la qualité, cette politique va conduire à des plantations monospécifiques, beaucoup plus vulnérables aux pathogènes, aux effets du dérèglement climatique ou aux incendies que les forêts diversifiées. Ces plantations monospécifiques stockent également moins de CO₂. En outre, dans le projet de loi de finances, le Gouvernement avait encore prévu la suppression de 95 postes alors que l'Office national des forêts (ONF) a perdu près de 40 % de ses effectifs en vingt ans.

La macronie souhaite également revenir sur les objectifs qu'il a lui-même portés sur la zéro artificialisation nette (ZAN). Elle accepte que de nombreux projets industriels ou encore des datacenters ne respectent pas ZAN, remettant ainsi en cause l'efficacité de ce dispositif.

En outre, la macronie a soutenu les mesures remettant en cause les compétences de l'Office français de la biodiversité (OFB), et a alimenté, notamment à travers la déclaration de politique générale de François Bayrou, la campagne de dénigrement de l'OFB. C'est d'autant plus grave que les agent-es de l'OFB sont menacé-es, agressé-es et les locaux et voitures pris pour cible.



NOS RÉPONSES

Notre groupe parlementaire a déposé une proposition de loi relative à l'adaptation de la politique forestière et des milieux forestiers face au changement climatique, portée par Bérenger Cernon. Cette proposition de loi s'inscrit dans le travail mené lors de la précédente législature et comprend une dizaine de mesures notamment sur l'encadrement des coupes rases, l'interdiction du dessouchage pour protéger les sols forestiers et les puits de carbone ou encore sur la fixation d'un niveau de diversification des essences.

Face à la politique trop peu ambitieuse de Macron sur la protection des aires marines dites « protégées », le groupe parlementaire LFI-NFP porte des mesures bien plus exigeantes. Une proposition de loi visant à interdire toutes les activités industrielles des engins de pêche tractés comme les chaluts pélagiques ou les chaluts de fond dans les aires marines protégées françaises a été déposée à l'initiative de Clémence Guetté.

Notre groupe parlementaire a apporté son soutien aux agent-es de l'OFB alors qu'elles et ils ont fait l'objet d'attaques. Le groupe a également déposé des amendements lors de l'examen du projet de loi de finances, notamment pour annuler les coupes budgétaires prévues pour les fonds dédiés à la biodiversité et augmenter les moyens des opérateurs de l'État comme l'ONF.

Anne Stambach-Terreñoir dans l'Hémicycle.



Eau

La macronie s’entête à vouloir développer encore davantage les mégabassines. En effet, lors de l’examen de la proposition de loi « visant à lever les contraintes pour le métier d’agriculteur » dite Duplomb, le Gouvernement a porté un amendement visant à reconnaître ces ouvrages de stockage d’eau et les prélèvements sur les eaux superficielles ou souterraines associés comme étant d’intérêt public majeur ou général (RIIPM ou IGN). Cette reconnaissance permet de faciliter l’obtention de dérogations à la protection des espèces protégées et aux obligations de la directive cadre sur l’eau. En d’autres termes, le Gouvernement propose de faciliter la destruction de la biodiversité et la mise en danger de la ressource en eau pour construire des ouvrages.

La macronie a protégé Nestlé Waters, qui a commercialisé des eaux contaminées présentant un risque sanitaire. Il s’agit d’un véritable scandale d’État ! Les gouvernements macronistes ont cédé face aux pressions de Nestlé Waters : ils ont par exemple accepté de faire modifier un rapport de l’agence régionale de santé (ARS) afin de faire disparaître certaines mentions et contaminations des sources Perrier par des pesticides, des bactéries ou des polluants éternels (PFAS). De plus, Nestlé Waters a eu recours à des techniques de filtrage pour plusieurs de ses eaux minérales lors de la mise en bouteille, notamment de l’eau Perrier. Le Gouvernement de l’époque était au courant de ces pratiques illégales et a même assoupli la réglementation sur la microfiltration pour permettre à Nestlé Waters de poursuivre cette pratique, contre l’avis de l’ARS ! Outre le fait que ces pratiques sont interdites, elles constituent également une vaste tromperie pour les consommatrices et consommateurs. Ces eaux minérales ne sont donc plus « naturelles » bien qu’elles continuent d’être vendues plus de 400 fois le prix de l’eau du robinet.

La macronie a également rejeté des mesures ambitieuses visant à lutter contre la pollution de l’eau par des polluants éternels (PFAS). Elle a contribué à détruire la possibilité d’adopter une proposition de loi ambitieuse sur les polluants éternels. La macronie a refusé que tous les produits contenant des polluants éternels soient interdits en France à partir de 2027. La loi adoptée ne prévoit qu’une interdiction en 2030 de la fabrication, l’importation, l’exportation et la mise sur le marché de tout produit textile contenant des polluants éternels. Ainsi, les industriels pourront donc continuer à vendre des emballages alimentaires ou encore des ustensiles de cuisine contenant des polluants éternels. Pour la macronie, la santé des citoyen·nes est donc secondaire par rapport aux enjeux économiques.

Les pollutions générées par les polluants éternels sur l’eau ou sur l’environnement en général ne semblent pas non plus une priorité puisque la macronie a rejeté un amendement que nous avions porté visant à instaurer un moratoire d’une durée de dix ans sur la construction ou l’extension de toute une unité d’une entreprise utilisant, produisant ou rejetant des polluants éternels.

Plus généralement, **la politique de l’eau des macronistes est bien trop insuffisante, comme le groupe parlementaire l’avait souligné lors de la présentation du plan eau du Gouvernement** (recul par rapport aux objectifs de sobriété de la consommation d’eau fixés lors des Assises de l’eau, pas de contribution du secteur agricole, moyens insuffisants pour lancer un plan de rénovation des canalisations, solutions technicistes, etc.). Les rapports se multiplient sur les pollutions de l’eau, notamment du fait de pesticides, y compris de certains pesticides interdits il y a des dizaines d’années. Malgré ces constats, la macronie fait tout l’inverse : elle souhaite réintroduire des néonicotinoïdes, et notamment l’acétamipride. Ces pesticides, définis comme « tueurs d’abeilles », détruisent la biodiversité et mettent en danger la santé des agriculteur·rices. Ils sont 5 000 à 10 000 fois plus toxiques que le DTT, un insecticide interdit dans les années 1970. Par ailleurs, les mesures concrètes et ambitieuses sur la protection des captages d’eau se font toujours attendre, de la part d’un Gouvernement ayant cédé à la FNSEA et renoncé à augmenter la redevance pour pollution diffuse en décembre 2023.



Farida Amrani et Gabriel Amard.

NOS RÉPONSES

Notre groupe parlementaire continue de refuser le déploiement des mégabassines. Le groupe s’est fermement opposé à la proposition de loi Duplomb qui comprenait un article visant à faciliter le déploiement des mégabassines. Nous avons réussi à faire supprimer cet article, en commission du développement durable, grâce à un amendement porté par notre groupe. Toutefois, **le coup de force anti-démocratique dont se sont rendus responsables la macronie, la Droite et le Rassemblement National a empêché l’examen en séance publique de la proposition de loi Duplomb, en ayant recours au « 49.3 parlementaire ».**

Lors de l’examen de la proposition de loi Duplomb, **notre groupe parlementaire a pu rappeler ses positions sur les mégabassines.** Nous avons défendu l’instauration d’un moratoire sur le déploiement de ces ouvrages, avec un amendement qui a été adopté lors de l’examen en commission du développement durable ! Notre groupe parlementaire s’oppose aux mégabassines, qui constituent un **accaparement de la ressource en eau** – ainsi que des financements de la politique de l’eau – au détriment de la majorité des usager·ères et des agriculteur·rices. En outre, ces mégabassines vont alimenter des productions très gourmandes en eau, notamment les productions céréalières, dont la production est souvent destinée à de l’export ou à l’élevage industriel. De plus, les mégabassines n’incitent à aucun changement de pratiques de la part des irrigants et **symbolisent la maladaptation au manque d’eau et aux conséquences du changement climatique.**

Face au risque sanitaire provoqué par Nestlé Waters, **notre groupe parlementaire a dénoncé un scandale d’État.** Mathilde Panot, la présidente de notre groupe parlementaire, a effectué un signalement au procureur de la République. Une proposition de résolution visant la création d’une commission d’enquête sur la responsabilité **des membres du Gouvernement dans la tromperie aux consommateur·rices** par des embouteilleurs du fait de l’utilisation de traitements interdits d’eaux contaminées a été déposée le 4 novembre 2024.

En outre, notre groupe parlementaire a **soutenu la proposition de loi visant à revenir sur le transfert obligatoire des compétences eau et assainissement vers les communautés de communes**, pour passer à un transfert optionnel. Notre groupe parlementaire a porté des amendements visant à aller plus loin, afin notamment de rétablir le caractère optionnel du transfert des compétences « eau » et « assainissement » pour tous les établissements publics de coopération intercommunale.

Enfin, notre groupe parlementaire a, une nouvelle fois, porté des **amendements visant à augmenter les dotations des Agences de l’eau** ou encore visant à lancer un **plan d’investissement dans le patrimoine de production et le renouvellement des canalisations.** Ces amendements ont été adoptés en commission du développement durable, mais la macronie ne les a pas retenus après avoir eu recours au 49.3, niant encore une fois le travail parlementaire.



Danièle Obono et Sarah Legrain avec la pancarte « On inscrit le consentement dans la loi ».

Violences sexistes et sexuelles

Les féminicides continuent, année après année : 139 féminicides en 2024 selon le Collectif #NousToutes. Au 6 juin 2025, 60 féminicides étaient décomptés depuis le 1^{er} janvier 2025. Malgré les opérations de comm’ de la macronie, le budget dédié à la lutte contre les violences faites aux femmes n’est pas à la hauteur. Les associations n’ont toujours pas obtenu les 2,6 milliards d’euros contre les violences faites aux femmes. Elles déplorent le manque de moyens pour accompagner les victimes mais également pour faire de la prévention. Moins de 15 % des élèves bénéficient de l’éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle (EVARS). Face aux violences sexuelles et sexistes (VSS), la macronie défend la surenchère pénale plutôt que le renforcement des moyens.

François Bayrou a menti à plusieurs reprises à la représentation nationale concernant l’affaire Bétharram. À ce jour, plus de 200 plaintes, notamment pour des faits de viol ou d’agression sexuelle, ont été déposées par d’ancien-n-es élèves de l’établissement privé Notre-Dame-de-Bétharram. La presse a révélé que François Bayrou était au courant depuis de nombreuses années des violences au sein de cette institution. Cela est d’autant plus grave que François Bayrou est ancien président du conseil départemental des Pyrénées-Atlantiques, ancien ministre de l’Éducation nationale et que ses propres enfants y ont été scolarisés.



NOS RÉPONSES

Notre groupe parlementaire a présenté, lors de notre niche parlementaire de novembre 2024, une proposition de loi visant à intégrer la notion de consentement dans la définition pénale des infractions d’agression sexuelle et de viol. Nous avons proposé une définition ambitieuse du consentement, qui prend en compte des circonstances environnantes. Face au blocage de la macronie, nous avons soutenu une autre proposition de loi visant à modifier la définition pénale du viol et des agressions sexuelles.

Notre groupe parlementaire a par ailleurs pris pleinement part aux travaux de la commission d’enquête relative aux violences commises dans les secteurs culturels, créée sous l’impulsion de l’actrice Judith Godrèche.

Notre groupe a déposé, à l’initiative de Sarah Legrain, une proposition de résolution visant à mettre fin à la victimisation secondaire lors des procédures judiciaires pour violences sexuelles. Cette victimisation secondaire survient lorsque les victimes d’actes criminels subissent une première blessure par le crime, et une seconde par les acteur-rices du système de justice pénale.

En outre, nous avons présenté, le 8 mars 2025, une proposition de loi visant à mettre fin au « devoir conjugal » dans le droit français. Comme l’affaire Pélicot l’a une fois de plus démontré, les viols conjugaux sont un fléau à combattre en France.

En outre, un colloque sur les violences conjugales en milieu rural a été organisé à l’initiative de la députée Manon Meunier, le 5 mars 2025.

Notre groupe parlementaire a déposé, à l’initiative de Louis Boyard, une proposition de loi portant sur l’accompagnement, dans le monde du travail, des personnes victimes de violences conjugales.

Notre groupe parlementaire a également porté de nombreux amendements sur la question des VSS au cours de l’examen du PLF 2025. Certains amendements ont été adoptés en commission des finances, notamment ceux concernant l’amélioration des conditions d’accueil des victimes de violences conjugales et de violences sexuelles hors couple en commissariat et gendarmerie, le financement du dispositif « Téléphone Grave Danger », le recrutement de magistrats spécialisés sur les VSS ainsi que la formation continue des magistrats sur ces questions. La macronie a balayé ces victoires avec un recours au 49.3, effaçant ainsi les avancées obtenues.

Andy Kerbrat, Nadège Abomangoli et Clémence Guetté à la Marche des Fiertés de Paris.



Droits des personnes LGBTI

En 2024, les infractions anti-LGBTI ont augmenté de 5% en France, et les crimes et les délits de 7%. La France est à la 15^e place du « Rainbow Index 2025 » : notre pays recule de deux places par rapport à 2024 en raison de l’absence de progrès législatifs sur l’autodétermination du genre, d’un manque de protection des mineur-es intersexes, ou encore de la restriction de l’accès aux subventions publiques pour les associations LGBTI. En témoigne le récent retrait, par Valérie Pécresse, de 50 000 euros de subventions de la région Ile-de-France à l’Inter-LGBT dans le cadre de l’organisation de la marche des fiertés 2025, ou l’adoption, en 2024, d’une proposition de loi visant à interdire les traitements hormonaux pour les mineur-es trans au Sénat. Un texte de « nature à porter atteinte aux droits et à l’intérêt supérieur » des enfants, selon la Défenseure des droits.

L’année 2024, qui a concentré de nombreuses échéances électorales en Europe et dans le monde, a été marquée par des attaques virulentes envers les personnes LGBTI. Les reculs se multiplient : adoption d’une loi anti « *propagande LGBT* » et interdiction de la pride de Budapest par Viktor Orban en Hongrie, décrets signés par Donald Trump attaquant les personnes trans dans l’armée et dans le sport ou restreignant les procédures de transition pour les mineur-es, interdiction de l’adoption par des personnes homosexuelles et transgenres en Géorgie... Plus récemment, en avril 2025, la Cour suprême britannique a acté que la définition légale d’une femme reposait sur le sexe biologique et non le genre : une victoire pour le lobby transphobe.



NOS RÉPONSES

La lutte pour les droits des personnes LGBTI est au cœur du combat contre toutes les formes d’oppression : pour défaire la remise en cause profonde des droits humains et des libertés fondamentales, il faut étendre et renforcer leurs droits.

En 2024 et 2025, le groupe LFI-NFP a placé ce combat au cœur de la bataille parlementaire, en déposant plusieurs propositions de loi et de résolution pour faciliter la reconnaissance du genre à l’état-civil, pour garantir l’accès à la procréation médicalement assistée, ou encore pour garantir une véritable éducation à la sexualité effective et obligatoire. Lors de l’examen des textes budgétaires à l’automne 2024, nos député-es ont défendu le financement d’un fonds de lutte contre les LGBTIphobies et l’augmentation de 30 % du budget alloué aux espaces de vie affective, relationnelle ou sexuelle.

Enfin, notre groupe parlementaire a publié un plan de lutte contre les LGBTIphobies en juin 2025. Il comporte un programme de gouvernement qui vise notamment la reconnaissance du droit à l’autodétermination de genre, l’interdiction effective des thérapies de conversion en ciblant les acteurs qui en font la promotion, l’établissement de la filiation par reconnaissance comme principe par défaut, un plan d’éradication des violences à l’encontre des personnes LGBTI, l’accroissement des moyens dédiés à la procréation médicalement assistée ainsi qu’aux associations féministes et LGBTI, le remboursement intégral des soins de transition, une stratégie nationale de prévention à destination des usager-es du chemsex, le renforcement de la prévention du VIH ou encore le développement de l’éducation à la santé sexuelle et de la lutte contre les discriminations liées à l’orientation sexuelle ou de l’identité de genre en milieu scolaire.



Ségolène Amiot et Arnaud Le Gall.

Egalité entre les femmes et les hommes

La macronie, en reprenant les thèmes de l'extrême-droite, menace les droits des femmes de régression. Chaque nouveau gouvernement a son lot d'anti-choix (anti-IVG, anti-PMA...). Le droit des femmes à disposer de leur corps, surtout si elles sont jeunes et/ou racisées, est continuellement attaqué. Le 16 janvier 2024, Macron a annoncé un plan de lutte contre l'infertilité afin de permettre le « *réarmement démographique* », reprenant ainsi le vocabulaire de l'extrême-droite. Notre groupe parlementaire s'oppose fermement à ce discours patriarcal visant à contrôler la natalité et le corps des femmes dont le rôle est cantonné à la reproduction.

La macronie ne défend pas les droits de toutes les femmes, dans la mesure où elle stigmatise les femmes musulmanes, cédant toujours un peu plus aux idées d'extrême-droite. L'école, l'université ou encore le sport ont été instrumentalisés, à de nombreuses reprises, à des fins islamophobes. Des ministres macronistes, en premier lieu Bruno Retailleau et Aurore Bergé, ont notamment exprimé le souhait d'interdire le port du voile aux personnes accompagnatrices des sorties scolaires ou dans le sport.

Sous la macronie, les inégalités de salaires entre femmes-hommes persistent à un niveau important. En 2023, le salaire moyen des femmes en France était inférieur de 22,2 % à celui des hommes, d'après l'Insee. La macronie

n'a pas pris de mesures contre les inégalités salariales, notamment pour lutter contre les temps partiels subis majoritairement par les femmes. Les inégalités se poursuivent à la retraite et ont été renforcées par l'injuste réforme des retraites portée par la macronie : le montant des pensions versées aux femmes hors réversion est inférieur de 40 % à celles versées aux hommes. Les discriminations subies par les femmes racisées et/ou en situation de handicap tout au long de leurs vies professionnelles aggravent davantage le phénomène des carrières hachées, et donc impactent encore plus défavorablement le niveau de leurs pensions.

Les gouvernements macronistes n'ont cessé d'organiser la casse des services publics, y compris avec un budget d'austérité historique pour 2025. **Les femmes en seront les premières victimes, alors qu'elles sont déjà les premières touchées par la paupérisation du pays en huit ans de macronie.** Outre la destruction des services publics, la macronie a mis une énergie considérable à la création d'un secteur marchand, en particulier celui des crèches. L'enquête de M. Castanet révèle l'existence d'un pacte secret entre le lobby des crèches privées et Aurore Bergé, à l'époque ministre des Solidarités en charge des crèches.



NOS RÉPONSES

Cette année, notre groupe parlementaire a célébré le premier anniversaire de la conquête historique de l'inscription dans la Constitution française de l'avortement. Devant le congrès réuni à Versailles, le 4 mars 2024, la France, de nouveau pionnière des droits humains, parlait au monde. Notre présidente Mathilde Panot dédiait alors cette victoire aux féministes de tous les pays : « Votre lutte est la nôtre, cette victoire est la vôtre ». Cette victoire a été arrachée par le travail intense de notre groupe parlementaire qui a fait adopter, dès 2022, une proposition de loi afin d'inscrire le droit à l'IVG dans la Constitution.

Notre groupe parlementaire a présenté, le 8 mars 2025, une proposition de loi visant à inscrire le principe de non régression des droits et des libertés des femmes dans la Constitution. Partout dans le monde, les droits des femmes subissent un « backlash » ou retour du bâton organisé par la droite et par l'extrême-droite. Pour notre groupe parlementaire, les droits des femmes ne doivent connaître que des progrès. Les régressions des droits des femmes s'opposent au principe d'égalité entre les femmes et les hommes et sont donc contraires aux droits humains, universels par nature. Ce principe de non-régression n'est donc pas un principe d'immobilisme, mais au contraire, de progrès constants. Les député-es insoumis-es ont défendu un féminisme populaire qui doit notamment s'attaquer aux origines sociales et économiques de la domination masculine. Nous avons présenté, à l'occasion du 8 mars 2025, un document intitulé *Pour un féminisme populaire, nous sommes prêt-es*, qui reprend nombre de nos propositions.

Nos député-es ont évidemment continué à porter des mesures de justice sociale qui favoriseraient les droits des femmes, comme le SMIC à 1600 € et évidemment l'abrogation de l'injuste réforme des retraites et un retour vers une retraite à 60 ans. La macronie annonçait une réforme « favorable » aux femmes. En réalité, l'allongement de la durée de travail sera majoritairement supporté par ces dernières. Celles nées en 1972 devront travailler neuf mois supplémentaires, contre cinq pour les hommes. Cet écart se creuse pour les assurées nées à partir de la génération 1980 : en travaillant en moyenne huit mois supplémentaires, ces femmes supporteront une augmentation du temps passé au travail deux fois supérieure à celle des hommes. Victimes de profondes inégalités durant leur vie professionnelle, premières concernées par le travail partiel subi, les carrières hachées et les inégalités salariales, les femmes sont déjà environ 20 % à devoir attendre l'âge d'annulation de la décote (67 ans) pour bénéficier de leur retraite.

Notre groupe parlementaire a porté une proposition de loi visant à reconnaître la pénibilité des métiers « féminisés » dans le cadre de notre niche parlementaire de novembre 2024. Ces métiers « féminisés » sont dévalorisés et mal rémunérés alors qu'ils sont essentiels au bon fonctionnement de notre société. Notre proposition de loi remédie à ce manque de reconnaissance et de compensation professionnelles en rétablissant les quatre critères de pénibilité supprimés par les ordonnances d'Emmanuel Macron et de Muriel Pénicaud en 2017. Elle propose également de créer un nouveau facteur de risque lié aux contraintes émotionnelles fortes auxquelles les travailleuses sont exposées dans les métiers du lien, du handicap, de l'éducation et du soin.

Notre groupe a porté une proposition de loi, à l'initiative de Gabrielle Cathala, visant à encadrer les temps partiels contraints. Les femmes représentent 83 % des 4,2 millions de salarié-es embauché-es à temps partiel. Les métiers plus féminisés que la moyenne recourent massivement à ces emplois à temps partiel mal rémunérés. Notre groupe parlementaire propose de diminuer les exonérations de cotisations des entreprises qui ont trop recours au temps partiel, d'augmenter le délai de prévenance des changements d'emploi du temps jusqu'à 14 jours, ou encore de majorer la rémunération des horaires décalés (le matin avant 9h et le soir après 18h) autant que le travail de nuit.

Notre groupe parlementaire est à l'initiative d'une mission d'information sur les politiques d'accompagnement à la parentalité, dont Sarah Legrain est co-rapporteuse. Ce travail s'inscrit dans la continuité du travail effectué dans le cadre d'une proposition de loi sur la mise en place d'un congé d'accueil de l'enfant identique et obligatoire pour les deux parents.



Mathilde Panot le jour du Congrès de Versailles pour constitutionnaliser l'IVG.



Bérenger Cernon.

Les député-es LFI-NFP en manifestation.



Transports

La macronie soutient des grands projets inutiles, aux conséquences écologiques désastreuses et décorrélés des besoins de mobilité du quotidien des citoyen·nes : autoroute A69, grand projet ferroviaire du Sud-Ouest (GPSO), Lyon-Turin, etc. Le Gouvernement soutient même une proposition de loi visant à valider de manière législative l'A69 alors que le tribunal administratif de Toulouse l'a jugé illégale et que la décision en appel n'a pas encore été prononcée ! **« En même temps », l'inaction en matière de planification de la bifurcation écologique est patente dans le domaine des transports :** pas de plan de relance du ferroviaire ; manque d'investissements dans l'entretien du réseau pourtant vétuste ; manque d'investissements suffisants pour la reconstitution d'un parc de trains de nuit ; coupes budgétaires pour le plan vélo dans le projet de loi de finances 2025 ; absence d'accompagnement de réduction du trafic aérien, etc.

La macronie a accéléré la destruction du fret ferroviaire, pourtant essentiel à la bifurcation écologique. Le 31 décembre 2024 à minuit, Fret SNCF, l'opérateur public historique, a été liquidé à la suite de l'accord passé entre le Gouvernement d'Emmanuel Macron et la Commission européenne. Cet accord de la honte va jeter des milliers de camions sur les routes et supprimer des centaines d'emplois de cheminot·es. Le groupe parlementaire s'est opposé à cette liquidation de Fret SNCF.

Les gouvernements macronistes sont incohérents sur la politique mise en œuvre concernant l'électrification des véhicules. Se targuant de mettre en place une politique ambitieuse en la matière, ils n'ont pas trouvé mieux que couper les fonds dédiés à cette électrification dans le projet de loi de finances 2025, au motif que le prix des véhicules électriques avait baissé. Toutefois, au vu des prix, seuls les plus riches ou les entreprises peuvent se payer des voitures électriques !

NOS RÉPONSES

Lors de notre niche parlementaire de novembre 2024, notre groupe a porté une proposition de loi visant à instaurer un moratoire sur les projets de création d'auto-roues et de de voies rapides à 2 x 2 voies, et notamment l'A69. Ces projets sont anachroniques au vu de l'urgence climatique : ils engendrent une destruction de la biodiversité, une hausse des pollutions et des émissions de gaz à effet de serre, et ont un impact sur la santé humaine et le vivant. Ces projets encouragent par ailleurs le recours à la voiture, peuvent conduire à renforcer la précarité mobilité et coûtent très cher, limitant les investissements dans des alternatives plus vertueuses ! Les député·es de l'extrême droite et de la macronie ont voté contre cette proposition de loi.

Notre groupe parlementaire a voté contre la réintroduction des zones à faibles émissions (ZFE) voulue par le Gouvernement. Dans leur conception actuelle, les ZFE pénalisent et culpabilisent les plus modestes. Pour une écologie populaire, notre groupe parlementaire a proposé dès 2022 un moratoire sur les ZFE pour les conditionner à un développement massif de l'offre de transport en commun. Alors que la pollution de l'air cause près de 40 000 décès prématurés chaque année, il est urgent de planifier nos mobilités en mettant de réels moyens dans des alternatives en transports en commun.

Par ailleurs, notre groupe parlementaire a déposé une proposition de loi, à l'initiative de Bérenger Cernon, visant à abaisser la TVA à 5,5 % sur les transports collectifs ferroviaires afin de favoriser les mobilités durables.

Notre groupe parlementaire a également porté, à l'initiative d'Arnaud Le Gall, une proposition de loi comprenant des mesures visant notamment à réduire le trafic aérien et les nuisances sonores liées à ce trafic.

Énergie

12 millions de personnes souffrent de précarité énergétique en France. La part des Français·es ayant eu froid dans l'année explose : en 2023, 3/4 des consommateur·rices déclarent avoir restreint leur chauffage pour limiter leurs factures, et 30 % déclarent souffrir du froid dans leur logement (contre 14 % en 2020 !). Les moins de 35 ans (43 %), les employé·es (42 %), les ouvrier·ères (39 %) et les locataires (37 %) sont les plus touché·es. Dans le même temps 55 % des Français·es ont souffert de la chaleur dans leur logement pendant au moins 24h en 2023. C'est 4 points de plus qu'en 2020.

En parallèle, l'augmentation du nombre d'interventions pour impayés d'énergie (gaz et électricité) se poursuit et atteint son niveau le plus élevé depuis 2015 : 1 000 908 ménages ont subi une intervention d'un fournisseur d'énergie en 2023 à la suite d'impayés, soit + 3 % par rapport à 2022, et + 49 % par rapport à la situation avant Covid en 2019. Plus du quart de ces interventions ont donné lieu à des coupures.

La seule réponse du Gouvernement : abandonner les prix de l'électricité aux mains du marché (dispositif post-Arenh), investir des dizaines de milliards dans de nouveaux réacteurs nucléaires qui ne seront prêts, s'ils fonctionnent, qu'après 2038, soit bien trop tard pour répondre à l'urgence climatique, et enfin, tout dernièrement, suspendre les aides à la rénovation thermique (MaPrimeRénov) !



NOS RÉPONSES

Pour éradiquer la précarité énergétique et atteindre la neutralité carbone, il est nécessaire de retrouver la maîtrise publique de la production et de la fourniture d'énergie, au travers du développement d'un pôle public de l'énergie.

C'est le sens de la proposition de loi sur l'énergie, rapportée par Alma Dufour, que notre groupe a portée à l'occasion de notre niche parlementaire 2024 : bloquer immédiatement les prix de l'énergie à un coût abordable, garantir à long terme des tarifs réglementés de vente d'électricité qui reflètent les coûts de production du système électrique français (et non pas les prix volatiles du marché), rétablir les tarifs réglementés de vente de gaz, et encadrer les marges des raffineurs. S'il n'a pas pu être débattu en hémicycle du fait de l'obstruction des macronistes sur notre proposition d'abrogation de la réforme des retraites, ce texte a été adopté par la commission des affaires économiques, dans une version certes amputée mais qui comprenait des avancées majeures : révision du mode de calcul des tarifs réglementés de vente d'électricité pour faire baisser les prix, rétablissement des tarifs réglementés de vente de gaz, et encadrement des marges des raffineurs.

C'est le sens des propositions qu'ont porté nos député·es chef·fes de file, Matthias Tavel, Maxime Laisney, Clémence Guetté et Anne Stambach-Terrenoir, à l'occasion de l'examen de la loi de programmation énergétique : refuser tout investissement ruineux dans la relance du nucléaire, fixer des objectifs ambitieux en matière d'énergies renouvelables en visant le 100 % renouvelables en 2050, décliner ces objectifs pour chaque filière (éolien en mer, éolien terrestre, photovoltaïque, hydrolien, hydroélectricité...), transformer EDF en établissement public, nationaliser entièrement Engie... Nous sommes parvenus à faire adopter en commission des amendements ambitieux sur le développement de l'éolien en mer notamment, mais ils ont été balayés en séance, dans un naufrage énergétique commun à la macronie, à LR et au RN. Ce naufrage continue de menacer les filières des renouvelables, qui emploient plus de 80 000 salarié·es, ce qui a conduit notre élu de Saint-Nazaire, Matthias Tavel, à déposer dès le rejet du texte une nouvelle proposition de loi visant à sécuriser le développement de l'éolien en mer.





Aymeric Caron.

Condition animale

La macronie continue de soutenir et d'encourager les élevages industriels dans lesquels la souffrance animale est importante. Dans la proposition de loi dite Duplomb, le Gouvernement macroniste soutient une mesure qui vise à faciliter la création, l'extension ou le regroupement d'élevages, au détriment de l'agriculture à taille humaine, ou de la polyculture-élevage. En effet, le but est de **simplifier le régime des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)**, en relevant les seuils au-delà desquels une installation est soumise à autorisation et pas seulement à un enregistrement. Avec une telle mesure, moins d'installations d'élevage seront concernées par une obligation d'autorisation et par l'obligation d'enquête publique qui l'accompagne. Une telle mesure risque **d'augmenter le nombre de très grandes installations d'élevage** et vise très clairement à répondre aux revendications des filières d'élevage intensif.

La macronie fait par ailleurs preuve de manque d'anticipation concernant les politiques relatives à la condition animale. En effet, aucune solution pour accueillir les orques et dauphins du Marineland d'Antibes n'a été anticipée alors que la fermeture du parc est une conséquence de la loi de 2021 sur le bien-être animal. Face à cela, notre groupe avait proposé, lors de l'examen du projet de loi de finances, d'allouer 15 millions d'euros pour créer un fonds pour les refuges et les sanctuaires. Il est urgent de mettre en place des structures d'accueil afin d'anticiper la fin de la captivité – des orques en 2025 et des dauphins en 2027 – car il y a un risque que les animaux soient transférés dans des pays où les standards de bien-être animal sont parfois quasi-inexistants.



NOS RÉPONSES

Notre groupe parlementaire a été force de propositions sur les questions relatives à la condition animale, avec notamment le dépôt de plusieurs propositions de loi sur ces sujets.

Notre groupe parlementaire a déposé, à l'initiative de Anne Stambach-Terrenoir, une **proposition de loi visant à instaurer un moratoire sur les projets de fermes aquacoles de saumons à circuit fermé.** Ces exploitations permettent de passer outre la contrainte de l'élevage en cages marines, en maintenant les saumons dans des bassins situés en pleine terre de la naissance à l'abattage. Cette technique d'élevage n'est pourtant pas totalement maîtrisée et présente des limites particulièrement inquiétantes (rejets d'eaux usées, apport en protéines animales nécessaire pour nourrir les saumons, entassement des saumons, etc.). Deux de ces projets sont aujourd'hui en cours d'installation en France : Pure Salmon en Gironde et Local Ocean dans le Pas-de-Calais. Notre groupe a déposé un amendement reprenant cette proposition dans le cadre de l'examen de la proposition de loi dite Duplomb : cet amendement a été adopté en commission, mais vu le 49.3 parlementaire, cette mesure risque de ne pas être reprise.

Notre groupe parlementaire a déposé, à l'initiative d'Aymeric Caron, une **proposition de loi visant à interdire l'élevage de poulpes sur le territoire français.** Les poulpes ne sont pas adaptés à l'élevage, puisqu'ils sont très solitaires et souffrent du surpeuplement. Rassembler autant de poulpes dans des bassins, où ils souffriraient de promiscuité, aboutirait nécessairement à un taux de mortalité extrêmement élevé.

D'autres propositions de loi ou propositions de résolution ont été déposées comme celles visant à **interdire la capture d'animaux par les pièges à colle ou à octroyer le statut d'animaux de compagnie aux animaux de rente** lorsqu'ils sont sortis du circuit de la chaîne alimentaire à l'initiative de Gabriel Amard, celle visant à **interdire les méthodes cruelles sur les pigeons** à l'initiative d'Ersilia Soudais ou encore celles **visant à interdire la chasse à la marmotte ou à abolir les combats de vaches d'Hérens** à l'initiative de Jean-François Coulomme.

Collectivités

Les gouvernements changent mais les collectivités territoriales demeurent leur éternelle variable d'ajustement et les relations entre l'exécutif et les élu-es locaux-les n'ont fait que se détériorer depuis un an.

Tandis qu'il était ministre démissionnaire, Bruno Le Maire a fait porter sur les collectivités la responsabilité du déficit, sans crédibilité aucune, afin de justifier l'austérité qui leur est imposée dans le budget 2025. Les montants des dotations de fonctionnement comme d'investissement stagnent, mais sont en réalité des baisses du fait de l'inflation. Alors que les impératifs liés à la transition énergétique sont considérables, le fonds vert a même diminué de plus de 50 % pour 2025 ! À côté des baisses de dotations s'ajoutent de nouveaux mécanismes pour contraindre encore les recettes des collectivités et donc, in fine, leurs dépenses. Le budget 2025 prévoit un gel de la dynamique de TVA dont les collectivités sont censées bénéficier du fait des suppressions d'impôts, et surtout un mécanisme de ponction sur recettes pour 2000 d'entre elles pour un prélèvement total d'un milliard d'euros ! En tout, ce budget prive les collectivités d'environ 8 milliards d'euros. C'est l'austérité pour tous-tes, partout, envers et contre les principes de libre-administration et d'autonomie financière des collectivités. Ces dernières subissent pourtant des dépenses contraintes du fait de décisions gouvernementales et de la conjoncture économique et sociale. Mais, le Gouvernement s'en moque, et les élu-es doivent se débrouiller pour trouver dans quels services publics couper pour survivre financièrement.

À l'approche des élections municipales, l'exécutif fait miroiter depuis plusieurs mois l'adoption d'une loi sur le statut de l'élu-e. Ce sont essentiellement des avancées limitées qui proposent seulement une vision individualiste de la fonction d'élu-e. Ici par la revalorisation des indemnités et des conditions matérielles d'exercice du mandat ou là sur la conciliation avec la vie professionnelle et personnelle. Elle n'apporte aucune réponse à une décentralisation à bout de souffle, plutôt que de permettre aux élus de retrouver les moyens de répondre aux besoins de leurs administrés et de redonner du sens à une démocratie locale en souffrance.



Gabriel Amard à la tribune.

NOS RÉPONSES

Lors de l'examen du budget à l'Assemblée nationale, les député-es insoumis-es ont fait adopter des amendements en faveur des collectivités territoriales, contrecarrant ainsi la politique de coupes budgétaires du Gouvernement.

À l'Assemblée, nous avons voté l'indexation de la dotation globale de fonctionnement, et des différentes dotations et subventions à destinations des collectivités sur l'inflation, soit au total une hausse des dotations aux collectivités de 537 millions d'euros ! Nous avons également voté le rétablissement progressif de la CVAE, la suppression de la réduction de l'assiette et du taux du FCTVA ainsi que celle de la ponction de 3 milliards d'euros prévue sur les recettes des collectivités. Enfin, nous avons abondé le fonds de sauvegarde des départements de 163 millions d'euros et réduit l'écart de dotations entre les communes rurales et urbaines.

Toutes ces victoires ont été balayées par le 49.3 et par le choix du Gouvernement de ne pas les conserver. Elles auraient pourtant constitué autant de mesures aux conséquences concrètes sur la vie quotidienne de nos concitoyen-nes. Cela aurait empêché certaines collectivités de devoir, encore une fois, réduire des services essentiels à la population, par exemple ceux dédiés à la petite enfance ou à l'accompagnement des plus fragiles, et d'abandonner des politiques publiques pourtant nécessaires, comme la rénovation ou la création d'équipements sportifs et culturels, voire d'écoles.

Mais nous avons pu arracher d'autres victoires au cours de l'année. Les Insoumis-es sont ainsi à l'origine de l'extension à l'ensemble des communes rurales d'une dérogation à la participation minimale pour la maîtrise d'ouvrage. Nous avons aussi permis grâce à nos voix l'adoption du projet de loi étendant la parité aux élections municipales pour l'ensemble des communes.

Santé

L'espérance de vie en bonne santé stagne dans les classes populaires. Des maladies archaïques font leur retour et frappent les plus pauvres : la tuberculose, le scorbut, la rougeole, la coqueluche, le choléra. Les moyens ne sont pas consacrés à la prise en charge de maladies chroniques plus nombreuses : diabète, maladies cardiovasculaires, tumeurs malignes, troubles psychiques, etc. La santé mentale se dégrade considérablement, avec pour cause la pauvreté qui gagne du terrain et les discriminations omniprésentes dans le pays.

Les hôpitaux sont lourdement endettés. Il manque 173 000 soignant-es et médecin-es. Les lits d'hôpitaux ferment massivement : notre pays en a perdu 34 000 sous Macron. Des patient-es meurent d'attendre sur des brancards aux urgences. La France est à 87 % un désert médical. Les trajets pour accéder aux soins s'allongent, de par la fermeture des hôpitaux et des maternités de proximité.

1,6 million de personnes renoncent aux soins chaque année. En 5 ans, le budget des frais de santé d'un ménage a augmenté de 75 % : plus de 500 euros supplémentaires par an ! La droite multiplie les mesures qui entravent l'accès aux soins : déport vers les assurances privées, hausses des franchises sur les consultations, les médicaments, les transports... Rien n'est fait pour lutter contre les dépassements d'honoraires qui privent les classes populaires de soins.

Notre souveraineté sanitaire est menacée par la rapacité du capital financier et le libéralisme borné des incompetents au pouvoir. Le laboratoire Sanofi a vendu sa filiale Opella, qui produit notamment Doliprane, à un fonds d'investissement américain. En cause : une activité rentable mais jamais assez lucrative aux yeux des actionnaires et un chèque de 200 millions d'euros promis à la directrice générale d'Opella en cas de vente. L'approvisionnement de notre pays en paracétamol se trouve donc à la merci d'investisseurs américains !



Maxime Laisney et Damien Maudet en manifestation.

NOS RÉPONSES

Pour préserver notre souveraineté sanitaire, Mathilde Panot a déposé une proposition de loi visant à garantir la souveraineté sanitaire de la France en provoquant la nationalisation de quatre laboratoires pharmaceutiques, dont Sanofi, ainsi que la création d'un pôle public du médicament.

De nombreux-ses député-es insoumis-es ont participé aux travaux du groupe sur les déserts médicaux qui a obtenu le vote de la régulation de l'installation des médecins pour lutter contre les déserts médicaux, dans les quartiers populaires et les zones rurales et de la fin de la pénalité tarifaire pour les patient-es ne trouvant pas de médecin traitant.

Afin que les patient-es puissent d'urgence accéder aux soins, une proposition de loi d'Hadrien Clouet proposait de libérer des milliers d'heures de consultation médicale, en supprimant des certificats médicaux inutiles et par l'auto-déclaration des arrêts maladie de courte durée.

Parce que les systèmes de soins reposent également sur des soignant-es malheureusement déconsidéré-es, la députée Karen Erodi a déposé une proposition de loi visant à valoriser le travail et la formation des infirmier-es en garantissant une rémunération digne et indexée sur l'inflation.

Pour lutter contre le recul de l'accès aux soins dans les territoires ruraux, la députée des Hautes-Pyrénées Sylvie Ferrer a déposé une proposition de loi facilitant l'installation des pharmacies.

Afin de protéger les mineurs des risques liés à la consommation d'alcool, notre député Loïc Prud'homme a déposé une proposition de loi transpartisane. Elle vise à interdire toute publicité en faveur de l'alcool sur les réseaux sociaux et à proximité des établissements scolaires.

Les Insoumis-es ont dénoncé la volonté du Gouvernement d'ubériser les transports sanitaires et soutenu les taxis en grève contre « l'impôt sur les déserts médicaux » qu'est la baisse de leurs tarifs pour 300 millions d'euros d'économie !



Manuel Bompard en Hémicycle.

Travail et emploi

La politique menée par Emmanuel Macron et ses alliés depuis 8 ans est une catastrophe pour l'emploi et le travail. Le droit du travail est démantelé, pour resserrer l'exploitation et promouvoir le travail précaire et à bas prix.

Le chômage progresse fortement. Notre pays compte près de 8 millions de personnes au chômage ou dans le halo du chômage. 3,4 millions de personnes n'ont aucune activité, un chiffre en hausse de 12,8 % en un an. Les licenciements économiques se multiplient : 300 000 emplois sont menacés. L'emploi précaire prolifère. Le nombre de micro-entrepreneur-ses, surtout des travailleur-ses pauvres, a augmenté de 1,8 million sous Macron. L'apprentissage, cadeau au patronat qui met les jeunes en danger, explose. La part de l'intérim dans l'emploi est en hausse. Les travailleur-ses pauvres sont de plus en plus nombreux-ses.

La France est la triste championne d'Europe des morts au travail. En 2023, 759 personnes ont perdu la vie en raison d'un accident du travail, parfois des enfants.



NOS RÉPONSES

Le groupe parlementaire LFI-NFP a régulièrement dénoncé l'inaction du Gouvernement sur le sujet de l'emploi et des licenciements. D'abord par 7 questions au Gouvernement : sur la situation à Thalès et à Airbus, à Michelin, à Vencorex, à Arcelor Mittal, etc. Dans la commission d'enquête sur les licenciements boursiers, les député-es insoumis-es ont confronté la direction d'ArcelorMittal à ses choix funestes.

Mathilde Panot a déposé, dès le début du mois de décembre 2024, une proposition de loi visant à interdire les licenciements économiques de grandes entreprises réalisant des bénéfices, servant des dividendes ou ayant bénéficié massivement d'aides publiques. Elle permettrait de couper l'accès aux aides publiques et aux exonérations de cotisations aux entreprises licencieuses abusives et de donner un droit de veto aux salarié-es sur ces licenciements boursiers. Manuel Bompard a déposé au nom du groupe une proposition de loi visant à faire du nombre d'accidents du travail un critère de sélection dans l'accès aux marchés publics.

Le groupe parlementaire LFI-NFP lutte contre les méfaits de la sous-traitance généralisée avec la proposition de loi de Matthias Tavel sur la responsabilité des donneurs d'ordre vis-à-vis des sous-traitants, des emplois et des territoires. Elle rend responsable les donneurs d'ordres en cas de licenciements et pose une limite d'un tiers à l'activité d'une entreprise pouvant être sous-traitée pour empêcher la prolifération de la sous-traitance.

Notre groupe a agi sans relâche pour protéger les droits des travailleur-ses, leur santé, le contenu et la qualité du travail avec un texte de Gabrielle Cathala permettant d'améliorer la vie professionnelle des femmes par l'encadrement du temps partiel contraint, visant aussi à lutter contre les horaires fragmentés, subis par tant de femmes. Une proposition de loi de Louis Boyard visait à protéger les personnes victimes de violences conjugales contre le licenciement et à accorder le droit aux victimes à des aménagements du temps de travail. Une autre proposition de loi déposée par Hadrien Clouet visait à protéger les travailleur-ses des températures extrêmes en établissant des seuils de température et en permettant à l'inspection du travail d'imposer des arrêts d'activité sur les chantiers du bâtiment ou de travaux publics.

Lors des discussions budgétaires, nous avons obtenu le vote de 3 milliards de crédits par amendements, pour revaloriser l'allocation de solidarité spécifique pour les chômeurs en fin de droits au niveau du seuil de pauvreté (2 milliards) ou encore empêcher la suppression de 500 postes à France Travail (500 millions). Ces conquêtes ont malheureusement été balayées par le 49.3 d'un gouvernement illégitime, soutenu par tous ceux qui ont refusé de le censurer.



Conférence sur le logement
lors des AMFIS 2024 avec Aurélien Le Coq.

Logement

En 2017, le candidat Macron promettait que plus personne ne serait à la rue avant la fin de l'année. 7 ans après, le constat est dramatique. La Fondation pour le logement des défavorisés recense 15 millions de personnes dans le « halo » du mal-logement et 350 000 personnes sans domicile fixe. Le nombre de personnes sans-abri a doublé en 10 ans. Au moins 855 personnes sont mortes de la rue en 2024, soit 120 de plus qu'en 2023, dont 19 enfants de moins de 4 ans. Enfin, 24 000 ménages ont été expulsés de leur logement. Ces chiffres inédits dépassent le record précédent de 19 000 expulsions en 2023, et ont plus que doublé depuis 10 ans. L'année 2024 souligne le durcissement des politiques en matière d'expulsions et de sans-abrisme. Certains enfants naissent et vivent leurs premières années dans la rue ou à l'hôtel. Le Gouvernement aggrave cet état de fait en baissant de 1,6 milliard d'euros le budget pour le logement en 2025.

Avec ce Gouvernement, la précarité énergétique d'été comme d'hiver peut attendre. La macronie n'a pas de problème à ce que les plus précaires continuent de vivre dans des bouilloires ou des passoires thermiques, faute de rénovation thermique globale. Emmanuel Macron et ses gouvernements ont acté des coupes budgétaires sans précédent dans le projet de loi de finances 2025. Les fonds prévus pour la rénovation thermique ont baissé de près de 2,5 milliards d'euros par rapport aux annonces faites par le Gouvernement lors du projet de loi de finances de 2024. Pire, en juin 2025, le Gouvernement a annoncé la suspension du dispositif, allant à rebours de l'urgence sociale et environnementale et rendant très difficile la structuration de la filière de rénovation !

NOS RÉPONSES

Notre groupe parlementaire a proposé des amendements lors de l'examen du projet de loi de finances pour l'année 2025 visant à rehausser les fonds dédiés à MaPrimeRenov. À l'heure actuelle et encore plus avec les coupes budgétaires, les montants dédiés à la rénovation thermique sont insuffisants pour rénover les 5,2 millions de résidences principales qui sont des passoires thermiques. Notre groupe parlementaire a également proposé de mettre en place un reste à charge zéro pour les ménages les plus modestes réalisant une rénovation thermique globale. Le reste à charge est aujourd'hui prohibitif et peut représenter plusieurs années de revenus, ce qui est un frein à la massification de la rénovation.

À l'occasion du PLF, nous avons aussi proposé de nombreuses mesures budgétaires pour remédier à la crise du logement : relancer la construction de logement social en augmentant massivement les aides à la pierre et en supprimant la mal-nommée « Réduction de loyer de solidarité » (RLS), qui pénalise les bailleurs sociaux sans aider les locataires, construction de 15 000 logements étudiants, mise au norme de 60 000 logements insalubres, augmentation des APL, augmentation des moyens de l'Agence nationale de la rénovation urbaine, mise en place d'une garantie universelle des loyers...

Face au drame du sans-abrisme, notre député Jérôme Legavre a travaillé aux côtés des associations de Seine-Saint-Denis, dans un département particulièrement touché par le phénomène.

Enfin, nous sommes fier-es d'avoir soutenu et permis l'adoption définitive d'une proposition de loi visant à étendre le dispositif d'encadrement des loyers dans les outre-mer, remédiant ainsi à une injustice majeure : depuis la mise en place de l'encadrement des loyers en 2014, aucune commune ultramarine n'était éligible au dispositif ! Grâce à la proposition de loi que nous avons permis d'adopter, 38 communes ultra-marines en zone tendue deviendront éligibles à l'encadrement des loyers, permettant d'apporter une réponse concrète et immédiate au problème de la vie chère outre-mer.



Aurélien Saintoul en visite à la maison bleue
dans sa circonscription.



Grand âge et petite enfance

La précarité et l'exclusion sociale touchent de plein fouet les plus jeunes et les plus âgé-es. Les constats sont alarmants : la France compte 3 millions d'enfants pauvres et plus de 300 000 enfants âgés de moins de 3 ans vivent dans des conditions de privation alimentaire et hygiénique, une situation aggravée par l'inflation. 2 millions de personnes de 60 ans et plus vivent sous le seuil de pauvreté et plus de 500 000 d'entre elles sont en situation de « mort sociale ». Face aux besoins croissants aux deux extrémités de la vie, les secteurs du grand-âge et de la petite enfance traversent une crise structurelle.

La marchandisation et le sous-financement ont dégradé la qualité de l'accueil et des conditions de travail. Les scandales Orpea et People & Baby ont révélé l'ampleur des dérives du privé lucratif envers nos enfants et nos aîné-es, maltraité-es au profit d'une course à la rentabilité. Les crèches et Ehpad publics et non lucratifs sont confrontés à la pénurie de moyens humains et financiers. 61 % des Ehpad déclarent rencontrer des difficultés de recrutement et deux tiers d'entre eux ont fini l'année 2024 en déficit. Il manque près de 10 000 professionnels en crèches, où les places sont déjà insuffisantes. Cette situation est la conséquence d'une politique du low-cost où les professionnels doivent toujours faire plus avec moins, où la valeur sociale de leur travail ne se traduit aucunement dans leur rémunération, et où la pénibilité de leur métier ne fait l'objet d'aucune reconnaissance.

Les nécessaires réformes du grand âge et de la politique familiale sont au point mort, et le Gouvernement a refusé de déposer une loi de programmation pluriannuelle sur le grand âge avant le 31 décembre dernier, alors que la loi l'y obligeait. Le budget de la sécurité sociale pour 2025 ne proposait aucune mesure structurante ni les moyens pour adapter la société française au vieillissement et améliorer la vie des familles après la naissance d'un enfant. Alors que le secteur du bien vieillir demandait 1,2 milliard d'euros en urgence, seuls 200 millions issus d'un précédent gel de crédits ont été débloqués ! La sous-indexation des allocations familiales sur l'inflation a aggravé la perte de pouvoir d'achat des ménages, alors que 50 % des Français-es déclarent avoir déjà dû renoncer à se nourrir à leur faim pour pouvoir nourrir leurs enfants.



NOS RÉPONSES

Début septembre 2024, la publication du livre *Les Ogres* de Victor Castanet a confirmé l'existence d'un pacte secret entre le lobby des crèches privées et la ministre Aurore Bergé pour préserver les intérêts des grands groupes du secteur. Il révèle qu'au printemps 2024, la ministre a menti sous serment devant la commission d'enquête sur le business des crèches privées lucratives créée à l'initiative de William Martinet, alors député insoumis. Les Insoumis-es se sont battu-es pour que l'Assemblée nationale saisisse la justice pour parjure, qui a abouti à l'ouverture d'une information judiciaire par la Cour de justice de la République et à des perquisitions au domicile de la ministre.

À l'automne 2024, le député Louis Boyard a été nommé rapporteur de la branche famille du budget de la sécurité sociale pour défendre le versement des allocations familiales dès le premier enfant, accroître les recettes pour financer la branche famille à hauteur des besoins, réformer le mode de financement des crèches et le congé paternité, ou encore déconjugaliser l'allocation de soutien familial. Concernant le grand-âge, les Insoumis-es se sont battu-es contre la création d'une deuxième journée de travail gratuit pour financer l'autonomie : le député Hadrien Clouet a déposé une proposition de loi créant une journée de solidarité des actionnaires au bénéfice des personnes âgées.

Plus généralement, nos député-es ont déposé de nombreux amendements pour financer un service public de la dépendance et lutter contre la précarité de nos aîné-es : faire contribuer les grands héritages et les fonds de pension au financement de l'autonomie, revaloriser les tarifs socle des aides à domicile et les salaires en Ehpad, supprimer la récupération sur succession du minimum vieillesse et augmenter l'allocation au niveau de seuil de pauvreté, augmenter les budgets des établissements et services étranglés par l'inflation... Autant de propositions qui n'ont pu être débattues à cause de l'usage du 49.3. Enfin, plusieurs député-es insoumis-es comme Sylvain Carrière se sont mobilisé-es contre l'augmentation des tarifs des Ehpad permise par décret dès janvier 2025 : face à l'étau budgétaire, les établissements se retrouvent obligés d'augmenter les prix alors que le reste à charge moyen par résident-e est déjà de 1 957 € par mois !

Droits des enfants

LE SCANDALE DES ENFANTS À LA RUE

L'urgence sociale n'épargne pas les enfants, bien au contraire. Selon le dernier Baromètre des enfants à la rue publié par l'UNICEF et la Fédération des acteurs de la solidarité (FAS) en août 2024, au moins 2 043 enfants dorment à la rue chaque soir en France, dont 467 ont moins de 3 ans. C'est une hausse de 120 % depuis 2020, conséquence directe des politiques de précarisation et de casse du droit au logement sous Macron. Si ces chiffres illustrent une situation dramatique, ils ne sont pas exhaustifs, car ils ne comptabilisent pas les personnes qui ne recourent pas ou ne parviennent pas à joindre le 115, et les mineur-es non-accompagné-es. En dépit de la promesse « *Zéro enfant dans la rue* » du Gouvernement Borne, qui s'est révélée être un échec national, aucune mesure d'urgence efficace n'a été prise. Pire encore, le déblocage des 120 millions d'euros promis en janvier 2024 en pleine vague de froid n'a jamais été suivi d'effet. Aucun moyen supplémentaire n'a été attribué aux associations. Résultat : la crise continue, les enfants dorment toujours dehors, en violation flagrante de la Convention internationale des droits de l'enfant.

NOS RÉPONSES

Les Insoumis-es ont porté des mesures concrètes pour garantir le droit au logement, en particulier pour les enfants à la rue. Cela comprend la création immédiate de places d'hébergement d'urgence, la prise en charge effective des mineur-es non-accompagné-es, la relance de la construction de logements sociaux et l'abrogation de la loi Kasbarian, qui criminalise la précarité.

PROTECTION DE L'ENFANCE : QUAND L'ÉTAT ÉCHOUE À PROTÉGER LES PLUS FAIBLES

Les violences faites aux enfants explosent avec au moins 77 infanticides recensés en 2024 (+57,14 % par rapport à 2021). Fin 2023, ce sont 396 900 enfants (+47 % par rapport à 1998) et jeunes majeur-es qui étaient suivis par l'aide sociale à l'enfance. Pourtant, face à cette hausse, l'État recule. Faute de moyens, en 2023, au moins 3 350 mesures de placements (hors placements à domicile) n'ont pas été exécutées et 77 % des juges des enfants renoncent à placer des enfants en danger faute de places. À cela s'ajoutent les mesures de placements mal-exécutées, illustrées par le décès tragique de Lily, 15 ans, confiée à l'ASE depuis 2022, qui s'est donnée la mort dans la chambre d'hôtel qu'elle occupait depuis août 2023. Pourtant, la loi Taquet du 7 février 2022, censée améliorer les conditions d'accueil des enfants confiés à l'ASE, prévoyait d'interdire les placements à hôtel. Problème : le décret n'a été publié que le 18 février 2024, soit deux ans plus tard ! De plus, ce décret se révèle extrêmement décevant puisqu'il permet des exceptions. Sans compter le manque de contrôle auprès des familles d'accueil : selon un rapport de la DREES de 2024 : 68 % des familles d'accueil déclarent n'avoir jamais été contrôlées au cours de leur carrière.

Depuis des années, les professionnel·les tirent la sonnette d'alarme sur l'état de l'Aide sociale à l'enfance, dénonçant le manque criant de moyens, la « culture du placement » et la « violence institutionnelle » qui gangrènent le secteur. Épuisé-es, sous-payé-es, ils et elles portent à bout de bras un système de protection de l'enfance qui menace de s'effondrer.

NOS RÉPONSES

Les Insoumis-es proposent des mesures concrètes : une recentralisation du dispositif de l'Aide sociale à l'enfance, un renforcement massif des moyens financiers et humains, afin de garantir un accompagnement éducatif de qualité. La construction de nouveaux foyers permettrait de mieux organiser les placements en séparant les tranches d'âge, en préservant les fratries et en créant des centres spécialisés pour les jeunes victimes d'agressions sexuelles. Notre programme insiste sur l'urgence d'en finir avec les pratiques indignes, telles que les placements à l'hôtel, et propose d'étendre la prise en charge jusqu'à 25 ans via un contrat jeune majeur obligatoire.

Le 13 septembre 2024, notre groupe a déposé une proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les carences de l'action publique en matière de protection de l'enfance et sur les décès et disparitions d'enfants placés à l'aide sociale à l'enfance. Le 11 mars 2025, Marianne Maximi a déposé une proposition de loi visant à interdire définitivement les placements à l'hôtel des mineur-es relevant de l'ASE, et à supprimer toute dérogation à cette interdiction. Le 18 mars, Alma Dufour et deux autres député-es ont déposé une proposition de loi destinée à réduire la non-exécution et les délais d'exécution des mesures de protection des enfants en danger.



Les député-es LFI-NFP en manifestation.

LA MACRONIE REMET EN CAUSE LES FONDEMENTS DE LA JUSTICE DES MINEUR-ES

Gabriel Attal, alors Premier ministre, avait annoncé dès février 2024 son souhait de durcir la réponse pénale contre les mineur-es. De retour sur les bancs de l'Assemblée nationale, il a déposé une proposition de loi qui remet en cause le principe de l'atténuation de responsabilité des mineur-es, et favorise la pénalisation de ces dernier-es, notamment en créant une comparution immédiate couplée à l'audience unique. Ce processus permet de juger de manière expresse des mineur-es récidivistes. Cette loi a été largement adoptée par les macronistes avec le soutien infaillible du Rassemblement National. L'adoption de cette loi est un nouveau marqueur de la dérive autoritaire du pouvoir. Or, la situation de la justice pénale des mineur-es est grave : plus de 3 000 mesures éducatives sont en attente d'exécution faute de moyens en 2024. Il n'y a plus assez d'agent-es de la protection judiciaire de la jeunesse pour prendre en charge les mineur-es. Alors même que la délinquance des mineur-es tend, comme toute forme de délinquance, à baisser dans nos sociétés, le nombre de mineur-es incarcéré-es reste relativement stable depuis 2019 (environ 800 mineur-es par an). Rappelons-le, plus de la moitié des mineur-es délinquant-es bénéficient de mesures d'assistance éducative. C'est donc d'abord une responsabilité de la société et de l'État.

NOS RÉPONSES

En plus de nos amendements de suppression sur la proposition de loi de Gabriel Attal, nos député-es ont déposé plusieurs amendements pour promouvoir une justice pénale des mineur-es tournée vers l'éducatif. **Nous défendons une justice qui reprend les principes fondamentaux de l'ordonnance du 2 février 1945 et de la Convention internationale des droits de l'enfant :** atténuation de la responsabilité pénale des mineur-es en fonction de leur âge ; primauté de l'éducatif sur le répressif ; spécialisation des juridictions et des procédures.

Éducation

Présentée par tous les gouvernements successifs comme une priorité de l'action publique, cette déclaration d'intention ne s'est malheureusement jamais traduite dans les faits.

L'examen des crédits qui y sont alloués pour l'année 2025 en est une preuve éclatante. Alors même que l'adoption du budget initial de l'année par 49.3 s'est traduite pour l'Éducation nationale par des baisses particulièrement fortes, la signature du décret du 25 avril 2025 a entraîné une coupe supplémentaire de 95 millions d'euros (dont 35 millions d'euros rien que pour l'enseignement scolaire public du 2nd degré). Ce budget austéritaire a ainsi renforcé les difficultés structurelles de l'école publique : surcharge des classes (la France est la championne d'Europe en la matière), baisses des fonds sociaux alloués aux élèves ou encore renforcement de la crise de l'attractivité du métier d'enseignant-e. En effet, dans une note publiée en décembre 2024 par la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) du ministère de l'Éducation nationale, en prenant en compte tous les dispositifs de rémunération existants, on constate que 43 % des enseignant-es du 1^{er} degré ont par exemple connu au niveau individuel une diminution de leur salaire net.

Plutôt que de s'attaquer aux vraies causes de la crise d'attractivité du métier d'enseignant-e, le Gouvernement préfère pondre en catimini une énième réforme du concours d'accès au métier en passant par décret, sans aucune concertation réelle préalable. Véritable 49.3 éducatif, cette réforme prévoit notamment l'avancement des concours de recrutement à Bac + 3, la création d'une licence pluridisciplinaire spécifique « professorat des écoles » pour l'accès aux concours du 1^{er} degré, ou encore une formation en master rémunérée et en alternance. Pourtant, de l'avis quasi-unanime des professionnel·les du secteur, la réforme proposée par le Gouvernement ne va que renforcer la déqualification du métier – réduction drastique du niveau d'exigence des concours d'entrée dans le métier, sous-rémunération des lauréats du concours pendant leur formation ou encore responsabilisation précoce de ces derniers qui doivent être en stage en classe dès le M1, ce qui rend difficile la poursuite en parallèle d'un cursus académique d'acquisition des connaissances indispensables à l'exercice du métier. Cette réforme, conçue à la va-vite, ne semble avoir été promulguée que pour répondre au manque d'enseignant-es à très court-terme au vu de l'urgence de la situation : comme le rappelle le Snes-FSU, à la rentrée 2024, il manquait au moins 1 professeur-e dans 56 % des collèges et lycées.



Paul Vannier et Aurélie Trouvé en manifestation.

L'école a de nouveau été instrumentalisée comme outil de discrimination. En janvier dernier, le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau a annoncé son souhait d'interdire le port du voile aux personnes accompagnatrices des sorties scolaires, en déclarant notamment que « *Le voile n'est pas un simple bout de tissu : c'est un étendard pour l'islamisme* ». Or, cette mesure est illégale : ainsi, comme l'a rappelé le Conseil d'État dès décembre 2013, les personnes accompagnatrices des sorties scolaires ne sont ni des agents, ni des collaborateurs du service public, mais des usagers du service public. Cela signifie donc qu'en principe, elles ne sont pas soumises au principe de neutralité religieuse. Il s'agit ainsi à nouveau d'un détournement du principe de la laïcité. Cette annonce s'inscrit en réalité dans une offensive réactionnaire plus globale de l'extrême droite contre l'école, qui en a fait un lieu de bataille idéologique pour faire avancer ses idées islamophobes et n'est malheureusement pas un coup d'essai (cf. par exemple, l'interdiction de l'abaya).



NOS RÉPONSES

Face à la casse institutionnalisée de l'Éducation nationale, nous avons démontré qu'un autre modèle était possible.

Lors des discussions budgétaires, nous avons réussi à faire adopter de nombreuses avancées en matière scolaire en commission des finances en octobre 2024 : gratuité intégrale de l'école comprenant notamment la cantine, les fournitures, les transports, ou encore les manuels (6,2 milliards d'euros), la création d'un corps de fonctionnaires de catégorie B pour les AESH (702 millions d'euros) ou encore l'annulation de la très justement décriée suppression des 4 000 postes d'enseignant-es, envisagée jusqu'à la dernière seconde par le Gouvernement (estimée à 200 millions d'euros). **Nous avons même réussi à faire adopter des amendements de principe tendant par exemple à supprimer les groupes de niveaux au collège – permettant ainsi aux député-es de se prononcer pour la première fois sur la réforme du « choc des savoirs » imposée sans n'avoir jamais été débattue ni votée par l'Assemblée nationale.** Cela démontre qu'il existe une majorité à l'Assemblée et dans le pays pour faire adopter l'ensemble de ces mesures, défendues depuis de nombreuses années par la France Insoumise. Malheureusement, l'usage autoritaire du 49.3 a balayé ces avancées pourtant cruciales.

Dans le cadre de notre niche parlementaire du 28 novembre 2024, nous avons également réussi à inscrire à l'ordre du jour de l'Assemblée une proposition de loi « *visant la refondation du modèle de financement public des établissements privés sous contrat afin de garantir la mixité sociale en leur sein* ». En effet, en France, les établissements privés sous contrat avec l'État bénéficient d'un niveau de financement public très important (76,2 % du budget des établissements du premier degré et 74,7 % de ceux du second degré).

Néanmoins, le modèle français – qui se caractérise par un niveau de financement public très fort – se distingue également par la faiblesse des obligations imposées aux établissements privés. Résultat : on assiste à une explosion des inégalités sociales entre public et privé. Cette proposition de loi vise à lutter contre cette ségrégation socio-scolaire financée par l'État en imposant un mécanisme de modulation à la baisse du financement public des établissements privés sous contrat qui y contribuent le plus, en se basant sur le respect d'un indicateur de mixité sociale. Examinée en commission des affaires culturelles et de l'éducation à l'Assemblée, son examen a permis de mettre en évidence le consensus qui règne sur le sujet au sein du Nouveau Front Populaire, mais également l'opposition caricaturale de l'arc réactionnaire macro-lepéniste sur le sujet, qui se cache derrière l'épouvantail de la « guerre scolaire » pour en réalité ne pas toucher aux privilèges des établissements privés.

Outre l'énorme travail également mené sur la commission d'enquête sur « *les modalités du contrôle par l'État et de la prévention des violences dans les établissements scolaires* » (cf. supra), les député-es du groupe ont également profité de l'examen de différents textes parlementaires pour dénoncer les inégalités scolaires qui ne cessent de se creuser au fil des années par le manque de moyens qui y sont alloués. Ils et elles se sont également mobilisé-es partout en France sur leurs circonscriptions pour dénoncer des fermetures de classes, les enfants à la rue, la non-affectation de nombreux élèves au sein d'établissements scolaires, le non-remplacement des professeur-es – tous ces éléments créant une rupture du droit fondamental à l'éducation.

Jeunesse et vie étudiante

Depuis 2017, la macronie s’est méthodiquement employée à plonger les étudiantes et étudiants du pays dans la précarité la plus totale. Les chiffres parlent d’eux-mêmes : selon l’Union étudiante, 1 étudiant-e sur 2 est mal-logé-e, et ces dernier-es doivent payer 987 € de plus par an par rapport à 2017 pour pouvoir se loger dans le privé (351 € de hausse annuelle de loyer au CROUS depuis 2017). De plus, leurs dépenses essentielles ont augmenté de 20,80 % (soit 166 € de plus chaque mois), et le nombre de boursier-es a baissé de 7,8 %, alors que le nombre d’étudiant-es a augmenté de 1,5 % dans le même temps. Cette précarité pousse ainsi les étudiant-es à faire des arbitrages au quotidien dont les effets peuvent être dramatiques.

La question de la précarité alimentaire est devenue particulièrement urgente. Selon le dernier Baromètre réalisé en octobre 2024 pour l’association COP1, 36 % des étudiant-es ont déjà sauté souvent ou de temps en temps des repas par manque d’argent et 18 % des étudiant-es ont déjà eu recours à l’aide alimentaire, soit près d’1 étudiant-e sur 5.

Or, le Gouvernement n’est absolument pas à la hauteur sur cette question. Face à ce phénomène d’ampleur, sa seule réponse a été d’annoncer la mise en place d’une aide financière mensuelle d’un montant de 40 € par mois pour les boursiers et de 20 € pour les non-boursiers à destination des étudiant-es ne disposant pas d’un restaurant CROUS, ou conventionné, à proximité. Or, l’aide proposée est ridicule – elle ne concerne que 100 000 étudiant-es et représente moins d’1 € par jour pour les non-boursier-es (moins de 2 € pour les boursier-es).

De façon générale, le Gouvernement a continué de ne pas tenir ses engagements en faveur des jeunes (construction de seulement 4 864 nouveaux logements CROUS sur les 60 000 logements promis, réforme structurelle des bourses toujours en attente...) mais va même plus loin en instrumentalisant à nouveau la question du voile. Le ministre de l’Intérieur, Bruno Retailleau, a ainsi réaffirmé à de nombreuses reprises son souhait d’interdire le port du voile à l’Université – ce qui serait contraire au principe de laïcité, aux principes de la loi de 2004 sur l’interdiction du port de signes religieux à l’école (qui ne s’applique pas à l’Université) et représente une nouvelle mesure discriminatoire à l’encontre des étudiant-es de confession musulmane, par ailleurs de plus en plus marginalisés dans tous les domaines de la société.



Marie Mesmeur à la tribune de l’Assemblée nationale.

NOS RÉPONSES

Fidèles au programme que nous portons depuis des années et aux positions défendues à l’Assemblée, nous avons saisi toutes les opportunités pour faire avancer la lutte contre la précarité étudiante et leur permettre d’étudier dans des conditions matérielles satisfaisantes, indispensables à une véritable politique d’émancipation intellectuelle et sociale.

Ainsi, nous avons voté en faveur de l’adoption de la proposition de loi visant à généraliser les repas CROUS à 1 € en janvier dernier (contrairement aux député-es macronistes qui avaient déserté l’hémicycle pour ne pas avoir à le voter), et ce, conformément à l’engagement que nous avons pris au sein du programme du Nouveau Front Populaire et de la France insoumise. Nous avons également défendu un ensemble de mesures, notamment lors des discussions budgétaires pour l’année 2025 : gratuité intégrale des repas CROUS (100 millions d’euros), plan d’investissement pour assurer la construction de 1 000 logements universitaires supplémentaires par an (1,050 milliard d’euros), suppression de la contribution à la vie étudiante et de campus – véritable impôt étudiant (178 millions d’euros) ou encore gratuité de l’accès à l’Université. Rejeté de manière générale en commission par l’alliance des voix macronistes et de celles du RN, l’usage du 49.3 par le Gouvernement pour faire adopter son budget austéritaire a fini de bloquer définitivement les étudiant-es et les jeunes du pays dans une précarité insupportable.

Enseignement supérieur et recherche

La casse du service public de l’enseignement supérieur et de la recherche (ESR) s’est poursuivie en 2025.

Le projet de loi de finances présenté en octobre 2024 a consacré la part la plus faible du budget de l’État à l’enseignement supérieur et la recherche depuis plus de 20 ans ! Au final, il a entériné une baisse des moyens alloués d’un milliard et demi d’euros, à laquelle il faut ajouter une coupe supplémentaire de 387 millions d’euros dans un décret du 25 avril 2025. **Ces coupes sont d’autant plus graves qu’elles interviennent dans un contexte international où la notion même de liberté académique est remise en cause, à la fois aux États-Unis, mais également en France (dénonciation de l’islamo-gauchisme, violation du principe millénaire de franchise universitaire...).** Et ce n’est pas l’annonce par Emmanuel Macron et la présidente de la Commission européenne Ursula Von der Leyen du programme « Choose Europe for Science » en mai 2025 consacré à l’accueil de chercheur-es étranger-ères en exil qui va améliorer la situation : les 100 millions d’euros qui y sont consacrés en France ne compensent pas les crédits annulés en avril 2025 !

En parallèle, **la répression des mouvements en faveur du soutien à la Palestine a été particulièrement virulente cette année.** Celle-ci s’incarne à l’Assemblée nationale par l’examen d’une proposition de loi en février 2025 qui, prétendument pour lutter « contre l’antisémitisme dans l’enseignement supérieur », va en réalité renforcer la répression à l’encontre des mouvements pro-palestiniens en visant notamment à assimiler antisémitisme et antisionisme. Elle permettra même de sanctionner des étudiant-es pour des faits commis à l’intérieur ou à l’extérieur des établissements par des commissions disciplinaires à la main des recteurs, eux-mêmes nommés par l’exécutif et ne faisant pas partie de la communauté académique. Adoptée avec les voix des Écologistes et des Socialistes à l’Assemblée, cette loi liberticide est pourtant quasi unanimement dénoncée par les syndicats étudiants. Une motion du Conseil national de l’enseignement supérieur et de la recherche (CNESER), adoptée à l’unanimité le 20 mai 2025, demandait également son retrait immédiat. La lutte contre toutes les formes de racisme, dont l’antisémitisme, ne nécessite pas davantage de dispositifs répressifs, mais des moyens financiers et humains pour prévenir et former personnels et étudiant-es.



Arnaud Saint-Martin en manifestation.

NOS RÉPONSES

Face à cette offensive réactionnaire et austéritaire, nous avons continué à défendre les moyens du service public de l’enseignement supérieur et de la recherche, au service d’une politique ambitieuse d’émancipation intellectuelle.

Lors des discussions budgétaires, nous avons défendu des amendements visant à augmenter de 15 % le budget alloué aux universités (2,292 milliards d’euros), créer 130 000 places en licence pour abolir la sélection à l’entrée de l’université et redonner à chacun-e le droit d’étudier dans la filière de son choix (1,5 milliard d’euros), créer 27 000 places en master afin de supprimer la sélection entre la licence et le master (303 millions d’euros) ou encore un plan de construction et de rénovation de laboratoires, de lieux d’enseignement et de vie étudiante (1,4 milliard d’euros).

Nos député-es ont sillonné l’ensemble du territoire pour soutenir les mobilisations en faveur de la paix à Gaza – et ce, malgré les diverses tentatives d’interdire des conférences que nous organisons sur le sujet. Face aux attaques contre la liberté académique, nous avons également pleinement soutenu le mouvement citoyen « Stand Up for Science » qui permet de rendre visibles les attaques contre les sciences et la liberté académique.

Handicap

Notre pays compte 12 millions de personnes en situation de handicap dont les droits fondamentaux ne sont pas respectés. La macronie néglige les droits des personnes handicapées, si bien qu'un Premier ministre illégitime a osé composer un gouvernement sans ministre chargé du handicap, avant d'y remédier face au tollé dans l'opinion.

La vie des personnes en situation de handicap est marquée par l'inaccessibilité de nombreux lieux, services et activités pourtant essentiels. Une enquête de 2020 révélait que 9 personnes sur 10 éprouvaient des difficultés d'accessibilité dans leurs déplacements. Le Conseil de l'Europe parle, pour le cas français, d'une « violation des droits des personnes en situation de handicap par l'État ». 26 % des personnes handicapées (de 15 à 59 ans) vivent sous le seuil de pauvreté, 12 points de plus que dans la population générale ! Les personnes en situation de handicap sont largement exclues du travail et de l'emploi. Ces personnes sont obligées à des efforts financiers conséquents pour réaliser des gestes du quotidien, pour accéder aux soins ou s'équiper, avec des restes à charge très élevés.

Les enfants en situation de handicap (ESH) n'ont pas tous accès à l'éducation. Des « milliers d'enfants » se sont retrouvés à la rentrée 2024 sans solution de scolarisation et la casse du métier essentiel d'Accompagnant des élèves en situation de handicap (AESH) par la macronie s'est poursuivie. Elle a ainsi profité de l'examen d'un texte en mai 2025 pour adopter un amendement généralisant les pôles d'appui à la scolarité (PAS) - véritable bricolage visant à dissimuler le manque criant d'AESH en contournant les missions des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH) de notifications d'accompagnement des élèves en besoin. Moins de notifications, c'est moins d'élèves à accompagner.



Anaïs Belouassa-Cherifi et Sophia Chikirou.

NOS RÉPONSES

La députée Anaïs Belouassa-Cherifi a déposé une proposition de loi qui prévoit l'obligation de mise en accessibilité de tous les nouveaux logements, la mise en accessibilité progressive de l'intégralité des logements des bailleurs sociaux ou des CROUS, la prise en charge des travaux de mise en accessibilité, assurant un zéro reste à charge pour les ménages modestes.

Les député-es insoumis-es ont cosigné et soutenu une proposition de loi visant à rembourser intégralement les fauteuils roulants. Elle fut adoptée, contre le projet du Gouvernement de ne rembourser que des fauteuils bas-de-gamme et inadaptés.

Pour remédier à la pauvreté qui frappe fortement les personnes en situation de handicap, nous avons, comme chaque année, proposé la revalorisation de l'allocation adulte handicapé lors des débats budgétaires et l'extension de la prime exceptionnelle de fin d'année aux allocataires de l'AAH, par une proposition de loi d'Hadrien Clouet.

Quant à la scolarisation de tous les ESH, nous dénonçons le bricolage gouvernemental et continuons de défendre la nécessité de créer un corps de fonctionnaires d'AESH, garantissant un statut et une rémunération digne avec un temps plein comprenant un service de 24h/semaine auquel s'ajoute le temps de travail invisible. Nous avons ainsi redéposé notre proposition de loi sur le sujet en novembre 2024, portée par Nadège Abomangoli et fait adopter, lors du PLF 2025, un amendement (702 millions d'euros) pour concrétiser cette promesse, balayée d'un revers de main par 49.3.

Colloque culture à l'initiative de Sarah Legrain.



Culture

En 2025, malgré les discours répétés par la ministre de la Culture Rachida Dati sur l'importance de préserver le secteur culturel et de l'« exception culturelle française », l'année 2025 aura été particulièrement violente à tout point de vue.

Cette violence s'est traduite par un effondrement des moyens alloués à la culture. Alors même que le budget de la Culture pour l'année 2025 entérinait des baisses de crédits, le Gouvernement a publié en avril un décret sabrant dans les dépenses, amputant notamment la création de 47 millions d'euros. Elles s'ajoutent aux coupes budgétaires des collectivités territoriales, premières financeuses de l'action publique culturelle. À titre d'illustration, les 13 régions hexagonales ont prévu une baisse de leurs crédits dédiés à la culture de l'ordre de 65,8 millions d'euros, devenant dans certaines régions un véritable marqueur politique. Résultat : les annulations de manifestations culturelles s'enchaînent, et les contrats ne sont pas renouvelés, laissant place à la désertification culturelle... La capacité même du service public de la culture à mener à bien ses missions est désormais compromise par la macronie.

L'influence croissante de l'extrême droite au pouvoir dans certaines collectivités se traduit également par des effets concrets, encouragés par la complaisance implicite du gouvernement. Ainsi, le dispositif décrié du Pass Culture (et notamment sa part individuelle) sert désormais à payer des entrées au Puy du Fou. Pourtant, son propriétaire, Philippe de Villiers, ne cache pas ses liens avec les figures les plus réactionnaires du pays et n'hésite pas à instrumentaliser son parc au service de l'idéologie d'extrême droite. Plus largement, la domination des ultraconservateurs parmi les financeurs culturels et l'abandon progressif du soutien public poussent de nombreux artistes à l'autocensure, par crainte de perdre des financements essentiels. Ainsi, en juillet 2024, Zaho de Sagazan a vu ses chansons disparaître des ondes d'Europe 1, Europe 2 et RFM, trois radios du groupe Bolloré, après avoir critiqué la ligne éditoriale d'une émission de Cyril Hanouna.



NOS RÉPONSES

Nous avons continué de nous mobiliser pour défendre le modèle culturel français, en nous saisissant de tous les moyens à notre disposition.

Tout d'abord, l'examen du budget de l'année 2025 a été l'occasion pour nous de rappeler l'importance de financer à la hauteur des besoins le service public de la culture. Ainsi, nous avons déposé de nombreux amendements afin d'augmenter les fonds alloués aux collectivités territoriales et ainsi accroître leur capacité à financer des politiques culturelles (500 millions d'euros), mettre en œuvre un véritable plan de lutte contre les violences et le harcèlement sexiste et sexuel et de défense de l'égalité entre les femmes et les hommes dans les arts et la culture (30 millions d'euros) ou encore de permettre la création au sein du Ministère de la Culture d'une mission visant à garantir la liberté de création (1 million d'euros) en réponse directe aux différentes attaques menées par l'extrême-droite contre la diversité et la démocratisation culturelle.

Au regard de l'importance des différents enjeux, notre députée Sarah Legrain a organisé un colloque intitulé « Culture en danger » à l'Assemblée nationale le 22 mai 2025. Il réunissait des artistes, professionnelles, représentant-es de syndicats et de structures, élu-es et des chercheur-ses du secteur culturel, en particulier du spectacle vivant, afin de réfléchir aux moyens de contrer les baisses budgétaires allouées au secteur culturel, mais également pour élaborer une stratégie de riposte face à l'offensive réactionnaire à laquelle on assiste de plus en plus ouvertement dans le secteur culturel.



Carlos Martens Bilongo et David Guiraud devant l'Assemblée nationale.

Sport

La macronie nous l'avait promis : les Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) de Paris 2024 devaient être une occasion unique de replacer le sport au cœur de la société et marquer durablement la prise en compte de ses enjeux dans les différentes politiques publiques menées par le Gouvernement. Il n'en a rien été.

Les discussions budgétaires sur les crédits alloués au sport pour l'année 2025 en sont la preuve éclatante. Initialement, le Gouvernement prévoyait des coupes de 188 millions d'euros, alors même que 74 % des Français-es étaient contre cette diminution. Face à l'ampleur de la catastrophe, la ministre des Sports a elle-même organisé la mobilisation du milieu sportif pour s'y opposer, ce qui a conduit à la signature en janvier 2025 d'une tribune par 425 athlètes des JOP 2024. Le président de la République a reconnu qu'il comprenait leur colère et a assuré qu'il fallait « *mettre les moyens pour nos sportifs* ». **Malgré une baisse moins brutale que prévue, le budget adopté reste insuffisant pour faire face aux manques criants d'infrastructures sportives (50 équipements pour 10 000 habitants en moyenne), et réduire les inégalités de pratiques sportives.**

Pire, le Gouvernement instrumentalise le sport à des fins racistes et islamophobes. La question du port du voile dans le sport en est la preuve flagrante. En effet, sous l'influence de Darmanin et Retailleau, le Gouvernement souhaite désormais généraliser son interdiction pendant la pratique sportive : on assiste ainsi à une légalisation de la discrimination à l'encontre des femmes de confession musulmane. Elle constituerait également un véritable frein au développement de la pratique sportive féminine – déjà inférieure aujourd'hui à celle des hommes – alors même qu'il s'agissait de l'un des objectifs des JOP de Paris 2024.



NOS RÉPONSES

Fidèles à notre vision d'une politique sportive populaire visant à lutter contre les inégalités, au service d'une émancipation individuelle et collective, nous avons dénoncé les dérives d'une politique au service du « sport business » et des intérêts financiers des grandes multinationales, aux dépens de l'intérêt général.

L'organisation des JOP de Paris 2024 en a été le symbole : un événement confisqué au peuple qui n'avait pas les moyens d'y participer, mais devenu le théâtre d'une logique marchande, sécuritaire et excluante.

Nous avons ainsi lancé une commission d'enquête populaire sur ces jeux afin d'en analyser les conséquences sociales, économiques et écologiques. Et les résultats sont édifiants ! Non-respect du droit du travail par le Comité d'organisation, multiples atteintes aux droits et libertés publiques (déploiement de la surveillance de masse par l'expérimentation de la vidéosurveillance algorithmique), mais également nettoyage social (expulsions massives) et coût écologique démesuré... Et pourtant, malgré ce bilan accablant, le Gouvernement souhaite imposer, sans consultation populaire, la candidature française pour les JOP d'hiver de 2030 dans les Alpes, annonçant de nouvelles dérives à venir. Un projet de loi sera examiné à l'automne à l'Assemblée nationale afin de déroger à des règles d'urbanisme, au droit du travail et multiplier les mesures liberticides.

Enfin, face aux attaques racistes instrumentalisant la question du port du voile dans le sport, notre député François Piquemal a directement interpellé le Gouvernement à ce sujet le 3 avril 2025, en rappelant qu'une véritable politique sportive émancipatrice ne peut se faire qu'à la condition d'un investissement massif, et non dans l'exclusion ou la stigmatisation.

Justice

Le projet de loi d'orientation et de programmation de la justice de 2023 proposait un faible plan de recrutement : 1 500 magistrat-es et 1 500 greffier-ères. Or les restrictions budgétaires entamées en février 2024 et en octobre 2024 auront eu raison de ce plan. La justice judiciaire est aux abois, elle ne parvient plus à mener à bien son rôle de défenseuse des droits et de la liberté individuelle.

Dans son rapport de 2024, la commission européenne pour l'efficacité de la justice dresse un constat alarmant : si la moyenne européenne est de 21,9 magistrat-es pour 100 000 habitant-es et la médiane de 17,6, en France, la moyenne est de 11,3. Il y a 106,6 avocat-es pour 100 000 habitant-es, alors qu'ils sont 195 en Allemagne, ou encore 308 en Espagne. De plus, la dépense publique dans la justice est particulièrement basse. La médiane européenne est à 85,4 euros par habitant-e. En France, le budget est de 77,22 euros par habitant-e. En comparaison, l'Espagne est à 96,8, l'Italie à 100,6, l'Allemagne à 136, l'Autriche à 141 et la Suisse à 245. Le Gouvernement laisse la justice se délabrer.

Concernant la justice pénale, le Gouvernement ne cesse de recourir aux leviers punitifs, notamment à celui de l'augmentation des peines, se fourvoyant sur le fait que cela puisse avoir un impact sur les comportements. Rappelons les propos d'Éric Dupond-Moretti, ancien garde des Sceaux, qui, dans un moment de lucidité, expliquait que « personne ne commet une infraction un code pénal à la main ». Ainsi, pour pallier les problèmes structurels et de moyens de la justice, le Gouvernement se contente de supprimer des procédures et des recours pour « accélérer » les processus de décisions, allant à l'encontre de toutes les garanties protégeant l'individu.

Ce processus a été particulièrement visible lors de la loi relative au narcotrafic, où, par exemple, certaines procédures de contestation de techniques d'enquête particulièrement intrusives ont été supprimées. Parfois, le Gouvernement ne s'embarrasse même plus et évacue le recours à la justice en permettant par exemple au préfet de fermer des commerces ou d'expulser des individus simplement sur la base de soupçons. Pas de juge, pas de problème de justice !

Enfin, trois rapports ont été remis au Gouvernement en mai proposant soit de déjudiciariser les procédures et de développer une justice purement transactionnelle, soit de réduire les possibilités de recours par des mécanismes de restriction d'accès. Ces propositions sont inquiétantes et ne prônent pas le déploiement d'une justice indépendante et efficace. Ainsi, seule une vision purement managériale et comptable de la justice est proposée alors même qu'elle est un des services publics essentiels pour nos sociétés.



Gabrielle Cathala et Emmanuel Fernandes en manifestation.

NOS RÉPONSES

Lors des débats sur le budget de la justice, nous avons été largement victorieux et nous avons prouvé qu'il était possible de mettre en œuvre un plan important de recrutement. **Dans la continuité de notre politique fondée sur les besoins, nous avons obtenu le recrutement de 2 143 magistrat-es, 1 772 greffier-ères, 500 postes pour la protection judiciaires de la jeunesse et 500 postes pour le service pénitentiaire d'insertion et de probation. Or le Gouvernement a eu recours à l'article 49.3 et a supprimé toutes nos victoires votées en commissions des lois et des finances.**

Nous avons aussi déposé plusieurs propositions de lois relatives à la prison. Ainsi, notre député Ugo Bernalicis a déposé une loi visant à mettre en œuvre la régulation carcérale. C'est le seul moyen qui permette à la fois de garantir une sortie accompagnée des individus et des conditions de détention dignes. C'est une lutte de longue date que nous menons.



Recul des libertés

Notre tradition républicaine repose, en partie, sur un consensus libéral qui reconnaît aux droits fondamentaux de l'individu une valeur matricielle de notre ordre juridique. Ce consensus est largement mis à mal par la macronie qui poursuit une lente dérive. Depuis juillet 2024 et la nouvelle composition de l'Assemblée nationale, les macronistes se perdent dans la course à l'échalote avec le Rassemblement National, poursuivant leur lente mue autoritaire et faisant sauter un à un les verrous de l'État de droit. **Grâce au soutien de l'extrême droite, les lois les plus sécuritaires et graves pour les libertés sont adoptées depuis un an.** Deux ont été significatives cette année.

Une loi relative à la sûreté dans les transports, portée par la droite sénatoriale et largement soutenue par le Gouvernement, a été adoptée en mars. À contre-courant des besoins en transport des usager-es, d'accessibilité et d'inclusivité, cette loi renforce à outrance les moyens sécuritaires. D'une part, elle élargit les pouvoirs de coercition des agent-es de la RATP et de la SNCF, mais aussi et surtout des agent-es de sécurité privés. Ainsi, les premiers disposeront désormais d'un véritable pouvoir d'interpellation sur la voie publique, d'un pouvoir de confiscation et de constatation d'infraction, devenant de facto des agents de police ou de gendarmerie. Ils disposeront désormais du pouvoir d'interdire l'accès aux gares ou aux trains. D'autre part, cette loi accompagne le recours massif à la vidéosurveillance. Tout devient une justification pour doter les gares, les agents et les véhicules de caméras ou de micros. Par exemple, dans le but de « prévenir les accidents », les tramways seront désormais dotés de caméras latérales. Au-delà du nouveau marché pour l'industrie de la « technopolice », il est difficile de voir l'impact de ces caméras sur la survenance des accidents...

La loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic a été un nouveau moment de rupture, accompagnant la fuite en avant sécuritaire et liberticide de la macronie. En 2015 et 2021, les lois relatives au terrorisme et au renseignement ont créé un droit dérogatoire et liberticide. Les gouvernements successifs justifiaient ce droit en raison de la lutte contre le terrorisme et du risque qu'il faisait peser sur la « stabilité de nos institutions ». Il nous était promis que seule la lutte contre le terrorisme justifierait de telles dérogations. Or, la droite sénatoriale et le Parti socialiste au Sénat se sont engouffrés dans la brèche pour étendre ce droit à la lutte contre le narcotrafic. Tout y est : extension des pouvoirs de l'administration (enquête administrative sans juge, fermeture administrative, etc.), des pouvoirs de la police (surveillance des réseaux, perquisitions de nuit, etc.) et recours à une procédure judiciaire limitant les droits de la défense.

On sait aujourd'hui le dévoiement de ces procédures contre des personnes qui n'ont rien à voir ni avec le terrorisme ni avec le trafic de stupéfiants, mais qui sont considérées comme des opposants politiques : Mathilde Panot et Rima Hassan, accusées d'apologie du terrorisme, ou encore Jean-Paul Delescaut, responsable CGT qui a été condamné à un an de prison pour apologie du terrorisme suite à la distribution de tracts en sont des exemples.

Cette année encore a été une année dure pour nos libertés : les pires rhétoriques quittent le champ de l'extrême droite et s'insèrent dans l'ensemble des camps politiques, même dans celui de nos alliés d'hier. Ainsi, pour eux, l'aggravation des moyens de répression de l'État est justifiée par le fait que les criminel·les, les délinquant·es ne peuvent bénéficier de la protection des droits fondamentaux parce qu'ils sont... délinquants. Les attaques du ministre de l'Intérieur qui appellent à mettre fin à l'État de droit, ou encore celles du ministre de la Justice qui accuse les opposants d'avoir des propos « anti-France », terminologie des pétainistes, sont la preuve du renversement extrêmement grave et profond auquel nous assistons. C'est un processus de fascisation de nos institutions qui tend à faire de l'État le protecteur de celles et ceux qui ne font pas de vagues, alors même qu'il est le premier oppresseur.



Andrée Taurinya et Ersilia Soudais en manifestation.

NOS RÉPONSES

D'une part, **nous défendons l'État de droit et nous ne l'opposons pas à la démocratie.** Celle-ci dépend de l'État de droit qui permet à chacun-e de s'exprimer, de se réunir librement, et de construire des alternatives politiques. Sans État de droit, pas de démocratie saine.

D'autre part, l'augmentation des moyens de surveillance et de coercition de l'État est un danger en soi. **Nous sommes attaché-es au principe de sûreté qui est une garantie contre les décisions arbitraires de l'État et d'abord contre les moyens de coercition. Ainsi, dès que nous l'avons pu, nous avons lutté contre les propositions de droit dérogatoire limitant les droits de la défense et le droit à un procès équitable.** Quelle que soit la gravité de l'accusation, nous restons attaché-es à ce que chacun-e puisse se défendre devant un juge, sans dérogation en fonction du type d'infraction.

Dès lors, pendant le budget, nous n'avons eu de cesse de proposer des plans massifs de recrutement à chaque étape de la procédure pénale. Mais nous avons surtout proposé que les procédures restent dans les clous du droit commun. Nous avons, à l'occasion de la loi relative au narcotrafic, proposé de revenir à un véritable corps d'enquêteur-rices au sein de la police et de mettre cette police sous l'autorité de la justice, institution garante de la liberté individuelle.

Enfin, nous saisissons le Conseil constitutionnel dès que les libertés que la Constitution garantit sont attaquées. Malgré les critiques que nous pouvons faire à cette institution, nous croyons au principe d'une justice constitutionnelle et dans l'effectivité des principes fondamentaux qui irriguent notre droit. Ainsi, nous avons pu empêcher la prorogation du recours à la vidéosurveillance algorithmique qui a été censurée par le Conseil, nous avons aussi empêché le recours à des caméras mobiles sur les bus.



Foule de la manifestation du 22 mars contre le racisme et l'extrême droite à Paris.

Violences policières

Les violences policières restent au cœur de la dérive autoritaire et sécuritaire de la macronie. La doctrine du maintien de l'ordre dans le cadre des manifestations demeure fondée sur l'usage de la violence par des nassages ou matraquages, envers les manifestant-es ou journalistes comme lors des manifestations contre le racisme du 22 mars et du 1^{er} mai au cours desquelles Reporters sans frontières a recensé des violences.

Les rares dossiers de violences qui ont pu faire l'objet de contestations restent enlisés dans les procédures. Au 1^{er} janvier, après plusieurs dizaines de mises en cause, un seul dossier a abouti à une condamnation. Alors que ces dossiers sont largement documentés, l'instruction reste au point mort. **Cet enlèvement traduit une volonté politique manifeste de ne pas reconnaître la violence de l'État contre la contestation politique et permet à des policiers-ères d'agir en toute impunité.** Ainsi, ils se sont permis par exemple de menacer de taser l'un de nos député-es, Aly Diouara, témoin d'un contrôle au faciès. Le préfet de police, Laurent Nuñez, s'est alors empressé de soutenir les policier-ères alors même qu'un élu de la République était menacé... Notre député a porté plainte.

Les révoltes en Kanaky Nouvelle-Calédonie du printemps 2024 n'ont connu comme réponse que la violence policière, s'inscrivant pleinement dans une vision coloniale et raciste : treize personnes ont été tuées par balles, dont dix Kanaks. Les Kanaks ont été traité-es « comme du bétail » selon leurs propres mots, et parmi les mort-es, plusieurs ont été tué-es d'une balle dans le dos.

Ces violences systémiques ne sont que la partie visible de violences plus insidieuses, ancrées dans un racisme décomplexé qui traverse la police et ses méthodes à tous les niveaux hiérarchiques, au cœur d'une conception violente et déshumanisée du maintien de l'ordre.

NOS RÉPONSES

L'examen du budget pour 2025 a été l'occasion pour les député-es insoumis-es de défendre un renforcement de la formation des policier-ères, notamment sur la lutte contre les discriminations et les violences sexistes et sexuelles, mais également la création de nouveaux postes. Nous avons aussi rappelé l'importance de remplacer l'IGPN et l'IGGN par une instance de contrôle externe de la police rattachée à la Défenseure des droits afin de préserver la relation de confiance entre population et police.

Nous avons porté lors de l'examen des lois sur la sûreté dans les transports ou encore sur la lutte contre le narcotrafic notre vision d'une police républicaine mieux formée. **Nous continuons de défendre un modèle de police de proximité dans lequel le mot d'ordre est la désescalade.** Dans cet objectif, nous avons déposé de nouveau notre proposition de loi visant à abroger l'article L. 435-1 du Code de la sécurité intérieure défendue par Thomas Portes, pour en finir avec ce permis de tuer accordé aux forces de l'ordre après un refus d'obtempérer. Notre député Abdelkader Lahmar a déposé une demande de commission d'enquête sur la question de la multi-verbalisation, une forme de harcèlement policier dont sont victimes de nombreux jeunes racisés vivant dans les quartiers populaires.

Nos député-es, qui disposent d'un droit de visite, se sont aussi rendus dans des dizaines de locaux de garde à vue dans les commissariats afin de s'assurer que les droits fondamentaux des manifestant-es placé-es en garde-à-vue de manière arbitraire étaient respectés.

Asile et immigration

Depuis les dernières élections législatives, les gouvernements macronistes vont toujours plus loin dans la répression des migrants, alors que 2024 est l'année la plus meurtrière jamais enregistrée sur les routes migratoires dans le monde selon l'ONU (8 938 décès), y compris en Europe.

Cette fuite en avant sécuritaire et répressive s'illustre dans le budget 2025. On observe en effet la logique gestionnaire et froide de l'immigration privilégiée par le Gouvernement dans l'obsession de « maîtrise » de l'immigration, la multiplication des expulsions et la réduction des coûts en accélérant les procédures pour débouter plus facilement les demandes d'asile. La situation irrégulière est criminalisée. Cette politique maintient des personnes déjà précaires dans la misère et l'irrégularité : ainsi, 26 % des immigré-es vivent dans un logement suroccupé contre 12 % de la population générale. Leur droit à la santé est également entravé car le non-recours aux soins est quasiment la norme : il atteint 49 % pour l'aide médicale d'État.

La circulaire du ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau sur l'admission exceptionnelle au séjour publiée en janvier dernier est un nouveau durcissement des critères. Elle exige par exemple une présence en France d'au moins 7 ans contre 5 actuellement. Pour la première fois depuis 2020, les régularisations ont baissé en 2024 de 10 % sur un an. La France devient la championne des expulsions de ressortissant-es non-européen-nes en Europe, qui sont en hausse de 26,7 % !

La France, pays des droits de l'Homme, dresse des murs à l'extérieur de ses frontières, mais également à l'intérieur même de la République, par l'adoption en mai dernier d'une loi visant à durcir le droit du sol à Mayotte puis d'une loi de refondation pour Mayotte qui durcit le droit au séjour. La droite, l'extrême droite et le Gouvernement travaillent ensemble pour faire de Mayotte un laboratoire de xénophobie où les exceptions légales se multiplient contre les personnes migrantes.



Manifestation du 22 mars contre le racisme et l'extrême droite à Marseille.

NOS RÉPONSES

Face aux attaques à l'encontre des personnes migrantes, les député-es du groupe de la France insoumise n'ont cessé de défendre des conditions d'accueil plus dignes, de renforcer l'effectivité du droit d'asile et de garantir le respect des droits des personnes pour mieux les accueillir. C'est pourquoi nous avons tout fait pour nous opposer aux nouvelles dérogations au droit du sol à Mayotte, jusqu'à la saisine du Conseil constitutionnel, et nous avons défendu l'extension de l'aide médicale d'État à Mayotte, sans succès face à l'opposition du « Socle commun » et de l'extrême droite. La présidente de notre groupe Mathilde Panot a également déposé une proposition de loi constitutionnelle visant à garantir le droit du sol comme fondement de l'acquisition de la nationalité française.

La carte de séjour de 10 ans doit être rétablie comme titre de séjour de référence et le droit au regroupement familial respecté. Contre la criminalisation des migrant-es, nous demandons la dépénalisation du séjour irrégulier et la fin de la logique d'enfermement. Durant l'examen du budget 2025, nous avons réussi à faire adopter des amendements pour renforcer l'accompagnement des foyers migrants, renforcer l'accueil dans les préfectures ou encore améliorer le suivi psychologique des personnes migrantes et financer le sauvetage des naufragés. Ces avancées ont été balayées par le recours au 49.3.



Numérique

La politique liberticide de la macronie en matière numérique s'est poursuivie, comme l'illustre la question de la prolongation de l'usage de la vidéosurveillance algorithmique (VSA). Autorisée de façon expérimentale pour les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 – jusqu'au 31 mars 2025 – elle avait pour objectif de détecter en temps réel les comportements jugés « anormaux », comme des mouvements de foules. Or, la VSA est une technologie intrusive et liberticide. Pourtant, cela n'a pas empêché le Gouvernement de vouloir étendre son usage au-delà de la date prévue – jusqu'en mars 2027, à l'occasion de l'examen de la loi relative « au renforcement de la sûreté dans les transports ».

Face à cette mesure liberticide – une parmi d'autres prévues par cette loi – le groupe de la France insoumise a déposé un recours au Conseil Constitutionnel pour en contester la légalité. Cela a permis de faire reconnaître l'inconstitutionnalité de cette mesure, le Conseil a censuré cette mesure uniquement sur la forme, sans se prononcer sur le fond. Autrement dit, le Conseil n'a pas interdit la généralisation de cette technologie sur le principe. Si un prochain texte reprend cette disposition en respectant les exigences de forme, sa censure n'est pas certaine. C'est une véritable épée de Damoclès qui pèse sur les droits fondamentaux.

Cette fuite en avant technologique est même directement encouragée par le Président de la République lui-même, qui souhaite désormais transformer la France en puissance de l'intelligence artificielle (IA). Organisé à Paris en février 2025, le sommet international pour l'action sur l'IA a permis à Emmanuel Macron d'annoncer en grande pompe plus de 109 milliards d'euros d'investissement afin de développer le potentiel économique du pays en la matière. Or, les véritables enjeux sont ailleurs.

Tout d'abord, l'absence de régulation forte sur le sujet fait peser des risques considérables en matière de protection des droits fondamentaux. Ainsi, le déploiement des systèmes d'IA s'inscrit dans des structures sociales discriminatoires et inégalitaires, sa généralisation risquant seulement de les amplifier. Par ailleurs, son empreinte environnementale est catastrophique : selon l'Agence internationale de l'énergie, l'augmentation de la demande d'énergie au niveau mondial pour alimenter les systèmes d'IA serait de +30 % à +50 % à l'horizon de 2 à 5 ans seulement, menaçant la transition énergétique mondiale. Mais surtout, le risque que des géants de la tech – notamment les GAFAM américains – imposent leurs monopoles sur le marché national de l'IA est réel, transformant ainsi la France en véritable « colonie numérique ». Pour toutes ces raisons, la politique numérique de la France mérite mieux que des effets d'annonce.



Élisa Martin dans l'Hémicycle.

NOS RÉPONSES

Nous n'avons eu de cesse de lutter, pas à pas, contre la fuite en avant technopolicière du Gouvernement et de la macronie.

L'introduction de « portes dérobées » au sein des messageries cryptées en est une illustration parfaite. À l'occasion des débats sur la loi narcotrafic, le Gouvernement a ainsi tenté d'insérer volontairement des failles de sécurité afin que les pouvoirs publics puissent avoir accès aux contenus des échanges, sous prétexte de lutter contre le trafic. C'est ainsi le principe même de secret des correspondances qui était remis en cause. Grâce à l'appui de nombreuses associations de défense des libertés ainsi qu'à la mobilisation de nos député·es, nous avons pu supprimer les dispositions législatives qui le prévoyaient.

De manière plus générale, nos député·es ont travaillé sur plusieurs propositions de loi pour s'assurer du respect des droits fondamentaux en ligne. Ainsi, la députée Élisa Martin a déposé en avril dernier une proposition de loi visant à l'interdiction de la reconnaissance faciale, enjeu majeur de ce nouveau siècle numérique.



